N° 19. — Juillet 1926 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

DANS CE NUMÉRO :

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 96, quai Jemmapes. — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, A. GARNERY, MARTHE BIGOT, JEHANNE STANKO, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, D. ANTONINI, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, C. HATTENBERGER, R. HAIRIUS, FINIDORI.

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE
96, quai Jemmapes — PARIS-X^e
Chèque Postal :
Révolution Prolétarienne **734-99** Paris

Permanence : l'après-midi, de 5 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois	11 fr.	Six mois	15 fr.
Un an	20 fr.	Un an	30 fr.

PRIX DU NUMÉRO :
France : 2 fr. — Extérieur : 2 fr. 50

SOMMAIRE du nº 19 (*Juillet 1926*)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE est vendue au numéro

PARIS

IIe arrondissement :
Marchand de journaux, 127, rue Montmartre.

IIIe arrondissement :
Kiosque (Pauvre Jacques), place de la République, angle rue du Temple.

V^e arrondissement :
Lebrun, journaux, 8, rue Gracieuse.
Kiosque place Saint-Michel, sortie Métro.
Kiosque boulevard Saint-Michel, angle rue Soufflot.
Kiosque boulev. Port-Royal, angle rue Saint-Jacques.

VIe arrondissement :
Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince.
Kiosque boul. St-Michel, angle boulev. St-Germain

X^e arrondissement :
Librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes.
Marchand de journaux, 25, rue Grange-aux-Belles.
Kiosque en face la Bourse du Travail.
Kiosque place de la République, angle faub. du Temple.
Kiosque théâtre de la Porte Saint-Martin.
Kiosque boulevard St-Martin, face Folies-Dramatiques.

XIe arrondissement :
Kiosque (Potin), angle faubourg Saint-Antoine et avenue Ledru-Rollin.

XIIe arrondissement : Avenue Daumesnil, 257.
Kiosque place de la Bastille, angle boulevard de la Bastille, sortie Métro.
Kiosque boulev. de Reuilly, angle rue de Charenton.

XIIIe arrondissement :
Libr. de la Poste, angle rue Coypel et av. des Gobelins.

XIVe arrondissement :
Librairie-papeterie, 163, rue d'Alésia.
Garrigou, 87, rue d'Alésia.

XVe arrondissement :
Librairie Dorigny, 22, rue Cambronne.

XVIIe arrondissement :
Librairie, 18, rue Davy.
Librairie, 187, rue Legendre.

XVIIIe arrondissement :
Souchard, journaux, 98, rue du Poteau.
Librairie, 135 *bis*, rue Ordener.
Kiosque mairie du XVIIIe, rue Ordener.

XIXe arrondissement :
Librairie Prat, 130, avenue Jean-Jaurès.
Journaux, 21, rue des Fêtes.

BANLIEUE

SAINT-DENIS. — Kiosque Desjardins, angle boulevard Jules-Guesde et rue de la République.

DÉPARTEMENTS

EPINAL. — V. Loquier, 9, rue Aubert.
LIMOGES. — M. Dubéry, journaux, 1, pl. Denis-Dussoubs.
LYON. — Maison du Peuple, 169, rue Molière.
MARSEILLE. — Bibliothèque sociale, Bourse du Travail, rue de l'Académie.
NANCY. — Libr. de l'Union des Syndicats, 2, rue Drouin.
NICE. — Kiosque place Garibaldi.
— Kiosque Pont-Magnan.
— Kiosque av. de la Victoire (Dames de France).
— Libraire, 37, rue Gioffredo.
NIMES. — M. Soubeyran, 54, rue Porte-de-France.

ÉTRANGER

BELGIQUE. — Les Éditions socialistes, 57, rue des Alexiens, Bruxelles.

Prière à nos amis de Paris de nous indiquer les kiosques ou libraires acceptant de mettre en vente la R. P. et de l'afficher.
A nos amis de province de nous trouver un dépositaire dans leur centre.

Il ne faut pas attendre que le lecteur vienne à nous; il faut aller à lui.

QUELQUES INCARNATIONS DU DÉMON DE LA RÉVOLUTION

Pour le Cinquantenaire de Bakounine

Quand nous pensons à *Marx,* l'homme disparaît devant son œuvre. Nous ne pensons pas alors à Marx comme tel, mais à la clarté cristalline de ses idées dans le « Manifeste Communiste », à l'analyse merveilleuse des forces motrices réelles des événements effectuée dans ses œuvres historiques, à la description magistrale de l'histoire du capitalisme moderne dans le premier tome du « Capital ». Quand nous pensons à *Bakounine,* nous pensons à l'homme Bakounine, à l'homme qui cherche éternellement, qui éternellement se développe et change. Et celui qui se dirait bakouniniste ne le serait point. On ne peut pas être bakouniniste, car il n'existe point de bakouninisme. Bakounine est la vie même, inépuisable comme elle, ne connaissant ni fin ni système et que nous sommes forcés, nous autres, à un moment donné, de regarder tranche par tranche et de systématiser. Bakounine abhora tout système, et chaque parole qu'il proféra et chaque action qu'il entreprit le furent au mépris de tout système. Et dans chacun de nous — et plus nous sommes révolutionnaires et plus c'est le cas — et jusque dans Marx, lui-même, le grand systématiseur, ce qu'il y a de plus profond, de plus démoniaque, c'est l'élément bakouninien. Aussi, quand nous aurons surmonté le capitalisme et la dictature du prolétariat et que le communisme, vivant, réel, constructeur sera survenu et avec lui de nouveaux problèmes, lorsque le « Capital » de Marx sera devenu de l'histoire et que nous vivrons, créerons, détruirons et reconstruirons en marxistes, c'est alors que nous serons forcés de prendre pour point de départ le démoniaque en Marx, le démoniaque dont sont nés le « Manifeste Communiste » et le « Capital », le démoniaque qui n'a jamais subsisté sous une forme aussi absolue chez aucun révolutionnaire que chez Bakounine.

C'est la figure que la légende nous a livrée de lui. C'est elle que dégage Max Nettlau, devenu le premier évangéliste de la vie si riche de ce martyr, de ce chercheur, de ce héros. Celui qui veut jouir de Bakounine dans toute la richesse de sa personnalité ferait bien de lire les trois grands in-folio lithographiés de Nettlau sur la vie de Bakounine. On peut connaître Marx sans avoir lu une seule ligne de sa biographie. Pour Bakounine, chaque nouveau détail de sa vie est une nouvelle page, une nouvelle manifestation inattendue du démon-vie, tandis que pas une seule de ses œuvres écrites ne donne une idée quelconque de Bakounine *dans sa totalité.* On ne peut les lire, on ne peut au moins en jouir complètement, sans les rapporter étroitement avec la base, avec la période, avec les événements où elles sont nées.

*
**

Michel Bakounine, né en 1814, appartient à la moyenne noblesse russe. A l'âge de quatorze ans, il est envoyé à l'école d'officiers d'artillerie et — première protestation — il ne s'y plaît point. Officier à dix-huit ans, il est bientôt relégué dans une petite garnison, pour avoir manqué de respect à un général. A vingt-deux ans, il quitte le service, étant affligé d'un penchant au développement intellectuel, penchant peu convenable pour un officier. D'où une querelle avec son père qui affirme que des occupations intellectuelles seraient un luxe que Bakounine ne peut pas s'accorder étant donné la modestie des moyens financiers de la famille. Michel va de son propre chef à Moscou pour y faire des études et y gagner son pain comme professeur de mathématiques.

Dans les archives de la famille Bakounine, on a trouvé une quantité de lettres de Michel datant de cette période, que A. A. Korniloff a publiées en russe et qui permettent de jeter un coup d'œil sur le développement psychique de Bakounine, jeune homme, aspirant, officier, étudiant, jusqu'en 1840.

Avant de vouloir révolutionner l'univers politique, Michel cherche à se révolutionner moralement lui-même, à révolutionner ses camarades et la société qui l'entoure; il cherche à cultiver en lui-même et chez les autres l'idée de la liberté individuelle, l'idée de la véracité, de l'humanisme, il cherche à lutter contre les mensonges conventionnels. Il ne semble pas comprendre, avant 1840, que ce sont les conditions politiques et économiques qui créent l'atmosphère étouffante de son entourage. Il vit d'ailleurs bien misérablement au point de vue économique, son père ne lui venant presque pas en aide. Il est dans les nuages, discute, tout le long de ces trois ans (1837-1840), l'individualisme de Fichte, l'historicisme de Hégel. Ne se sentant point avancer dans la solution des problèmes qui le tourmentent, il devient mélancolique. se représente que les professeurs de philosophie de Berlin seuls seraient en possession de la vérité

et, après avoir emprunté de l'argent à Herzen, part pour Berlin (1840).

Il a toujours l'intention de devenir professeur de philosophie à Moscou. Dans la Russie d'alors, isolée de l'Occident, il n'existait point de courants révolutionnaires. Dans l'Allemagne d'avant la révolution de mars, il existe par contre des Hégeliens de l'observance de gauche qui, en théorie, nient la réalité, ainsi qu'une opinion publique favorable aux idées sociales, démocratiques et républicaines. C'est en Allemagne que le chercheur individualiste devient l'idéologue de la force destructrice du peuple. Dans cette disposition d'esprit, Bakounine publie en 1842 une série d'articles, sous le pseudonyme de Jules Elysard, qui finissent par cette phrase fameuse : « Le désir de destruction est une joie créatrice. »

Il voit s'approcher la révolution du peuple.

***

Ses articles et ses rapports avec le poète révolutionnaire Georges Herwegh le rendent suspect aux yeux de la police politique; il quitte l'Allemagne et croit pouvoir trouver asile dans « la plus ancienne démocratie du monde », en Suisse. Là, se trouve, juste en 1843, le tailleur communiste Weitling. L'éternel chercheur Bakounine fait, bien entendu, sa connaissance. Il publie incontinent, dans le *Schweizer Republikaner,* trois articles sur le communisme de Weitling, parle d'enthousiasme du peuple et de la révolution, mais se refuse en même temps à admettre l'Etat-prison de Weitling. Weitling est arrêté par la police zurichoise et expulsé; on trouve dans ses papiers le nom de Bakounine. Celui-ci quitte à temps le pays inhospitalier. La police publie son nom; de cette manière, l'attention de l'ambassadeur russe à Berne est attirée sur cet enfant insoumis du tzar. Il demande à la police suisse de procéder à des recherches ultérieures sur Bakounine, qui lui sont en effet livrées avec pièces justificatives à l'appui. Tous ces rapports suisses sont expédiés à Pétersbourg; et Bakounine est condamné à la perte de ses titres et de ses biens et à la déportation en Sibérie. Durant ce temps, Bakounine se prélasse en Suisse romande avec des camarades communistes, puis s'en va à Bruxelles et à Paris.

Le 1844 à 1847, il est à Paris, vivant dans la misère, comme il le fera d'ailleurs presque toute sa vie. La question dominante pour lui, c'est : Que faire ? Où est pratiquement le point de départ pour sa joie de destruction ? Des nuits entières se passent en discussions, plus spécialement avec Proudhon, auquel il s'attache particulièrement, et aussi avec Marx, dont il dira plus tard avoir beaucoup appris, Marx étant, à ce moment, considérablement plus riche en connaissances et plus avancé en philosophie, en économie et en politique. Bakounine éprouve un grand respect pour lui, en raison de son attachement à la cause du prolétariat. Mais ces deux hommes ne furent jamais liés entre eux par une grande intimité. Ils étaient tous les deux dans des phases d'évolution trop différentes. Car au fond, dès ce moment, Bakounine avait des tendances mystiques et antiautoritaires, plus adaptées à ses sentiments révolutionnaires qu'aux réalités économiques et politiques, tandis que Marx posait déjà les fondements du système du socialisme scientifique.

En somme, Michel, très isolé, n'est pas heureux à Paris. Mais, petit à petit, il trouve un centre d'activité : il devient révolutionnaire russe. Son début public fut un discours à l'occasion de l'anniversaire de la révolution polonaise de 1831, discours comportant une déclaration de solidarité entre révolution-
la révolution de février 1848. Bakounine d'ordre du renversement de l'empire des tzars par les révolutionnaires polonais et les éléments russes mécontents. La Russie telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être, était le sujet du discours. Ce fut un dithyrambe puissant en faveur de la liberté, de la démocratie, de la Fédération slave, la première esquisse des plans, des rêves et des actes, qui vont remplir les années suivantes de sa vie ainsi que les premières années de son retour en liberté (1860).

L'impression produite par ce discours sur les cercles officiels russes fut foudroyante. L'ambassadeur russe exige immédiatement son expulsion et le gouvernement français y consent. L'ambassadeur russe répand en outre le bruit que Bakounine est un agent provocateur du gouvernement russe, mais qu'il a quelque peu exagéré cette fois-ci. Ce bruit, à tout moment repris par les ennemis de toute observance de Bakounine, empoisonnera toute sa vie.

Il est à Bruxelles à la fin de 1847. Survient la révolution de février 1848. Bakounine rentre à Paris, après une marche de trois jours. Le voici heureux, saisi par la fièvre de la révolution. Il passe ses nuits dans la caserne des Montagnards sur un paillasson, le fusil à ses côtés : naturellement, il aide à pousser le mouvement à gauche. La première fièvre passée, il demande au gouvernement provisoire quelques milliers de francs afin de déployer une agitation à la frontière russe. Les ayant obtenus, il part. Impossible d'entrer dans des détails, ils nous mèneraient trop loin. Au mois de juin 1848, au Congrès des Slaves à Prague, Bakounine se consacre à la propagande en faveur d'une Fédération démocratique des Slaves et des Hongrois qu'il considère comme une base nécessaire pour la chute du tzarisme russe. Le Congrès est suivi d'un soulèvement à Prague. Bakounine se bat sur les barricades, il participe à « l'état général » d'espérance et de défaite des révolutionnaires. Après l'écrasement de l'insur-

rection par Windischgraetz, il fuit en Allemagne, toujours dans la misère. C'est à ce moment que la basse calomnie d'origine gouvernementale — Bakounine agent russe — surgit dans les colonnes de la *Neue Rheinische Zeitung* et lui ferme l'accès des cercles démocratiques.

La réaction européenne s'étend. Dans la bataille des Journées de juin à Paris, l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire européen est exterminée. La menace d'une intervention armée russe, d'une alliance du tzar russe avec celui d'Autriche se produit. Traqué de tous côtés, isolé de tout et de tous, Bakounine déploie une activité sans bornes. Il cherche à démontrer, par le courage de ses sacrifices, qu'il n'est pas un traître. Dans ses « Confessions », il a décrit cette époque. Sans argent, sans amis, dans une misère effroyable, devenu amer, misanthrope, fanatique, il a été prêt à toutes les entreprises périlleuses. Il écrit alors son « Appel aux Slaves » et conspire avec les Tchèques. Il attend, pour 1849, un nouvel élan de la révolution et son but est de provoquer un soulèvement simultané des Slaves et de la Bohême.

Un plan grandiose mûrissait en lui. Une révolution radicale en Bohême, une révolution mettant sens dessus dessous l'Etat et l'économie du pays. La noblesse chassée, ses biens confisqués, répartis entre les paysans, toutes les hypothèques et dettes annihilées. La révolution bohémienne doit par la vertu de l'exemple, entraîner les ouvriers et les paysans allemands. La Bohême devient un camp révolutionnaire pour l'offensive révolutionnaire contre l'Autriche et la Russie. Il rêve d'instituer une *dictature* de la révolution, de lui soumettre toutes les forces disponibles, de supprimer tous les clubs, tous les journaux, toutes les démonstrations hostiles. De l'ancienne classe régnante, des spécialistes devraient être requis pour le service de la dictature révolutionnaire. On retrouve là une anticipation, presque jusque dans les détails, de la marche des événements de la grande révolution russe.

Pour mettre en branle cette révolution, les Allemands lui ont prêté 500 thalers qui devaient suffire à cette tâche. Il organise à Prague une société secrète des Allemands et des Tchèques, strictement centralisée, le Comité central tenant tous les fils entre ses mains. Dans cette activité, il est surpris par le soulèvement de Dresde. Bakounine pousse à l'occupation de l'arsenal et à l'armement. Il est l'âme et le cerveau du soulèvement, qu'il dirige au point de vue militaire et tactique. Le soulèvement s'écroule. Avec les derniers rebelles, Bakounine va à Chemnitz; il y passe la nuit; pendant le sommeil il y est surpris par des bourgeois traîtres et livré au bourreau saxon. Suit un emprisonnement plein de tortures, puis la condamnation à mort. Il est ensuite gracié et condamné à la réclusion à perpétuité. Extradé en Autriche, il subit un traitement ignoble et une nouvelle condamnation à mort, commuée en réclusion à perpétuité. Enfin, extradé en Russie, il est jeté dans la forteresse Pierre-et-Paul, de 1851 à 1857.

***

En 1919, les bolchéviks ont trouvé, parmi les actes de la III[e] section (police politique tzariste) cinq cahiers couverts de l'écriture de Bakounine, publiés depuis sous le titre « Ma confession », dans lesquels Bakounine fait le récit de sa vie et de son évolution idéologique, de son action révolutionnaire, en les représentant comme un péché horrible et en implorant, dans des termes et sur un ton humiliants, le pardon du tzar Nicolas. La publication de ce manuscrit a produit sur beaucoup de révolutionnaires une impression pénible. Mon ancienne amie Vera Figner, qui a passé, elle, vingt-deux ans dans la forteresse de Schlusselburg, était hors d'elle et transportée d'indignation. Par contre, Radeck, avec qui je m'entretins à Moscou de cette confession, professait une autre opinion qui peut se résumer ainsi : Bakounine était livré complètement et entièrement aux mains de Nicolas. Il voulait sortir de prison coûte que coûte. Dans un tel cas, toute tactique est permise. Je ne trouve rien à blâmer dans l'action de Bakounine, d'autant qu'il n'a fait de tort à personne en la commettant.

Mais Nicolas ne relâcha pas Bakounine. Au moment de l'ascension au trône d'Alexandre II, Bakounine renouvelle sa demande de mise en liberté. En 1857, on le libère de prison, pour le déporter en Sibérie.

La joie d'avoir reconquis la liberté remplit Bakounine d'une joie si exubérante, cet homme qui sort d'un tombeau est si heureux qu'il lui faut un certain temps pour que son naturel révolutionnaire se réveille. La façon adroite dont son oncle Mouravieff, le gouverneur général de la Sibérie orientale, traite ce « grand enfant » contribue beaucoup à obscurcir chez Bakounine la compréhension et le jugement des conditions régnantes. C'est pour lui comme s'il était né une nouvelle fois, comme s'il était amené à concevoir de nouveau pour la première fois le monde et l'Etat russes. Sa lettre de 1860 à Herzen est pleine d'admiration naïve pour le despote tartare et pseudo-libéral qu'est son oncle Mouravieff, pleine d'injustices à l'égard des exilés russes comme éléments d'opposition. Et l'hypothèse de Ross me paraît, ainsi qu'à Polonsky, le « Nettlau » bolchéviste de Bakounine, peu vraisemblable; selon cette hypothèse, toute la conduite de Bakounine à cette époque n'aurait été qu'une ruse pour donner le change au gouvernement afin de pouvoir reprendre ultérieurement en toute tranquillité son activité révolutionnaire après une fuite projetée.

Pourtant c'est bien sa conduite exemplaire, enregistrée par les gouvernants de Sibérie, entre 1857 et 1861, qui a largement facilité cette fuite. Le 9 juillet, il fuit de Russie, à travers le Japon, l'Amérique, en se dirigeant vers Londres. Le 28 décembre 1861, Bakounine tombe dans les bras d'Herzen et, comme une trombe, avec toute l'impulsivité de son tempérament, dans le *Kolokol*, le journal bien modéré d'Herzen. Jusqu'en 1863, activité de Bakounine dans la propagande slave, en vue de la préparation du soulèvement polonais. 1864, il émigre en Italie.

***

Le Bakounine italien n'est plus le Bakounine de 1849. Il est adapté à l'Italie, comme le Bakounine des autres époques de propagande est adapté à la Pologne, à la Bohême, etc. Tout en étant très détaché des choses de la terre, Bakounine possède à un haut degré le don de pénétration des réalités ambiantes — moins cependant dans leurs tendances d'évolution économique, que dans leurs dispositions d'esprit dominantes. Celles-ci, il les pénétrait très facilement, et les généralisait peut-être un peu trop hâtivement. Mais là résidaient ses capacités les plus efficaces au point de vue de l'agitation et de la propagande, et nous autres, communistes, nous devrions lui faire des emprunts, car si nous constatons fréquemment très bien les tendances économiques, souvent nous omettons de les confronter avec le reflet idéologique du moment donné. Le programme de Bakounine était juste à la mesure de l'Italie de cette époque, de même ses formes d'organisation, les sociétés secrètes, sa façon de s'adresser à chacun personnellement et de cultiver en lui les qualités requises pour la révolution. Voilà un point où nous autres, les communistes occidentaux trop mécanisés, pourrions pas mal apprendre, et de la façon la plus immédiate, de Bakounine.

Ce qui est avant tout intéressant, dans l'activité de Bakounine en Italie, c'est sa conception de la nécessité d'une organisation strictement autoritaire et centralisée des révolutionnaires, on pourrait dire la nécessité d'un parti strictement centralisé. Ses écrits de cette époque, parus en allemand (Œuvres complètes de Michel Bakounine, tome III, 1924, avec annotations de Nettlau) nous montrent quelle sévérité d'organisation il demandait pour ce parti, quelle obéissance cadavérique il exigeait des membres vis-à-vis de la Centrale. Malgré cela on ne peut objecter que le Bakounine de cette époque n'ait pas été antiautoritaire dans son attitude vis-à-vis de l'Etat, de la religion, de la société en général. Même à ce moment, il exigeait la suppression de toute autorité dans la société, il était animé par la volonté bien arrêtée de réaliser la liberté individuelle absolue. En ce qui concerne ses idées sociales et économiques, elles revêtaient, à l'époque italienne, la même forme qu'ultérieurement. Son activité en Italie consistait justement à former un « parti révolutionnaire centralisé » non seulement italien, mais international. Ce parti — ou, comme Nettlau l'appelle, cette « fraternité internationale » — a joué un rôle de premier ordre en Italie et en Espagne et a formé la base du mouvement ouvrier révolutionnaire de ces pays.

En 1867, Bakounine émigre en Suisse romande. Nous ne nous arrêterons pas sur sa tentative d'imposer son programme aux Congrès de 1867 et 1868 de la Ligue Internationale de la Paix dont il était adhérent. Après l'échec de cette tentative, entreprise par lui et par ses camarades, ils quittent la Ligue de la Paix et forment l'Alliance de la Démocratie socialiste (officielle). On trouvera l'histoire de cette époque dans « L'Internationale » de James Guillaume. En juin 1868, il entre dans l'Association Internationale des Travailleurs. Après sa séparation d'avec les démocrates au Congrès de la Paix (Berne, septembre 1868), commence une nouvelle phase de son activité, celle parmi les ouvriers.

***

Certes, le fait d'être venu en Suisse, pays peu développé au point de vue économique, n'était pas très favorable pour l'évolution ultérieure des idées de Bakounine. Combien plus favorable a été le séjour de Marx en Angleterre, pays capitaliste par excellence ! Bakounine ayant rompu définitivement avec les démocrates, s'est rapidement acclimaté dans le milieu ouvrier de la Suisse romande. En Suisse, avec les horlogers jurassiens et notre cher ami James Guillaume, il devient un révolutionnaire syndicaliste, il lutte contre l'Etat, contre le capitalisme, il proclame l'action directe, l'antimilitarisme et la grève générale à l'encontre des réformistes social-démocrates. Encore une fois, Michel ressuscite dans une nouvelle incarnation, il fait de la propagande par la presse et par des discours : il acquiert des amis dévoués et des ennemis acharnés. Je devrais ici dépeindre la lutte qui se développa entre lui et Marx, mais comment le faire sans étaler tous les matériaux de l'époque ? Cette lutte ne fut pas menée clairement et ouvertement, les principes furent obscurcis par des raisons tactiques. Il nous semble que les raisons tactiques ont grossi les différences de principe. Celles-ci ne furent pas en réalité aussi grandes. Car tous les deux, Marx comme Bakounine, étaient en principe pour la destruction de l'Etat; tous les deux, ils étaient au fond des *adversaires du réformisme* et de « l'idée du Volkstaat », comme on le voit clairement dans la lettre de Marx à propos du programme de Gotha. Et en réalité tous les deux, Marx comme Bakou-

nine, ont été battus par la social-démocratie de la seconde Internationale de 1889 à 1914.

Une fois encore, mais pour la dernière fois, Bakounine devait lutter, les armes à la main, dans le mouvement lyonnais.

Il a encore beaucoup écrit, beaucoup rêvé et beaucoup vécu. James Guillaume a publié les œuvres de Bakounine de l'époque de l'Internationale et beaucoup d'entre nous y ont puisé un encouragement pendant la période triste d'avant-guerre, au moment où il ne restait plus, de toutes les forces révolutionnaires de l'ancienne Internationale de l'Occident, que le syndicalisme révolutionnaire.

Bakounine est mort le 1er juillet 1876, à Berne. Depuis, nous sommes devenus des communistes, des communistes de l'Internationale communiste de Moscou. Nous ne pouvons pas affirmer que Bakounine serait aujourd'hui des nôtres. Nous ne pouvons pas affirmer le contraire non plus. De toute façon, elle n'est pas concevable — et nous-mêmes, non plus — sans lui.

Bakounine est mort, mais le rayonnement de son action n'est pas épuisé.

FRITZ BRUPBACHER.

Parmi nos Lettres

Une souscription sabotée. Quelques justes remarques sur la souscription en faveur des mineurs anglais :

*Vraiment la campagne pour les secours en argent aux mineurs anglais est réellement sabotée. On ne sait pas qui fait la souscription, ni à qui envoyer les fonds. Il y a eu au début une annonce de souscription par la C. G. T. U., il y a des appels d'un certain Comité d'Initiative qui dit : « Souscrivez », mais il ne dit pas où. Il y a enfin le S. O. I. qui lance des appels pour lui-même. D'ailleurs aucune souscription n'est spécifiquement ouverte pour les mineurs anglais. Celle de la C. G. T. U. était pour la grève anglaise « et les grèves en cours ». Le S. O. I. parle surtout de secourir les dockers de Boulogne. On aurait voulu saboter qu'on n'aurait pas mieux fait. Alors qu'une souscription unique, bien nette, avec appel chaque jour dans l'*Huma*, et publication dans l'*Huma *des listes de souscription, aurait, je suis sûr, produit pas loin du million. Ne faudrait-il pas engager les gens à envoyer directement leur souscription à la Fédération des Mineurs anglais dont voici à tout hasard l'adresse : Miners Federation of Great Britain,* 55, *Russell Square. London W. C.* 1.

⁂

Les revendications des cheminots. D'un camarade cheminot à qui nous avions demandé une étude sur les revendications des travailleurs des chemins de fer :

Je ne puis te donner l'article que tu me demandes sur les conditions de travail et de salaires des cheminots. D'abord parce que je ne suis pas assez documenté pour une étude suffisamment précise, et surtout parce que sur les deux questions, et principalement celle des salaires, les revendications actuelles sont essentiellement temporaires. Elles sont liées totalement à l'économie même du pays tout entier et aux revendications de salaires de toutes les corporations, ce que les deux grandes Fédérations de cheminots semblent vouloir ignorer.

Pour le leur faire comprendre, il serait bien utile, au contraire, de consacrer une étude à cette question.

⁂

La main-d'œuvre étrangère chez les chauffeurs. Jadis le cocher de fiacre parisien était connu pour son nationalisme; déjà la corporation était pourtant d'esprit révolutionnaire, mais à la façon des blanquistes du genre de Rochefort et se délectait à la lecture de l'*Intransigeant* première manière. Allons-nous voir renaître cet ancien état d'esprit chez les chauffeurs de taxis d'aujourd'hui ? Non, espérons-le. Mais il faut y veiller. Aussi la lettre suivante du camarade Georges Leroy nous paraît-elle utile à publier :

La campagne xénophobe amorcée, il y a plus d'un an, par la « Société — jaune — des Chauffeurs Français » vient d'avoir sa conclusion.

Sur son intervention et celle du Syndicat unitaire, le ministre du Travail et le Préfet viennent d'interdire aux « étrangers » l'accès de la corporation.

Comment cette décision unique *dans les annales prolétariennes, a-t-elle pu être prise ?*

Depuis la guerre, les étrangers ont accru les effectifs de la corporation de 3.000 *environ, soit* 20 0/0*; cela s'est étagé sur trois ou quatre années, mais en raison de l'extension de l'industrie du taxi, cette recrudescence n'avait pas soulevé d'émotion. C'est seulement l'an dernier et cette année que les étrangers sont apparus comme un danger.*

Le syndicat unitaire s'est ému particulièrement de l'arrivée des Russes émigrés ou anciens soldats de Wrangel ayant fui ou ayant été chassés de Russie et leur attirance vers notre corporation. Un article du secrétaire du Syndicat unitaire dans la Vie Ouvrière *d'octobre dernier, commença par dénoncer les « Wrangéliens » comme un danger public pour la profession; cet article fut reproduit quelques mois plus tard dans l'organe corporatif, puis repris et accentué par le C. I. P. dans l'*Humanité *fin mai.*

Les faits évoqués étaient tellement exagérés qu'ils en détruisaient la portée. Néanmoins ces articles trahissent une méconnaissance absolue de la question traitée.

Personne ne peut croire que tous les Russes soient embrigadés dans des groupes fascistes, que tous soient d'anciens officiers et qu'ils ne soient ici que pour mater la classe ouvrière parisienne en cas de révolte !

J'ai l'impression, après les avoir coudoyés assez longtemps, qu'il y a parmi eux une variété extrême d'opinions politiques, allant du fascisme à l'anarchisme, mais que le plus grand nombre d'entre eux se défendent comme de la peste d'approcher d'un mouvement quelconque. Ils cherchent la paix, l oubli et du pain.

Ils n'ont, jusqu'ici, jamais été des briseurs de grève (en général); au premier Mai dernier, ils ont chômé comme les autres, quoique non syndiqués.

S'il y a un danger, il existe dans le fait qu'ils restent hors du syndicat, craignant d'y venir, et le syndical regardant leur milieu comme réfractaire à l'organisation, ce qui n'est pas sûr du tout.

Quant à croire que tous les accidents sont l'apanage des Russes, que tous ceux qui ne connaissent pas leur chemin sont Russes, allons donc! Tout le monde sait que très peu de ceux qui postulent aux papiers de chauffeurs sont Parisiens et que la plupart sont tout frais débarqués d'une province quelconque où il n'y a pas beaucoup d'autos pour apprendre à conduire.

D'autre part, les examinateurs sont pour les deux cinquièmes délégués par le syndicat; ce serait leur attribuer une mentalité bizarre que celle de favoriser des étrangers, des Wrangéliens en particulier.

S'il y a eu afflux de main-d'œuvre étrangère, russe en particulier, c'est parce que la profession paie. *S'il y a actuellement crise, c'est parce que le travail est libre, qu'étant libre et l'éducation nulle la journée de huit heures est foulée aux pieds; les besoins grandissant, les voitures restent dehors plus longtemps; il y a embouteillage.*

Mais ces maux ne sont pas l'apanage des Russes! Peu de Français travaillent moins de dix heures; pas beaucoup se reposent un jour sur sept.

Il faut revenir bien vite à la saine tactique ouvrière et ne pas oublier que les prolétaires n'ont pas de patrie. Il faut éduquer les cochers-chauffeurs et leur faire comprendre qu'ils doivent limiter la durée de la journée de travail, appliquer le repos hebdomadaire, non pas boycotter les Russes, mais les amener à nous par nos paroles et par notre fraternité, conditions préliminaires à tout recrutement.

Il faut peut-être limiter l'entrée dans la profession, mais à tous, sans distinction de nationalité.

Il faudrait obtenir de tous la limitation de la journée et le repos hebdomadaire et ensuite contrôler les admissions en les tenant en rapport avec les vacances.

Voilà ce qui serait une bonne besogne syndicale et une solution raisonnable du problème de la main-d'œuvre étrangère pour notre corporation.

⁂

Haro sur les instituteurs !

Il est dit qu'en province on saura toujours plus vite ce que murmurent et ce qu'ont derrière leur bonnet les dirigeants parisiens du mouvement. A preuve cette lettre d'une abonnée institutrice :

Doriot a dit dans une réunion en voulant attaquer ce qu'il appelle « la droite » : « La droite trouve qu'il n'y a pas assez d'ouvriers à la tête du Parti; mais, sans vouloir blesser personne, il y a beaucoup d'instituteurs parmi les 250 ! »

En effet, il y a beaucoup d'instituteurs, et ça me fait bien plaisir pour eux. Ça prouve au moins qu'ils ne sont pas plus des suiveurs maintenant que de 1914 *à* 18. *Car il y en avait beaucoup aussi à ce moment qui ne marchaient pas avec les pontifes qui trahissaient la classe ouvrière. Il est vrai que leur geste a été bien exagéré et qu'ils n'en ont pas fait tant qu'on a bien voulu le dire...*

Quand à ces instituteurs qui ont signé la lettre des 250 *à l'Exécutif, ils continuent à tenter de former des hommes libres et non des suiveurs, et ils prêchent d'exemple.*

Nous comprenons maintenant à quoi rimait le coup de patte lancé aux instituteurs par Michel Marty dans l'*Humanité* du 20 février « *Bienheureux encore si on ne baptise pas éléments prolétariens... l'instituteur, parce qu'il fait un geste manuel quand il gifle ses élèves...* »

Les instituteurs membres du parti communiste commencent à être regardés comme indociles et mal pensants.

Ce qui nous a surpris et même affligé depuis deux ou trois ans, c'est que l'Enseignement ait aussi peu d'esprits clairvoyants capables de se retrouver dans les thèses et contre-thèses et aussi peu de caractères capables de dire à haute voix ce qu'ils pensent.

⁂

Pauvre Parti !

D'une bonne militante de province :

*Que dites-vous des beaux aveux qu'on lit dans l'*Huma *? Et ce sont des aveux qui veulent être malins encore!*

J'ai entendu, d'autre part, des théories tout à fait saugrenues. Le Parti est divisé en deux : les jeunes, bolchéviks; les vieux, social-démocrates.

Je comprends maintenant pourquoi Humberdot voulait fusionner les deux générations. Eh! bien, je suis contente que Martinet ait un peu réhabilité les vieux; ça réconforte.

Mais ce qu'il y a de drôle dans tout cela, c'est que ceux qui ont largement notre âge et ne sont entrés dans le mouvement qu'en même temps que les jeunes se classent parmi eux. Il est vrai que l'autre année ils se classaient bien « vieille garde ». Ils n'ont pas peur du ridicule.

60.000 *membres, vous croyez! Je suis bien tranquille.* 3.000 *cellules, dont pas la moitié d'industrie.*

Et la pauvre Huma ! *Elle a essayé de devenir intéressante; elle se paie maintenant le Tour de France. Mâtin! Avec six types qui se paient* 7.000 *kilomètres en auto! Et on nous demande nos pauvres sous. Je ne les lâche plus que directement à de la misère.*

⁂

L'affaire de St-Igny-de-Vers.

La camarade Avenas, de l'Ardèche, nous fait entendre sur cette affaire un son de cloche différent de celui de Jacquet et du Syndicat autonome du Rhône. Il est juste que nous l'enregistrions. L'affaire de Saint-Igny peut paraître de mince importance; il n'en est rien, elle vaut la peine qu'on l'examine sérieusement et qu'on en dégage la leçon, car pour les instituteurs comme pour tous les fonctionnaires il est capital de sauvegarder ou conquérir leur indépendance à l'égard des politiciens et tyranneaux de village :

Brayet *devait moralement remplacer Jacquet. (C'est l'avis des intéressés, je ne dis pas que ce soit le mien.) J'estime* impossible syndicalement *la lutte comme la concevaient Brayet et Jacquet, trop proches pour juger de sang-froid.*

Morel avait-il le droit de demander Saint-Igny ?

Syndicalement parlant, avait-il le droit d'y être nommé ayant cinq ans d'ancienneté de plus que Brayet ?

Nos groupements d'avant-garde ont-ils clamé, depuis près de vingt ans, que l'ancienneté des services devait être toujours *la base essentielle des mutations ? Mérite professionnel ou extra-professionnel, circonstances particulières, situations ne devant pas intervenir car nul ne les peut juger avec équité ?*

Alors ? Laisser triompher le tyranneau ? Dur morceau, difficile à avaler, c'est certain. Mais tout de même peut-on mettre en balance l'abandon des principes syndicalistes ou leur accomodement aux besoins de nos amis — ce qui revient au même, à mon avis — avec le triomphe passager et incomplet du politicien à qui la situation permet tout de même d'arracher des plumes : logement légal, indemnité, délégation cantonale, en attendant mieux, et conclure en faveur de l'abandon des principes ?

J'affirme que non. Si nous voulons que nos syndicats conquièrent et gardent la confiance du personnel, si nous voulons qu'ils en imposent aux chefs, il faut que leur ligne de conduite soit immuable, que leur action soit nette, dégagée de toute préoccupation particulière, identique pour tous.

Dans notre beau Syndicat ardèchois, toujours uni et combatif, l'affaire n'aurait pas pris les proportions qu'elle a prises dans le Rhône. Elle serait restée une malheureuse affaire de politicien où, momentanément nos amis avaient le dessous, pas complètement toutefois.

Le cas Morel eût été examiné aussi, c'est certain, mais tout en flétrissant les actes du mauvais collègue, s'il y a lieu, nous ne serions jamais allés jusqu'à contester son droit à la candidature au poste de Saint-Igny à l'égal de Brayet.

A propos du " Carnet de Grève "

C'est par erreur que le « Carnet de grève » que nous avons publié le mois dernier était suivi de la signature d' « Un communiste anglais »; il devait porter celle de notre camarade W. R. Postgate.

UN COMPLOT POLICIER ÉVIDENT

L'AFFAIRE SACCO-VANZETTI

On trouve dans la vie d'Henry D. Thoreau une anecdote du temps où il refusa de payer ses impôts à un gouvernement qui capturait les nègres et les rejettait dans l'esclavage.

Pour ce crime, il fut incarcéré, conformément à la loi. Ralph Waldo Emerson, qui lui rendit visite à la prison, lui dit :

— Henry, que fais-tu ici ?

A quoi il répondit :

— Waldo, que fais-tu hors d'ici ?

Suivant ce précédent fameux, j'allais, il y a environ un an, rendre visite à l'un des hôtes de la prison d'Etat du Massachusetts, à Charlestown. Il ne me reprocha point de ne l'avoir pas rejoint dans sa geôle; néanmoins, par sa délicatesse et sa douceur il me rendit si honteux de moi-même que peu de temps après je me trouvais à mon tour emprisonné. Ainsi s'étend l'esprit de sacrifice !

Qui est cet apôtre du Massachusetts ? J'ai devant moi son autobiographie; elle est intitulée : *Histoire d'une vie de prolétaire*, par Bartolomeo Vanzetti.

J'ai appris, par ce livre, que Vanzetti est né à Villefalleto, dans le Piémont. Il avait des dispositions remarquables pour l'étude, et ses parents, des paysans, songèrent à lui faire donner une solide instruction. Mais un jour son père lut dans son journal de Turin que quarante-deux avocats postulaient pour un emploi rapportant 35 francs par mois; il renonça aussitôt à son projet.

Et à l'âge de treize ans, l'enfant fut confié à un boulanger qui l'exploita durement, le tenant au travail de 7 heures du matin à 10 heures du soir, sept jours par semaine, avec trois heures de liberté un dimanche sur deux.

Après six années de cette vie, Vanzetti, la santé ruinée, retourna chez lui. Il veilla sa mère que la maladie emporta dans de grandes souffrances et décida alors d'émigrer dans notre pays. Il y débarqua triste et seul, et fut autorisé à travailler comme plongeur dans un « riche club ». Mais apparemment ce club n'était pas assez riche pour être généreux à l'égard de ses plongeurs : la journée de travail était longue et la mansarde réservée au logement des travailleurs était mal aérée et envahie par la vermine.

De ce club, Vanzetti passa à un des restaurants les plus célèbres de New-York, fréquenté surtout par les artistes. Souvent, sans doute, vous avez dîné à ce restaurant, peut-être avec des célébrités. En ce cas, vous étiez uniquement préoccupés des célébrités et ne pensiez jamais aux plongeurs. Ecoutez !

« L'office était horrible. Pas une fenêtre. Quand, pour une raison ou pour une autre, la lumière électrique manquait, c'était l'obscurité absolue. La vapeur des grandes cuves où les assiettes, les couverts et les casseroles étaient lavés ne pouvant s'échapper se condensait au plafond et des gouttes d'eau nous tombaient sans arrêt sur la tête pendant que nous travaillions.

« Durant les heures de travail, la chaleur était terrible. Les restes, jetés dans des tonneaux placés à coté de l'office, répandaient une odeur insupportable. Les éviers n'étaient pas reliés directement à l'égout, de sorte que le sol était toujours envahi par l'eau. Il y avait un écoulement au centre de la pièce, mais régulièrement chaque nuit la conduite était obstruée par les détritus et nous pataugions dans l'eau de vaisselle. »

Le jeune Italien ne put supporter un tel régime et, sentant les menaces de la tuberculose, il quitta la ville. Il trouva des fermiers qui lui témoignèrent de la bonté et se mit à travailler la terre. De temps à autre, il se plaçait comme cuisinier, puis revenait à la terre et finalement devint marchand de poisson ambulant dans plusieurs petites villes du Massachusetts.

Dans ses derniers jours de liberté, nous le voyons occupé à divers travaux : il casse la glace, balaie la neige, creuse des tranchées d'égout et puis, il est arrêté.

Jusqu'à présent je n'ai parlé que de la vie extérieure de l'homme. Elle ressemble, comme vous le voyez, à beaucoup d'autres vies, ce sont « les annales brèves et simples du pauvre ». Mais il y a, chez l'homme, l'âme et le corps, et l'âme du pauvre est moins simple aujourd'hui qu'elle ne le fut jadis. Les machines à imprimer existent et les hommes qui travaillent treize et quinze heures dans les offices sordides des grands restaurants trouvent les loisirs nécessaires pour réfléchir et lire les belles œuvres de tous les temps.

Je voudrais pouvoir reproduire ici la liste entière des lectures de Vanzetti. Elle vous étonnerait. Le businessman moyen en serait choqué; tant de noms qu'elle contient lui sont étrangers : De Amicis et Saint Augustin, Dante et Kropotkine, Gorki et Labriola, Renan, Hugo, Tolstoï, Zola, Carducci.

Vanzetti écrit à ce sujet :

« Ne me croyez pas cher lecteur, un prodige de science; vous vous tromperiez. Mon instruction fut trop incomplète et mes capacités intellectuelles trop insuffisantes pour que je puisse assimiler pleinement toutes ces lectures. De plus, je ne pouvais étudier qu'après ma dure journée de travail et sans le minimum de confort nécessaire. Ah ! combien de nuits je passai sur des livres qui me tinrent éveillés jusqu'au jour. Et à peine avais-je mis ma tête sur l'oreiller que les sirènes commençaient leur vacarme et qu'il me fallait partir pour l'usine. »

Vanzetti avait été d'abord catholique fervent. Il se rappelle s'être battu avec un de ses camarades de travail qui avait, devant lui, ridiculisé la foi catholique. Mais peu à peu, sous la pression de ses souffrances et de son expérience de la vie, il sentit grandir en lui l'idée qu'il fallait donner toutes ses forces pour la fraternité humaine « ici et maintenant ».

Cette idée s'était déjà emparée de lui quand il vint en Amérique et son premier contact avec ce pays qui promet tant quand on le voit de loin, ne fit que l'enraciner plus profondément. Il devint un militant de la fraternité humaine sur cette terre.

Un jour, des policiers américains arrêtèrent un révolutionnaire italien du nom de Salesedo et le tinrent au secret, pendant cinq semaines, dans un bureau d'un des gratte-ciel de New-York City, le torturant pour l'obliger à se reconnaître l'auteur d'un crime qu'il n'avait pas commis. Le résultat fut que l'homme sauta d'une fenêtre du quatorzième étage dans le vide et se tua.

N'étant pas encore pleinement américanisé, Vanzetti pensa que ces pratiques policières étaient odieuses et qu'il fallait le dire et en 1919, à l'époque de Noël, quand il brisait la glace, creusait des tranchées, déchargeait du charbon, il s'occupa aussi d'organiser un meeting de protestation parmi

les Italiens des villes voisines. Aussi, les autorités se hâtèrent-elles de l'emprisonner à son tour, lui et un de ses amis, Sacco, les accusant d'être des « rouges » dangereux. Après quelque temps d'incarcération, on allait être obligé de les relâcher quand il se trouva que la police avait un autre crime sous la main. Une année environ auparavant, quatre ou cinq bandits en automobile s'étaient saisis d'un payeur, l'avaient tué et dévalisé. Les policiers n'avaient pu les découvrir : aussi décidèrent-ils d'accuser Vanzetti et Sacco de ce crime.

J'ai étudié cette affaire durant ces deux dernières années. Jamais je n'ai vu complot policier plus évident. Non seulement il se trouva plus de quarante témoins pour affirmer que Vanzetti leur avait vendu du poisson le jour du crime et sur un point fort éloigné de la scène du meurtre, mais tous ceux ou presque, qui avaient prétendu reconnaître en lui un des bandits en automobile, ont. depuis, confessé leur parjure.

Néanmoins, cet Italien idéaliste a été sous sentence de mort durant cinq ans et, avec une patience inlassable et une admirable égalité d'âme, il a fait ses huit heures de travail, chaque jour, en prison, continuant de lire durant ses moments de loisir, s'efforçant de pénétrer à fond les œuvres des grands auteurs de tous les pays qui restent ses lectures habituelles.

Maintenant, il a écrit l'histoire de sa vie. Je l'ai étudiée soigneusement et je suis prêt à témoigner, comme expert en idéalisme social, qu'il est mille fois plus vraisemblable que je sois l'auteur du meurtre du payeur, plutôt que Vanzetti.

Mais, hélas ! ce genre de témoignage n'est pas admis par les tribunaux américains. Et tout ce que je puis faire c'est de vous recommander ardemment de lire l'*Histoire d'une vie de prolétaire*.

UPTON SINCLAIR.

Le Collier de Perles

La droite veut que soient employés des procédés de front unique « loyaux et honnêtes » pour les gagner (les socialistes). C'est en agissant de la sorte qu'un parti communiste se lie à la social-démocratie, abandonne son programme et crée la confusion.

SEMARD,
Secrétaire du Parti communiste.

(Discours à l'Exécutif élargi de l'I. C., *Cahiers du Bolchévisme,* 15 avril, p. 935.)

⁂

...Les camarades savent que des bataillons entiers ont fraternisé et sont passés du côté des Riffains et des Syriens.

SEMARD.

(Même discours, *Cahiers du Bolchévisme*, p. 936.)

⁂

...La diminution de production (minière tunisienne), par rapport à 1924, les spécialistes l'attribuent en grande partie à la suppression trop rapide de la main-d'œuvre des pénitenciers militaires.

Toutes les exploitations ont dû, en toute hâte, se procurer de nouveaux ouvriers et il en est résulté un grand trouble.

E. PAYEN (l'*Economiste Français*, 29 mai).

⁂

Pierre Taittinger explique ensuite ce que sont les *Jeunesses Patriotes*, et qu'on peut être jeune à tout âge : il en cite un vivant exemple : Georges Clemenceau, adhérent de la première heure.

(*Liberté*, 6 juin : Manifestation des J. P. à Troyes.)

UNE CAUSE PROFONDE DE NOS DIVERGENCES

Le Bourrage de crânes a-t-il une valeur révolutionnaire?

La résolution du dernier Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste sur la question française contenait le paragraphe suivant :

3° Le Parti, tenant compte de l'*état transitoire* de la crise politique actuelle, ne doit pas renoncer aux *revendications partielles* qui, dépassant les cadres du régime capitaliste, *peuvent devenir le point de départ d'un large mouvement de masse,* parce qu'elles apparaissent aux masses comme susceptibles de réalisation immédiate, comme par exemple les mots d'ordre suivants : *a*) Extinction de la dette intérieure de l'Etat aux frais des banques et du gros capital; *b*) Transfert du poids de tous les impôts sur les riches; *c*) Mesures impitoyables contre la fuite des gros capitaux à l'étranger, etc. *La plupart de ces mots d'ordre ne peuvent être contenus dans le programme des mesures révolutionnaires du gouvernement ouvrier et paysan* (1). Ils lui enlèveraient son vrai contenu révolutionnaire. Bien qu'ils ne puissent être réalisés par aucun gouvernement bourgeois, ils apparaissent aux masses comme immédiatement réalisables et par conséquent sont capables de les mobiliser, de les entraîner et de leur faire comprendre la nécessité du gouvernement ouvrier et paysan et des mesures révolutionnaires plus radicales qui sont à son programme. En lançant de tels mots d'ordre, le P. C. ne doit donc jamais se lasser de démontrer aux masses qu'aucun gouvernement capitaliste, même s'il est formé de social-démocrates, n'est capable de les réaliser (2).

Ainsi donc le Parti communiste doit lancer des mots d'ordre que d'une part aucun gouvernement bourgeois ne saurait réaliser et que d'autre part le Parti communiste *ne mettrait pas dans son programme* s'il était au pouvoir. Autrement dit, l'Exécutif déclare que ces mots d'ordre : extinction de la Dette aux frais des banques, transfert du poids des impôts sur les riches, etc, sont absurdes (ce qui est tout à fait notre avis), mais qu'il faut tout de même que le Parti communiste les prenne à son compte, parce qu'ils sont capables de « mobiliser les masses ». Abusons les masses, en leur présentant comme objectifs des objectifs impossibles, parce qu'ils apparaissent aux masses à tort comme possibles, telle est la politique que préconise officiellement dans ce tertio de sa thèse sur la France l'Internationale communiste.

Ce qui fait l'importance de ce paragraphe, c'est qu'il ne constitue point une recommandation isolée destinée à être pas ou peu appliquée, mais qu'il est l'expression exacte de toute la politique actuelle du Parti communiste français.

Ce qui résulte de tous les actes comme de toutes les paroles de la plupart des membres du Parti communiste, c'est que l'idée essentielle qui domine chez eux, l'idée qui distingue ceux qui sont « dans la ligne » de ceux qui ne le sont pas, est celle-ci : il y a les « masses », et il y a l' « élite ». Les « masses » sont ignares et imbéciles; comme leur intervention est cependant indispensable pour l'accomplissement de la Révolution, il faut leur faire

(1) Ici, c'est moi qui souligne.
(2) *Cahiers du Bolchévisme*, 15 avril, page 963.

faire la Révolution malgré elles, sans qu'elles s'en aperçoivent, pour cela l' « élite », c'est-à-dire le Parti communiste et plus spécialement son appareil doit non point tendre à débarrasser les « masses » de leurs préjugés, mais à utiliser ces préjugés. Un délégué ou pseudo-délégué de l'I. C. à un Congrès du Parti communiste français d'il y a quelques années, disait à un camarade d'Afrique du Nord : « En Algérie il faut être antisémite, les Arabes ont au cœur la haine du Juif, ce n'est que contre les Juifs qu'ils sont susceptibles de marcher à fond; comme il nous faut nous appuyer sur les Arabes, soyons antisémites auprès des Arabes. » Le Parti communiste français n'a pas été et n'ira jamais, je pense, aussi loin, mais l'opinion de ce délégué n'était pourtant qu'une application extrême de la politique recommandée par la résolution de l'Exécutif Elargi.

Il faut mobiliser les masses : mobilisons-les donc en reprenant à notre compte les absurdes mots d'ordre réformistes du Bloc des Gauches, puisque les élections du 11 mai ont montré que ces mots d'ordre avaient prise sur les masses. Il faut mobiliser les masses : or il y a en France, à Paris principalement, une masse de petits commerçants et d'artisans, mobilisons-les en nous constituant les défenseurs du petit commerce et de l'artisanat. Il y a dans le cœur de tout Français un vieux fond de jalousie et d'antipathie contre les Anglo-Saxons: mobilisons ce vieux chauvinisme en racontant au prolétariat français que si sa bourgeoisie n'avait pas à payer les dettes qu'elle a contractées à l'égard de la bourgeoisie anglo-américaine, il serait bien plus heureux, etc., etc... Bien entendu, nous autres, l' « élite », nous ne sommes pas dupes de ce que nous disons, nous n'abandonnons point nos principes : nous savons que les mesures que nous réclamons pour éteindre la Dette ou stabiliser les changes sont impossibles ou inefficaces; nous savons que le petit commerce et l'artisanat sont des modes de production périmés qu'il est de l'intérêt du prolétariat et du communisme de voir disparaître au plus tôt; nous savons que la bourgeoisie française se garderait bien de faire profiter ses ouvriers d'un seul sou de ce qu'elle n'aurait pas à payer à ses créanciers étrangers; mais ne nous risquons pas à faire pénétrer ces vérités élémentaires dans les « masses », nous pourrions peut-être ne pas y réussir, laissons-les donc dans leurs erreurs, et servons-nous de celles-ci. Renforçons-les même, afin qu'elles puissent nous servir davantage. La fin justifie les moyens.

Je ne pense pas qu'un seul membre du Parti communiste puisse sincèrement nier que ce soit bien là en effet les principes qui dominent de plus en plus toute l'action et la propagande du Parti. Et qui dominent non seulement dans les hautes sphères, mais également, ce qui est plus grave, chez les militants du rang.

Eh bien ! nos principes à nous sont diamétralement opposés. Pour nous, nous restons invinciblement attachés à la politique communiste qui a été définie par le Manifeste communiste et les Considérants de la Première Internationale. Nous pensons que la grande formule de l'Internationale : « l'émancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes » doit être prise avec tout son sens. Qu'elle ne signifie pas seulement que la masse des travailleurs sera le bélier qui renversera l'édifice capitaliste, mais qu'elle ne parviendra à le renverser que si elle agit consciemment, délibérément, les yeux ouverts, et non comme un troupeau aveugle manœuvré par quelques « sages ». Avec le *Manifeste communiste* nous pensons que le grand travail des communistes c'est de faire que la classe ouvrière devienne une classe « pour elle-même », c'est-à-dire qu'elle s'affranchisse de tout ce qui la relie au régime bourgeois. Loin de nous approprier comme mots d'ordre les illusions réformistes, il nous faut donc les pourchasser sans trêve; loin de prendre la défense des modes de production petits-bourgeois qui tendent à faire un pont entre les deux grandes classes antagonistes, il nous faut aider à les détruire. La section française de la Première Internationale n'a pas hésité à se dresser contre les « masses » quand celles-ci se « mobilisaient » en brisant les machines pour la défense du travail à la main; quelle dégénérescence que se constituer, pour flatter les masses petites-bourgeoises, les défenseurs de l'artisanat, forme la plus réactionnaire de la technique !

Ne point garder la vérité révolutionnaire pour un petit nombre, mais chercher à la faire pénétrer dans les couches les plus profondes, ne point avoir, à l'instar des philosophes antiques, une doctrine pour les initiés et une autre pour le grand public, telle nous semble être la seule politique efficacement révolutionnaire dans des pays comme les nôtres où la classe ouvrière se trouve aux prises non pas avec un régime bureaucratique anachronique, mais avec une classe bourgeoise, fille de la technique moderne, une véritable classe réunissant entre ses mains la direction de l'Economie avec celle de l'Etat. Certes, cette politique peut ne pas donner les succès momentanés que procurerait une politique qui s'adapterait aux erreurs et aux illusions que la bourgeoisie sème à pleines mains au sein du prolétariat, mais c'est la seule susceptible de fournir des résultats profonds et durables, la seule qui soit capable d'approcher l'heure d'une véritable Révolution Sociale.

R. LOUZON.

BEAUX AMIS DE MERRHEIM

Dans l'*Union des Métaux* de mai-juin, les dirigeants de la Fédération confédérée des Métaux, ont répondu à ma note du mois dernier : « Beaux amis de Merrheim ».

Il ressortait assez clairement de ce que je disais que je n'avais pas en mains leur circulaire fédérale torpillant la souscription ouverte en faveur de Mme Merrheim par l'*Information Sociale* et que je répondais à une rumeur.

Depuis, divers camarades m'ont envoyé cette circulaire. Il ne m'en coûte aucunement de reconnaître qu'il n'y est point question de moi ni de l'histoire de mon achat de la bibliothèque de Merrheim.

Mais cette circulaire contient un certain nombre de choses étranges.

La Fédération confédérée des Métaux tire gloire d'avoir continué à payer les appointements de Merrheim pendant les vingt-huit mois de son hospitalisation. Chacun dira que c'était son devoir élémentaire.

Elle dit aussi avoir couvert les frais des obsèques. Ce n'est pas tout à fait exact. Merrheim avait demandé à être enterré à Roubaix. Son corps y a été conduit. Mais le soin de couvrir les frais du transport de Paris à Roubaix, 800 francs environ, a été laissé à la veuve.

De même le soin de payer la pierre mortuaire, environ 1.200 francs.

Une fois Merrheim enterré, la Fédération ne s'est pas plus souciée de sa veuve que si elle n'avait jamais existé.

Ces choses peuvent paraître naturelles à Lenoir, Labe et Cᵒ. Je doute que les syndiqués des Métaux ne les regardent pas comme des goujateries. — P. M.

LES RUINES DE LA BOLCHÉVISATION

De Clichy à Lille

Y a-t-il des camarades qui attendaient merveilles du Congrès du Parti communiste qui s'est tenu à Lille du 20 au 26 juin ? S'il en est, ils doivent être déçus une fois de plus.

Il faut constater que l'examen de conscience rigoureux qui s'imposait n'a même pas été ébauché. Naïf, d'ailleurs, qui l'espérait. Les méthodes et la structure instituées voilà deux ans n'ont fait l'objet d'aucune discussion sérieuse et nul ne peut dire qu'elles vont changer et de quelle façon. De grands discours macaroniques ont été faits sur les perspectives nationales et internationales, mais, du diable si les membres du Parti n'y voient pas un peu moins clair !

La seule chose qui soit apparue clairement c'est que ça n'est pas allé aussi bien qu'on l'avait dit et redit depuis le Congrès de Clichy. On avait donc menti ? Fi donc ! On avait voilé la vérité, simplement.

Les voiles tombés, il ressort du rapport du secrétaire général du Parti, Sémard, que le bilan est déficitaire, « tout à fait déficitaire », selon l'expression même de Michel Morin : les effectifs du Parti ont baissé; la réorganisation n'est pas encore terminée au bout de deux ans; les cellules n'ont pas de vie faute de camarades pour les animer; la moitié des cellules sont des cellules de villages, c'est-à-dire les anciennes sections coiffées simplement du nom de cellules; le Comité central qu'on disait si uni, si homogène qu'il en était monolithique, était déchiré; l'*Humanité*, l'organe du Parti, avait baissé terriblement et elle était devenue « une chose sans nom »; etc., etc.

N'en jetons plus. Examinons quelques points d'un peu près.

De 76.000 adhérents à 55.000.

On comptait 76.000 adhérents en janvier 1925, 60.000 cartes étaient placées à la fin de 1925 et 55.000 seulement étaient vendues aux régions à la date du 1er mai 1926. Ont-elles toutes trouvé preneurs ? Des délégués l'ont formellement nié.

Rappelons ce que nous avons écrit ici, le mois dernier. Chaque carte placée en 1925 dans la région parisienne, dont l'activité est notablement supérieure à celles de toutes les autres réunies, porte en moyenne trente-deux timbres hebdomadaires. On juge par cette précision de la sincérité du bilan de Sémard. Il est, en fait, absolument impossible de connaître la situation actuelle du Parti.

Ce que l'on sait de manière sérieuse, c'est que le Parti est devenu une maison de passage, d'où il sort plus de monde qu'il n'y en entre. Il est incapable de retenir, de fixer les adhérents. C'est l'idéale passoire.

Dans tel rayon, plus de la moitié des membres n'ont pas six mois de présence au Parti, plus de 75 % n'ont pas un an. Ceux qui ont proposé les exclusions d'il y a deux ans sont encore au Parti, mais une multitude de bons bougres à qui ils les ont fait avaler n'y sont plus depuis longtemps.

Vingt mille membres de moins au bas mot, en l'espace d'un an, un défilé d'adhérents, voilà l'un des brillants résultats de la bolchévisation.

S'est-on demandé quelquefois ce que deviennent ceux qui s'en vont ainsi ? Le Parti ne serait-il pas une fabrique de « dégoûtés » ?

Une petite canaillerie.

Cette baisse d'effectifs, Sémard en donne une explication facile et offensante : *la peur*.

Qui vise-t-il ? Les pauvres diables, recrutés aux hasards des enthousiasmes irréfléchis, qui, après avoir approuvé farouchement l'exclusion de nos amis et la bolchévisation intransigeante, sont retournés, « désaoulés » à leur indifférence première ? Ou... les autres, ceux qui ont risqué « le poteau d'exécution pendant la guerre »; ceux qui ont soutenu la Révolution russe avant l'installation de ses ambassadeurs; ceux qui ont redressé le mouvement ouvrier et fondé le Parti communiste; ceux qui ont mené, contre l'aventure de la Ruhr une lutte d'autant plus âpre que l'immunité parlementaire ne les protégeait pas ?

Je sais bien que les chefs du Parti aiment — face à leur lourd passif — à marquer à leur actif la campagne contre la guerre du Maroc. C'est une prétention insoutenable. C'est à leur passif qu'elle s'inscrit.

Placés à la tête des organisations révolutionnaires, ils n'ont su que dévoyer et stériliser le mouvement spontané des masses contre la campagne du Rif. La victoire de l'impérialisme est leur œuvre pour une bonne part.

Qu'ils ne parlent pas trop de la peur des autres, ces chefs qui ont souvent ressemblé à ces généraux qui, dans leur quartier général, envoyaient les soldats au feu et à la mort. Certain trait de l'affaire de l'imprimeur Menjuc, emprisonné pour une affiche du Comité d'Action, n'est pas oublié. On se souvient du mot historique prononcé par Sauvage à ce célèbre Comité d'Action : « Puisque personne ne veut prendre la responsabilité d'avoir commandé l'affiche, eh bien ! moi je la prends. » Malheureusement, le lendemain matin, Sauvage lui-même ne la prenait plus.

Qu'on ne nous parle pas avec tant d'ardeur des sacrifices exigés actuellement des adhérents du Parti. Jamais, au contraire, on n'a été aussi indulgent à leur égard — à la seule condition qu'ils manquent d'esprit critique et d'initiative. La dernière campagne de recrutement l'a suffisamment prouvé. Et l'on vient de supprimer en droit, après l'avoir supprimée en fait, cette « *obligation syndicale* » si difficile à arracher, il y a cinq ans.

Une politique incohérente provoquant une « *crise de confiance* » affirmée par le délégué de Moscou, et le peu de solidité des adhésions nouvelles expli-

quent suffisamment une baisse d'effectifs dont la rapidité et l'importance ne sont pas encore déterminées.

Les malheurs du Comité Central.

Renaud Jean, dont le courage a tout de même été un peu tardif, a raconté au Congrès (*Humanité* du 22 juin) comment le Comité central avait été traité, je devrais dire comment il s'est laissé traiter :

Le Comité central a été traité avec le mépris le plus complet par le Bureau politique, au point que la plupart des membres du C. C. ont dû renoncer à assister aux séances. Les mots d'ordre du Maroc ont été choisis en dehors d'une réunion du C. C. Pour la conférence du 2 décembre et la lettre ouverte, beaucoup de membres du C. C. n'avaient pas été convoqués. On a fait aux différents membres du C. C. une situation ridicule.

Ainsi il s'est reproduit en 1925-1926 ce qui s'était déjà passé en 1924 et contre quoi Monatte s'était élevé alors. L'habitude en est-elle prise ? Sémard est toujours secrétaire général et le nouveau Bureau politique comprend la plupart des anciens membres. Le nouveau Comité central, de soixante-dix membres, n'a qu'à bien se tenir.

Le limogeage de la fraction Treint.

Evidemment le Congrès de Lille indique la fin d'une époque, la faillite de la bolchévisation, la liquidation d'une politique menant aux pires aventures. Treint et Suzanne Girault sont écartés du Bureau politique. Cadeau, Ilbert et Sauvage, chassés du Comité central.

Mais quelle explication en est donnée aux membres du Parti ? La vraie querelle entre Sémard et Treint, la question des responsabilités, n'a pas été posée au Congrès. Ils ont cherché à placer leur conflit — assez vil au fond — sur une plate-forme politique. Et ce ne furent que bavardages sur des banalités.

Les perspectives internationales, la colonisation de l'Europe par l'impérialisme américain, la tendance de la bourgeoisie vers la stabilisation ne peuvent être étudiées sans prendre comme base de discussion le discours de Trotsky de juillet 1924, aujourd'hui honoré, après avoir été mis à l'index. Et le pauvre Treint revient à son antitrotskysme comme l'âne revient à son chardon Et de la bande c'est encore celui qui a le plus — sinon des idées — du moins de la suite dans son manque d'idées.

Gauthier eut seul le courage de poser la question de l'influence des luttes politiques de Russie sur la direction du Parti. Son courage provoqua une nouvelle levée de boucliers contre la prétendue Droite. Tous saisirent cette occasion de clamer leur loyalisme.

Pauvres diables ! Le jugement d'un Morin votant une motion le condamnant pour entrer au Comité fédéral, ou d'un Sémard dont le rapport moral est sa condamnation motivée et qui, pour demeurer quelque chose a, depuis longtemps, cessé d'être quelqu'un, ne peut émouvoir personne.

Et maintenant?

En dépit d'observations judicieuses de Parceval, on n'a pas abandonné le mot d'ordre de stabilisation, accepté avec joie par la petite et moyenne bourgeoisie. Préciser qu'elle doit se faire aux dépens des possédants est une menace démagogique et vaine. Pour la mettre à exécution, il faudrait prendre le pouvoir. Le prolétariat français en est-il capable ? Sinon, il est dangereux de le charmer par une formule magique, cependant qu'il a à mener une lutte des plus difficiles et des plus incertaines en prévision justement de la stabilisation et de ses douloureux effets.

Mais, continuant sur la voie de la conquête de petite bourgeoise, on aboutit aux *accords circonstanciels* avec ses organisations — Ligue des Droits de l'Homme, franc-maçonnerie, Parti radical. — Par une porte dérobée le Parti communiste entre dans le Cartel des Gauches. Ce qui n'était jusqu'ici que concessions éphémères ou déviations inévitables, est aujourd'hui systématisé, prend force de loi.

La " Direction unique ".

Et cependant qu'on abandonne l'obligation syndicale, que les membres du Parti deviennent pour la plupart inférieurs aux moins conscients des syndiqués, on rend publique une « tutelle » que l'on niait jusqu'ici par pudeur hypocrite.

Le bureau de la C. G. T. U. entre en bloc dans le Bureau politique du P. C. C'est un nouveau sabotage de l'unité syndicale. C'est la consécration de la scission syndicale, c'est le triomphe du syndicalisme de secte.

Les vainqueurs de Lille pensent avoir de cette façon réalisé « la direction unique du mouvement ouvrier ». Ils ont porté un coup dangereux au prestige de la C. G. T. U.

Pour tirer le Parti du pétrin, on y flanque la C. G. T. U. Pour composer une nouvelle direction reluisante, mais qui ne dirigera vraisemblablement pas plus que la précédente, on aggrave le malaise provoqué dans la C. G. T. U. par la « colonisation » communiste.

Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour apporter un remède provisoire à la crise permanente dont le Parti est affligé !

Moscou le veut.

Mais le régime intérieur du Parti est-il changé, au moins ? Allons-nous entrer, aujourd'hui, dans une ère nouvelle ? Les méthodes d'hier ont-elles été abandonnées ? Si les changements d'aujourd'hui étaient le résultat d'une action des membres du Parti, on pourrait l'espérer. Mais cela n'est pas. C'est Moscou qui les a imposés; c'est Moscou qui a autorisé la discussion, après l'avoir interdite; c'est Moscou qui a chassé ses anciens hommes de confiance. Morin et Humberdot, apôtres du centralisme démocratique, qui ont qualifié le rapport moral de la Direction de « bilan déficitaire », acceptent de collaborer avec le « noyau essentiel » de cette direction de faillite, parce que Moscou le veut. Et sans garantie, sans même exiger une liquidation complète du passé, sans seulement attendre une nouvelle expérience, Engler, qui fut à l'Exécutif notre ferme porte-parole, prend place à leurs côtés au Comité central, renforce la « nouvelle » (??) direction de toute son autorité de militant éprouvé. Renonciation aussi inexplicable qu'inexcusable !

De Clichy à Lille le Parti s'est agité, il n'a pas vécu.

Après Lille, il est sur la pente savonnée de l'opportunisme et de la démagogie social-démocrate.

Roger Hairius.

A PROPOS DES SURRÉALISTES ET DES BOLCHÉVISATEURS

CONTRE LE COURANT

« Reproduisez donc l'article publié par Martinet dans Europe *du 15 mai, nous a-t-on dit de plusieurs côtés; sinon les neuf dixièmes de nos camarades l'ignoreront, et c'est cela qui sera grand dommage. »*

Nous le reproduisons donc. Nous croyons d'autant plus utile de le faire qu'on s'est bien gardé de discuter cet article et d'y répondre. Selon les nouvelles mœurs, on a feint de l'ignorer, tout en décochant à Martinet quelques saletés.

Pour Monmousseau (Vie Ouvrière, 25 *juin*), *Martinet a « éprouvé le besoin de dauber sur le communisme » et « s'il en est un que Monatte devait bien laisser écrire en paix dans l'ombre d'une revue bourgeoise, c'est bien Martinet ».*

Quant à Fourier (Clarté, 15 *juin*), *il n'a jamais relevé contre les surréalistes « d'autres critiques que celles formulées par une méprisable sorte de petits bourgeois, révolutionnaires à bon compte — on est, hélas, forcément révolutionnaire à bon compte, en France, en* 1926 ! *— et que guide, en tout cas, un sens remarquable de la conservation sociale ».*

Quand on aura lu l'article de Martinet, on saura quels sont les gens qui méritent d'être méprisés. On comprendra aussi combien il est nécessaire d'aller contre le courant, quoi qu'il en coûte, et si peu nombreux soit-on.

❁ ❁ ❁

Le roi à qui un si habile tailleur avait tant pris de mesures, fait tant et tant d'essayages et enfin confectionné un si rare costume, le roi qui était si fier, et ses courtisans et tous ses sujets qui étaient tellement éblouis par leur maître ainsi costumé et qui le respectaient plus qu'ils ne l'avaient jamais respecté et l'admiraient plus qu'ils ne l'avaient jamais admiré, — jusqu'au jour où une espèce de fol, borné et grossier autant que fol, rencontrant le roi qui se pavanait dans sa glorieuse toilette, s'écria en s'esclaffant : « Mais il est tout nu ! Mais il est tout nu !... »

On connaît le conte. Et le conte, s'il assure que chacun s'aperçut ce jour-là qu'en effet le tailleur n'avait mesuré, essayé, taillé et cousu que du vent et que le roi, qui était un vieux roi, était manifestement tout nu, le conte laisse à penser ce que fut par la suite le destin du fol aux yeux ouverts. Mais le conte omet aussi de dire que, bien des siècles avant qu'il fût conté, il y avait eu, il y avait eu depuis toujours des rois habillés en costume de ver à soie par des tailleurs artificieux, et qu'il y en a toujours eu depuis le temps où cela fût conté pour la première fois, sans d'ailleurs que se soit jamais entièrement dérobé le fol aux yeux ouverts.

Le conte ne dit pas non plus que le stupide roi ne fut jamais plus vieux et plus laid qu'à notre époque... Eh bien, il faut le dire. Une goutte de vérité dans une pleine auge de mensonges, il ne se peut pas qu'elle soit tout à fait dissoute et perdue.

***

Cela nous l'avons oublié, nous en avons souvent douté. Et cet oubli, ce doute sont nos premières fautes. Pour les appeler par leur nom, ce sont d'abord des lâchetés.

Qui, nous ? La poignée d'hommes qui, à la première heure de la guerre, seuls contre toutes les défections, sans argent, sans moyens d'expression, sans complicités — les complicités de la peur étaient à ce moment toutes tournées contre eux — restèrent fidèlement et absolument dressés contre la guerre, parce qu'ils étaient des révolutionnaires et parce qu'ils étaient des hommes, pour un résultat apparent bien dérisoire, c'est vrai, et tout de même un immense résultat, parce que, si cette poignée de la première heure avait manqué, aux équipes qui derrière elle se sont relevées et ont rouvert la route il aurait fallu combien plus de temps et, même quand à nouveau elles auraient été debout, une totale interruption des années de trahison n'aurait jamais été comblée, nul relèvement n'aurait pu effacer cette honte.

La fin de la guerre est venue, à l'heure des gouvernants, non à celle des peuples (sauf en Russie). Défaite déjà pour nous. Mais la faute, la lâcheté, les voici : nous, cette poignée d'hommes de la première heure, nous avons eu l'air de nous excuser.

De nous excuser ! Oui. Et devant qui ?

Devant ceux qui revenaient — vainqueurs ! — battus et pas contents, mais d'un mécontentement écrasé et stérile, et qui croyaient tout de même encore qu'ils étaient des héros, qui ne pensaient tout de même pas possible d'avoir si atrocement souffert pour rien et qui — ah ! les fusils que Guesde avait déclaré qu'on garderait au retour ! — s'apprêtaient à recevoir le « prix du sang », l'aumône promise. Devant eux nous baissions la tête, alors qu'il fallait les aider à relever la tête.

Nous excuser, en grondant, mais nous excuser, sous prétexte d'union ouvrière devant les anciens chefs Judas de la classe ouvrière comme si nous ne savions plus qu'un semblant d'accord avec des traîtres c'est déjà trahison !

Nous excuser devant un tas de beaux capitaines, à peine dédorés de la veille et qui nous apportaient « l'expérience des tranchées », l' « âme des tranchées ». Ceux-là, nous nous excusions devant leur jeunesse qui, peut-être, après tout... Nous avions pourtant appris, avec Vallès, Albert Thierry et d'autres, et tant d'exemples, que ceux qui avaient accepté les galons et les croix, pas un sur mille ne voudrait, ne saurait mépriser, oublier ces ficelles dorées avec lesquelles les maîtres les avaient liés, ces décorations enfoncées dans leur chair comme la marque de l'esclavage.

Et nous nous excusions pareillement devant la jeunesse des petits leaders ouvriers nés de la dernière pluie et qui devaient aussi apporter au mouvement une chaleur, une gaillardise nouvelles... Nous savions pourtant ce qu'avait pu être l'adolescence de ces garçons dans la guerre et combien il fallait être attentifs avant de leur dire : « Voici les mancherons de la charrue; à ton tour ! » Et ceux parmi nous qui avaient toute leur vie vécu la vie ouvrière savaient bien quelle prudence il faut garder devant ces feux de paille tôt éteints, d'un

enthousiasme et d'une générosité qui souvent se fatiguent vite quand ils ne sont pas gâtés dès la base par un arrivisme qui n'est pas le privilège des intellectuels...

Mais devant ces derniers encore nous nous excusions. Plus d'un qui, depuis quatre ans, avaient insulté ou « excusé » Romain Rolland, reparaissaient soudain en hommes étonnamment libres, pas bolchévistes, — c'était encore un peu dangereux et pas encore la mode — mais anarchistes à tous crins... Et pourtant, comment ne pas se souvenir du temps des *Revue Blanche*, des Tailhade et des Paul Adam ? On le connaissait, ce libertarisme, et il ne méritait qu'un franc rire, comme la plupart des phénomènes précédemment présentés.

C'était ça qui allait déclarer, inventer la Révolution. C'était avec ça qu'il faudrait travailler à refaire le monde et c'était ça devant qui nous avions l'air de nous excuser.

Bien entendu, il ne s'agissait pas de faire les glorieux. Chacun de nous, s'il était sincère avec lui-même, savait trop que sa fidélité avait été au moins aidée par un concours de circonstances, par des rencontres de compagnons, par des conditions personnelles qui la rendaient possible. Et puis il est toujours imbécile de faire le glorieux. Et puis c'eût été écarter les camarades égarés qui revenaient à eux-mêmes... Mais nous devions nous affirmer avec une décision, avec une clarté implacables : seul moyen d'imposer la nette continuité et le respect de notre pensée et, nous-mêmes, d'y croire plus solidement, bon paillasson aussi pour faire essuyer les pieds aux pleutres, convertis, repentis, maquignons et nouveau-nés insolents.

Mais non. Nous avons été modestes. Nous ne serrions pas n'importe quelle main, c'est entendu, mais quand une main quémandeuse se tendait vers nous, nous mettions bien vite des mitaines pour ne pas lui faire bobo, et nous nous gardions comme du feu des allusions au passé de la veille. C'était bien le temps d'être modestes ! Cette modestie, cette fausse modestie — car ce silence sur notre passé à nous cachait au fond un peu d'orgueil — n'a servi qu'à faire croire qu'en réalité tout en nous était orgueil, à accroître le gâchis et à affaiblir en nous-mêmes la vérité. A la prochaine alerte, quand nous nous retrouverons la même poignée, mais affaiblis par l'âge, la maladie et le dégoût, contre le même innombrable troupeau des illusionnistes et des flanchards, la première faute sera à nous.

❁ ❁ ❁

Ceci n'est pas un article politique. On essaie seulement d'y voir clair : dans l'attitude d'esprit de jeunes ou soi-disant jeunes qui croient ou feignent de croire que le monde commence avec eux, — dans le mal qu'ils font ainsi en des milieux beaucoup plus intéressants que le leur.

Mais le soubassement est politique.

La Révolution russe, la vraie, celle d'octobre, pour nous qui n'avions jamais cessé de croire que la résurrection viendrait, a été notre résurrection. Ensuite, pour la même raison, dans la mesure où elle a dû se replier, céder, elle a été notre défaite. Une défaite qui laissait encore de beaux restes et où l'histoire, qui a fait par elle des pas gigantesques, reconnaîtra encore une splendide victoire. Mais enfin la Révolution, dès avant la mort de Lénine, était stabilisée, forme polie pour dire qu'elle était en recul et que les puissances capitalistes, qui avaient tremblé devant elle, reprenaient du poil de la bête. Ici encore ce fut en partie notre faute, la faute d'une compréhension trop étroite et de tactiques défectueuses, si les prolétariats occidentaux ne purent donner à la conquête russe une autre permanence, une qualité plus résistante. Mais le vin était tiré.

C'était ainsi. Il fallait agir sur ces faits donnés.

Il suffisait d'avoir observé et réfléchi cinq minutes pour constater que la bourgeoisie d'occident restait, redevenait forte. En France, aujourd'hui, elle continue à amuser le tapis, adroitement du reste, avec la vie chère, les impôts, les loyers, etc. Tous sujets certes réels et qui étreignent cruellement bien des existences : n'empêche que l'agitation entretenue autour d'eux est factice, qu'elle est entretenue justement pour faire croire que la forme de la société bourgeoise est menacée, alors qu'il n'en est rien, alors que les bourgeoisies occidentales sont redevenues et demeurent très fortes — assez fortes pour durer et longtemps peut-être (cela dépendra d'elles, des imbroglios où elles sont prises, et de nous) — pas assez pour ne pas être obligées d'être hypocrites et de mettre des formes en face d'un prolétariat qui reste tout de même en humeur de sentir un peu sa propre puissance et de se défendre.

Tels étaient les faits. Comment, pour les organisations prolétariennes, agir d'après eux, sur eux, contre eux ? Les faits évidents dictaient deux tâches, également évidentes et complémentaires : Organisation. Education. Et il était grand temps d'en mettre un bon coup de ce côté, surtout devant l'industrialisation du travail moderne, en train de détruire toute humanité dans l'homme mécanisé et de réinventer le servage, un servage à bistros et à cinémas. Il était temps et c'était possible. Le triomphe du bloc des gauches, ce triomphe embarrassant où l'électeur, cette fois, avait su exprimer une volonté contre et pour, ce triomphe montrait les tâches possibles. Pendant la détente de la révolution, le prolétariat avait du moins sa détente aussi, loisir de souffler, possibilité de regroupement et de préparation solides et sains. Les tâches des organisations révolutionnaires étaient fortement indiquées, facilitées aussi par une hypocrisie nécessaire aux chefs du bloc des gauches et même par un semblant de bon vouloir passif chez les meilleurs.

On a fait le contraire. Violence verbale constamment tendue, avec compromis et reculs constants. L'homme du rang — la meilleure force — sans cesse chauffé, lancé en avant, puis abandonné. Un parti, passage pour les mécontents sans effort pour éclairer et discipliner leur mécontentement. Passage : la porte d'entrée, la porte de sortie demeurant ouvertes, ils entrent, sortent, d'autres rentrent et sortent. Et il ne me plaît pas de parler de la démoralisation, des ambitions misérables de cette armée de généraux. Une contrefaçon de blanquisme sur des apparences de bases économiques alors que le seul blanquisme possible est évidemment basé sur des groupes uniquement politiques et secrets. Une contrefaçon aussi d'anarchisme (c'est-à-dire un mélange des contraires) s'amusant à remettre tout en question, dans un patois de pédants analphabètes. Et les conséquences fatales : le mépris du peuple, manifesté à la fois par une flatterie abjecte et par des habitudes de caserne, un abaissement voulu, voulu ensemble, de l'esprit et des mœurs. Des figurants ? Oui, il en reste toujours parce qu'il reste toujours des mécontents, mais que valent-ils, dans ces conditions ? La porte

d'entrée est ouverte, ils entrent, la porte de sortie est ouverte, ils sortent; ils sortent aigris à jamais et prêts à tomber dans les panneaux de n'importe quel pseudo-fascisme.

❁ ❁ ❁

On ne fera pas à la médiocrité d'esprit et de cœur des dirigeants français l'honneur de rejeter sur eux toute la faute. Les premiers, les plus grands responsables, ce sont les animateurs : les Russes.

Les Russes ont d'excellentes raisons pour mépriser, mais ils méprisent trop. On ne crée rien de viable avec le seul mépris. Ils ont clairvoyance aussi et connaissent les faiblesses, les leurs comme les nôtres. Mais le sens de l'absolu, qui leur avait permis, avec le génie de Lénine et de Trotsky, de faire la révolution, les a trompés ici. Persuadés que la partie était perdue avec les prolétariats occidentaux, ils ont misé tout l'avenir immédiat sur l'Orient, sur les colonies. Très bien. Très bien de pressentir à temps, avant l'ennemi, les formations qui se dessinent, les plaies secrètes, les possibilités d'expansion. Mais le corollaire était moins bon : rien à faire avec l'Occident, donc l'abandonner. Et alors, ruser, céder devant ces gouvernements capitalistes dont ils comprenaient la solidité et, pour couvrir ce fléchissement, tous les petits fléchissements, avoir une meute qu'on méprise, une meute d'autant plus facile, et qu'on ferait aboyer d'autant plus fort qu'il y aurait plus de fléchissements à couvrir.

Les Russes ici ont été des politiciens comme les autres, ne valant pas mieux que les politiciens des impérialismes fabricants et souteneurs de guerre, apprentis sorciers comme eux. Dans les choses matérielles, l'apprenti sorcier s'instruit vite, instruit vite ses domestiques. On apprend très vite le maniement des mitrailleuses et des avions de combat. Mais en d'autres domaines s'envolent rapidement les paroles magiques qui rappelleraient le balai magicien. Et, par tous les pays, les sous-maîtres imposés par les apprentis sorciers de l'Internationale n'ont pas voulu rendre leur férule, quand, voyant leur travail, on voulut la leur retirer. Du reste, quand même on réussit à leur en arracher des morceaux, cela ne vaut pas mieux; fierté imposée du dehors, c'est encore esclavage. Ce mépris, cette conception militaire de pions sur l'échiquier, a rendu ce qu'elle devait rendre : des âmes rabaissées.

Je répète que nous sommes les premiers, les premiers contre la guerre, les premiers, les mêmes, pour la Révolution russe. Je le répète parce qu'il faut le répéter et j'ajoute que nous sommes ceux qui ne veulent être ni généraux ni amateurs. La révolution pour la révolution, n'a pas de sens pour nous. Nous ne voulons pas travailler dans une matière méprisée. Nous voulons travailler dans le respect de l'homme. Que les hommes se respectent, que le plus grand nombre d'hommes possible se respecte le plus possible. Que l'individu ait la faculté, dans la mesure des contraintes physiques, de suivre son destin, même de souffrance, si la souffrance est son destin, — et non d'avoir la panse gavée par des maîtres. C'est cela, pour nous, l'esprit révolutionnaire. C'est l'esprit de civilisation.

❁ ❁ ❁

Civilisation ! J'entends d'ici les ricanements. Civilisation ! Voilà une histoire bien passée de mode.

Il faut avouer que nous subissons parfois la tentation du pire. La *Révolution Prolétarienne* a publié, dans son numéro de janvier, ce fragment d'une lettre écrite certainement par un homme loyal et courageux :

> Je me demande si nous ne sommes pas en fait condamnés : il y a ce fait biologique extraordinaire que l'adulte plein de force et d'expérience se voit remplacé par l'enfant ignorant et inhabile et qui cependant a raison contre lui. Les civilisations qui disparaissent sont remplacées après des siècles par des civilisations plus rudimentaires que les premières mais qui iront plus loin que les premières. Dans la révolution, les brouillons et les bolchévisateurs n'auraient-ils pas biologiquement raison contre les hommes de *bon sens* ?

Je la reconnais, notre tentation du pire, la tentation de l'homme effondré, corrompu sans le savoir par son époque. Le beau rêve, le rêve de tout détruire ! ou plutôt, car on n'aime pas se salir les mains, d'assister avec une fausse indifférence, avec un soi-disant plaisir, à la destruction de tout ! (Et l'anarchisme, ici encore, montre un bout d'oreille.) Mais les hommes de la *Révolution Prolétarienne* répondent à leur correspondant :

> Gardons-nous comme de la peste des images bibliques et des comparaisons biologiques. Si les hommes de *bon sens* mettaient à défendre ce qu'ils croient juste la moitié de l'énergie que les jeunes mettent à défendre leur inexpérience, que les fous mettent à défendre leurs folies, et les canailles leurs canailleries, ils auraient vite fait de nettoyer le tapis. Et la civilisation y trouverait sûrement son compte : elle enregistrerait une moins formidable déperdition de forces !

Civilisation ! Si nous osions, une bonne foi, être M. Homais ? C'est le moment. Car c'est fameusement indispensable — au risque d'y perdre quelques gentillesses de littérateurs pour riches — et nous y sommes fameusement aidés par la production des petits bourgeois excités ou malins qui représentent aujourd'hui l'intelligence dans le mouvement communiste français.

Longtemps, de ceux-là, on n'eut que pitié.

Non du tout par crainte « d'offenser la beauté qui vient », comme disait Anatole France, dont ils ont si agréablement insulté le cadavre et qui était leur maître beaucoup plus que le nôtre. Cet hommage à la « beauté qui vient », cet hommage de snobs tremblant toujours de manquer le dernier bateau, cet hommage à de prétentieuses cacographies dont la beauté consiste en vagissements séniles et dont tout l'avenir tient en répétitions de fades excentricités cent fois cuisinées chez le bon traiteur, non cela ne nous disait rien. Homais jusqu'au cou. Mais nous avions pitié de cette malheureuse génération qui avait mûri dans la pestilence de la guerre et en qui le désespoir normal aux adolescents, recouvert, entraîné, expliqué et faussé par l'immense désespoir du monde, devait naturellement souffler une frénésie débile, une ivresse de tout détruire.

De la pitié avec une nuance : le prolétariat sortait aplati du cataclysme; quant à cette ivresse, vraie ou feinte, des casseurs de vaisselle littéraire, elle était plutôt déception de vainqueurs qu'une angoisse devant le sort du monde. On lui accorderait une vertu révolutionnaire si elle avait éclaté le 4 août 1914, mais la déception leur venait d'avoir mal à leur âme et mal à leur portefeuille. Si le « Boche avait payé », pas de déception et la ques-

tion ne se posait pas plus que ne se pose la question de la Révolution après une grève qui apporte quatre sous d'augmentation. La jeunesse intellectuelle doit se mêler au prolétariat si elle veut être autre chose qu'orgueil criard, et le prolétariat, mêlé à elle, ne remplira sa mission historique qu'autant qu'il en aura la conscience. (Conscience ! Encore un mot proscrit ! Redisons-le donc.) Et pourtant quelque pitié, et une certaine espérance. De ce trouble courant de dévastation vaniteuse pouvait sortir quelque chose de pur et de hardi, une volonté ardente et maîtrisée.

Cette espérance, nous la gardons encore. Dans une période où l'attraction révolutionnaire est affaiblie, où l'attraction réactionnaire est en pleine force, ce n'est pas tout à fait rien que ces jeunes bourgeois jugent adroit de se tourner du côté de la Révolution. Et certainement plus d'un parmi eux suit une franchise sans calcul et un généreux élan. Surtout, par le trou qu'ils auront ouvert, d'autres entreront qui vaudront mieux qu'eux. A côté de ceux qui passeront tout naturellement à la réaction violente et de ceux qui, figurant là par hasard, effaceront après un stage leurs ombres inoffensives, d'autres certainement dureront, d'honnêtes garçons qui un jour mériteront leur place dans les rangs des travailleurs.

Cela, c'est l'espérance. Mais en attendant il faut voir ce qu'ils font : et c'est tout le mal possible. Ils viennent de débarbouiller leur pathos et les voilà du coup révolutionnaires authentiques et prédicants. M. Homais lui-même peut les comprendre. Et que découvre-t-il en eux ? Un marxisme à l'usage des écoles maternelles. Leur surintellectualité se résout en une pauvre petite pensée où le tranchant d'affirmation de nos Lénine en culottes courtes n'aiguise aucunement des idées rudimentaires et confuses, qui feraient rire le plus obscur des ouvriers, s'il n'était interdit aux ouvriers encellulés de penser et de rire.

Ces exercices enfantins compteraient peu. Mais nos jeunes gens de lettres se dépêchent d'apporter dans leurs cornets de papiers leur panclastite mouillée dont la « grande presse » révolutionnaire ne manque pas de s'enduire avec béatitude. Ils commencent par fonder leur révolutionnarisme sur leur désespoir ambitieux et sur le mépris du prolétariat. Joli début. On peut bien y reconnaître l'affirmation naïve qu'ils grelottent dans leur peau de bourgeois et qu'ils flanqueraient le feu au monde pour se réchauffer à l'incendie, on peut même distinguer, ici encore, une espèce de sincérité honorable, — mais quelle base pour la Révolution ! Pseudo-élégance de pseudo-anarchistes frileux dans leur morgue, qui est exactement le contraire de l'esprit de révolution.

Alors, pourquoi ne pas le dire ? Lever des bras désolés dans les coins, cela ne suffit pas. Pourquoi n'osons-nous pas être Homais ? Parce que nous aussi nous sommes un peu contaminés. Parce que nous aussi, qui sommes les vrais jeunes et l'avons prouvé, nous avons un peu peur de paraître dénués d'élégance aux yeux de ces petits vieux. Soyons donc Homais.

Soyons Homais et il nous sera commode de saisir toutes les manifestations et toutes les conséquences de l'état d'esprit de nos nouveaux génies.

Un jour ils trouvent spirituel de crier : « A bas la France ! » et aussitôt quelqu'un se rencontre à l'*Humanité* pour ramasser précieusement cette ânerie, qui est aussi une mauvaise action, qui est la négation de l'internationalisme ouvrier et de la révolution populaire, et qui a juste autant de sens que l'abstraction « France » des nationalistes.

Ou bien c'est « A bas l'intelligence », autre stupidité commise par des gamins qui n'ont pour bagage que les deux sous de rhétorique gagnés au lycée, mais où, une fois de plus, nous avons notre part de faute. Nous avons trop écouté notre Sorel, par ailleurs si justement admiré, quand il se réjouissait que la Révolution russe ait été faite — ce qui est loin d'être vrai — au cri de « Mort aux intellectuels ! ». Dans notre démocratie, où la trahison des chefs a tant sévi, cri bien explicable mais parfaitement déraisonnable quand on voit — l'exemple de la guerre n'est pas loin — que celui qui trahit c'est le chef, le chef sans armature et sans surveillance, et tout autant celui qui arrive de l'atelier ou de la mine que celui qui fréquentait le Palais ou la Sorbonne. Cri en effet immédiatement traduit, dans les dessous de l'imagination populaire, par : « A bas l'intelligence ! » Et ainsi mauvaise action et contre la civilisation, sans quoi la révolution n'est qu'une farce sanglante et vaine, et contre les ouvriers qui ne feront de révolution qu'avec et pour la civilisation.

❁ ❁ ❁

Voilà ce qui nous forçait à écrire.

Des divagations de gendelettres en cure d'âme ou en mal de réclame n'ont pas d'importance. La santé de l'esprit et du cœur populaires en a beaucoup. Que la vanité malfaisante des snobs de la Révolution ne soit d'ailleurs pas chatouillée agréablement. Ils ne sont pas très dangereux. Des paysans qui discutent le dimanche sur la place de l'église, des malades en grande conversation de lit à lit dans la salle commune de l'hôpital, pensent fort sainement en n'épelant que leur « Parisien ». Ils savent d'instinct certain que le journal, n'importe lequel, c'est « le menteur » et arrangent leurs lectures sous ces rectifications de l'instinct. Nos hommes ne sont donc pas très dangereux, mais ils le sont un peu, un peu plus dans les milieux révolutionnaires où le journal, auquel on a meilleure confiance, apporte la part d'espoir quotidien, et c'est pourquoi il faut nommer par leur nom des divagations qui ont tout de même leur petite influence, leur petite, méchante et débilitante influence.

Des manifestes et des revues, la divagation passe au journal où elle est encore un peu vulgarisée. C'est là que nous devons la combattre. Bonnement. De plus en plus Homais, Béotiens et réactionnaires. Et sans nulle crainte de ne point passer pour des malins.

Des malins, nous en avons vu à l'œuvre, avant ceux-ci. Un peu plus illettrés que nos actuels mépriseurs du peuple — parbleu ! ils avaient commencé par s'éreinter dans le travail du corps — autant qu'eux mépriseurs, congestionnés comme eux d'une culture pas beaucoup plus rudimentaire et dispersée que celle du scientisme, alors à la mode, des Le Bon, Le Dantec et Cie. De ceux-là, du moins, certains ont payé, et cher : rappelez-vous les lamentables héros de l'affaire Bonnot. Ils ont durement payé pour leur compte, la « société » qu'ils avaient fait trembler s'est vengée impitoyablement. Mais payer pour le mal qu'ils avaient fait, ils ne le pouvaient pas. Ces malins qui du moins étaient crânes, étaient de pauvres serins.

Autant qu'à ces malins-là, il est facile aux malins d'aujourd'hui de tout détruire en théorie, et de

reviser les tables des valeurs. Car ils ont le toupet de se tailler des masques dans l'ombre du grand Nietzsche caricaturé et rapetissé à leur taille.

La patrie ? Bien sûr. Des années d'horreur en ont assez montré la malfaisance. Et c'est le point dont ils partent, grossièrement, sans dissocier les idées meurtrières et asservies et le sentiment constructeur (celui qui a donné durée à la Révolution russe). Mais l'humanité ? Quoi ! Qui c'est ça l'humanité ? Il y a Moi ! Et pour ce misérable petit moi, pour lui faire cuire son œuf, ces Nérons de pacotille, pourris au fond de scrupules chrétiens retrouvés, rêvent de brûler Rome et le monde. La famille ? On demande, Messieurs-Dames, des bases scientifiques ! L'amour ? Laissez-nous rire ! Liberté en amour, comme ailleurs, Traduction : liberté de déchirer les cœurs « faibles ». On vit sa vie, hein ! L'amitié ? Belle foutaise. Ainsi qu'aux temps héroïques où l'on discutaillait deux heures sur le droit « d'estamper les copains », ici, encore règne le droit de « vivre sa vie ». Etc... Voilà les rengaines malpropres avec lesquelles on révolutionnera le monde.

Eh bien, devant toutes ces gracieusetés, M. Homais prend son droit lui aussi, le droit de dire tranquillement : non, non et à bas les pattes !

Assurément leur logique est imbattable. Aucun argument pour détruire un à un, sur du papier, leurs théorèmes d'une logique sans contenu qui n'est que la mystique du plus méprisable égoïsme. Nous ne sommes pas du tout gênés pour reconnaître combien est parfaite une telle logique, parfaite comme la mort.

Aucun argument, sinon celui-ci, donné par la vie : ceux qui de tous temps ont suivi votre mode — car c'est une mode, mais de tous les temps — furent de tous temps des malheureux, envoûtés de l'amour d'eux-mêmes, disposés à toutes les abdications et à tous les reniements.

Aucun argument, sinon celui-ci : on n'a jamais préparé ni fait de révolution avec des hommes privés de fierté, avec des esclaves. Particulièrement en France, les combattants de toutes les révolutions ont été des hommes, non des laquais, des hommes pour qui l'honneur n'était pas un mot et qui, leur dure journée faite, s'instruisaient. Lisez la statistique des métiers pour les morts de 71. Combattues par les conditions esclavagistes du travail moderne, les traditions de l'honneur durent dans les meilleures familles ouvrières. Elles durent, et qui les contamine commet une lâcheté. Elles durent, et la révolution, où il s'agira de souffrir et de mourir pour une idée, ne viendra qu'appuyée sur elles. Elles durent, ces traditions d'honneur, et malédiction sur ceux qui de tels hommes auront fait des salauds.

Après cela, nommez-nous moralistes, tant qu'il vous plaira. Moralistes ! nous savons mieux que vous ce que la « morale » dissimule de cochonneries sournoises et de sordides calculs. Moralistes tout de même, si vous voulez. Parce que la dignité de l'homme (des autres hommes comme de chacun de nous) et sa fierté peuvent seules rendre le sacrifice possible, nous savons ce qu'elles représentent de vraie force, de joie au grain dur et serré. Hommes sans religion supra-terrestre nous avons un constant besoin de cette religion-là. Mais oui. Pour vous, votre gourme jetée, retournez à la messe, chez le curé, chez le pasteur, chez le rabbin, chez le banquier, chez le général. Partout vous serez par tous bien reçus, enfants prodigues qui ne leur avez jamais fait peur.

❀ ❀ ❀

Contre le courant ! Les hommes fatigués que la guerre a rendus — c'est tous ceux d'aujourd'hui, ceux aussi qui avaient quinze ou dix ans quand elle s'acheva sont marqués de sa lourde griffe — suivent facilement le courant. Il faut résister, sans une heure de lassitude.

Certains de vous, mes amis, vous-mêmes y cédez, croyant résister. Vous aussi, vous vous croyez tenus d'apporter un semblant d'hommage à « la beauté qui vient ». C'est manque de confiance en vous, en notre religion. Il est peut-être des époques où il faut s'exercer à être un peu absorbé par l'atmosphère. L'atmosphère de la nôtre est assez diffuse et pénétrante, elle n'aura que trop de commodités pour gagner sur nous et nous réduire. Il ne faut pas lui céder, mais lutter contre elle. J'écris pour vous, mes amis, qui ne serez vous-mêmes et modeleurs de votre époque qu'en résistant.

Bien plus encore j'écris pour toi, camarade inconnu, solitaire dans ton quartier perdu, dans l'école de village d'une province lointaine. Tu ne sais plus, tu doutes et souffres de douter, ou tu égrènes ton chapelet orthodoxe pour ne plus être tenté de douter. Ne cesse pas de douter, doute courageusement, ose être celui que tu es. Toi, l'homme du rang qui toujours as fait le monde, recréant sans cesse des vérités vivantes avec les vérités mortes, ne t'en laisse pas imposer par les beaux messieurs de Paris. Par ton sens droit, par ta résistance entêtée et lucide, tu es M. Homais. Ose l'être fièrement. Ces pages ne sont pas de négation, elles sont de foi affirmée. Elles sont nées de toi, qui demain encore auras le monde à sauver. Ose être toi.

MARCEL MARTINET.

COMMENT FAIRE VIVRE LES COMITÉS INTERSYNDICAUX ?

C'est un fait : la plupart des Comités intersyndicaux de Paris et de la banlieue sont « en sommeil ». Ceux qui ne dorment pas tout à fait tiennent de temps à autre des assemblées peu nombreuses, organisent quelques fêtes ou causeries. A cela se borne une activité qui n'existe que du fait de deux ou trois militants de l'arrondissement.

Un projet tendait à organiser au sein du Comité Intersyndical une représentation des syndiqués des usines de l'arrondissement. De cette façon, le Comité Intersyndical, au lieu de planer dans les nuages, aurait été intimement mêlé à la lutte quotidienne, et il aurait tout de suite aperçu quantité d'objectifs pour son travail. Car souvent l'on ne fait rien parce que l'on ne voit pas ce qu'il y a à faire.

L'idée du Cercle d'études, elle aussi, mérite d'être retenue. Aujourd'hui, lorsqu'on est allé au meeting, on croit avoir rempli sa tâche. Combien connaissons-nous de bons camarades qui ne sont que des militants de réunions publiques, où les problèmes ne sont jamais, ne peuvent pas être fouillés ? Le petit cercle d'arrondissement réunirait, sans tra-la-la, tous les syndiqués qui veulent se faire une opinion et mettre leurs connaissances en commun.

Une participation active aux travaux de l'Union des syndicats réduirait certainement, de beaucoup, le désintéressement qu'on a pu constater lors du dernier Congrès.

LETTRES DE L'INTERNATIONALE

LETTRE D'ANGLETERRE

Esquisse historique du Parti communiste anglais.

Le Parti communiste est loin d'être aussi important en Grande-Bretagne qu'ailleurs, et je doute parfois que cela vaille la peine d'en parler, mais, comme cela peut être intéressant pour les camarades étrangers, je me décide à le faire.

Le Parti communiste britannique (C. P. G.-B.) a été fondé en 1920 par la fusion de deux partis, le « Socialist Labour Party » et le « British Socialist Party ». Le premier était un petit groupe, ayant son centre à Glascow, de caractère syndicalo-socialiste, dépendant à l'origine du S. L. P. américain et redevable de sa doctrine à Daniel de Leon. Il n'avait pas mille membres mais avait fait d'excellente besogne pendant la guerre et comprenait beaucoup des délégués d'ateliers de la mécanique responsables des grèves dans les munitions et autres actes révolutionnaires. Le B. S. P. annonçait dix mille membres et était le descendant direct de la Fédération social-démocrate, la première organisation socialiste moderne en Grande-Bretagne, formée par Hyndman en 1884, sous le contrôle de Marx lui-même. C'était une organisation strictement marxiste, qui n'avait jamais beaucoup apprécié l'importance des trade-unions. Il y avait aussi d'autres éléments flottants — une société socialiste de la Galles du Sud — un groupe de « Guild Socialists » bourgeois, une « Fédération des Travailleurs socialistes » de l'East End (conduite par Sylvia Pankhurst, depuis exclue). Les deux principaux éléments restaient suspects l'un à l'autre. Les fonctionnaires étaient élus sur une base paritaire : Inkpin (B. S. P.) devenant secrétaire, Mac Manus (S. L. P.) devait être président; Bell (S. L. P.) était compensé par McLaine (B. S. P.) et ainsi de suite. Malgré tout, la jalousie subsistait, quoique atténuée par de trop libérales subventions du Centre. L'effectif total pouvait atteindre douze mille, le tirage de l'hebdomadaire était encore inférieur à ce chiffre. (Une unité officielle complète ne fut pas obtenue avant 1921.)

L'adhésion au Labour Party.

L'histoire des débuts du Parti ne correspondit pas entièrement aux grands espoirs de ses membres. Elle ne relate guère que les dissensions entre les deux principaux groupes. Celles-ci étaient principalement motivées par la question de l'adhésion au Labour Party et de la lutte à l'intérieur du mouvement travailliste, ou au contraire de la formation d'un nouveau parti hors de ce mouvement. Le S. L. P. penchait pour cette dernière solution et le B. S. P. pour la première. Le S. L. P. fut battu et son échec sur ce point devint définitif à une conférence où une motion fut votée après un éloquent discours de T.-A. Jackson. Ce discours finissait par une fameuse allusion aux leaders travaillistes : « Prenons-les par la main, avant de les prendre à la gorge », laquelle, ajoutée à d'autres insultes, adoucit les préventions du S. L. P. et le rendit parfaitement certain à la fois que le vote serait obtenu et que le Labour Party refuserait avec indignation d'admettre la demande d'affiliation. De cette façon les instructions de l'Internationale Communiste seraient exécutées en apparence mais rendues inopérantes en fait. Si Jackson voulait en arriver là, il s'est montré politicien habile.

Le "Communist".

L'inaction du C. P. G.-B. désespéra l'Internationale et, au début de 1921 des mesures furent prises pour provoquer un mouvement en avant. La plus importante des nouvelles activités et, pour un temps, la seule qui réussit, fut la remise du journal hebdomadaire le *Communist*, à un journaliste professionnel de talent, F.-W.-M. Meynell, avec R.-W. Postgate comme second. (Ces deux hommes étaient d'origine bourgeoise.) Le journal, maintenant entre des mains expertes, commença à se diffuser rapidement, et atteignit un tirage de 60.000 exemplaires — soit sept fois plus que le Parti ne comptait de membres, — et cela malgré une campagne de boycott soigneusement organisée par les puissances journalistiques. Les opinions peuvent varier, mais il ne peut y avoir raisonnablement de doute qu'à ce moment le communisme en Grande-Bretagne avait atteint son apogée. La politique combattive du journal en fit un modèle de publication révolutionnaire et toute la propagande efficace pour le communisme faite en Grande-Bretagne l'a été à cette époque.

Après le "Vendredi Noir".

De janvier à avril 1921 on nota une rapide augmentation des adhérents et des lecteurs. En même temps l'esprit de dissension déclinait et une mentalité communiste se faisait jour dans le Parti. Les leaders réformistes étaient combattus sans cesse et avec succès, par la plume, la parole et le crayon. En avril 1921, vint le désastre connu sous le nom de « Vendredi Noir ». A cette date, le 22 avril 1921, les leaders des principales trade-unions britanniques, conduits par J.-H. Thomas, dénoncèrent délibérément leur engagement envers les mineurs, alors en grève, et refusèrent de déclencher la grève de sympathie à laquelle ils s'étaient engagés. Le résultat fut que les mineurs furent battus et, après eux, toutes les autres grandes unions, une par une, et les travailleurs britanniques réduits à leur état de misère actuel.

Le *Communist* seul rendit compte des faits tels qu'ils s'étaient passés le « Vendredi Noir » et beaucoup de travailleurs se tournèrent vers le Parti pour y trouver assistance dans cette crise. Une tentative fut faite pour fomenter une grève non officielle, à la place de la grève officielle annulée. « Que le Vendredi Noir devienne un Mardi Rouge. » Mais à leur grande surprise, les travailleurs qui s'imaginaient que, derrière la façade de propagande il existait une organisation réelle, découvrirent qu'il n'y avait là qu'un faisceau de sections d'un parti politique à l'ancienne mode, tenant des réunions et discourant, et entièrement incapable d'agir. En regardant en arrière, je crois que c'est de cet instant que date le véritable déclin du Parti bien qu'il ne soit devenu tangible que bien longtemps après. Non seulement il ne prit la direction d'aucun mouvement, sa constitution et son caractère étaient tels qu'il ne fallait songer à aucun mouvement. Attirés par la

propagande, de nombreux travailleurs adhéraient au Parti. Mais c'était la triste vérité, bien que soigneusement dissimulée, que d'autres travailleurs le quittaient en aussi grand nombre.

Le mouvement des chômeurs.

L'été et l'hiver de 1921-1922 furent une période de lutte industrielle acharnée, de persécution gouvernementale et de grande augmentation du nombre des chômeurs, ce qui aurait dû correspondre à un grand développement des adhésions communistes. En réalité les chiffres restèrent, en moyenne, plutôt stationnaires. Le Parti était comme un tamis, il ne pouvait retenir ses membres. Comme l'hiver approchait, le Parti gagnait en pouvoir grâce à l'activité de quelques camarades qui consacraient leur temps à l'organisation des chômeurs. (Durant toute cette période, l'histoire n'enregistre aucune action de Parti, mais bien l'activité de quelques camarades opérant en dépit de l'inertie des « officiels ».) A un moment donné les Comités de chômeurs étaient suivis par des dizaines de milliers de ceux-ci, qui étaient révolutionnaires, et durant l'hiver il y eut de nombreux conflits avec la police. Et le résultat fut que les secours, dans certaines régions, furent plus largement distribués. Mais après cela, le Parti communiste n'avait plus rien à dire aux chômeurs, ni de suggestions à leur offrir. Le mouvement languit, puis tomba : aujourd'hui, grâce à ces causes et à la « bolchévisation » le mouvement des sans-travail n'a plus aucune importance politique et a pratiquement cessé d'exister (1). Les Comités de chômeurs ont eu plus que leur part de la « déconsidération » dans laquelle est tombé, pour sa punition, le Parti communiste.

Crise profonde.

Un profond mécontentement, dû à l'impéritie du Comité exécutif, avait depuis longtemps pénétré les rangs du Parti communiste. S'il n'avait tenu qu'à elle, la masse l'aurait depuis longtemps balayé, mais il n'y avait pas, et il n'y a toujours pas, de camarades capables de prendre leur place. Néanmoins, grâce à l'indignation montrée par la masse, à la conférence tenue durant l'hiver 1921-1922, une Commission fut nommée pour examiner la situation du Parti : firent partie de cette Commission H. Inkpin (frère du secrétaire, un officiel), R.-P. Dutt (un Anglo-Indien, de l'Université d'Oxford, extrêmement intelligent mais n'ayant aucune connaissance du mouvement ouvrier), Harry Pollitt (un jeune chaudronnier en fer, communiste de valeur et énergique). Cette Commission se mit à l'œuvre sérieusement et présenta son rapport à la fin du printemps.

Il ne peut être imaginé de scène plus dramatique que l'attitude de l'Exécutif devant ce rapport. Dans n'importe quelles autres circonstances, les fautes imputées à l'Exécutif et aux officiels auraient motivé des poursuites. Leur seule excuse était leur nullité et il est difficile maintenant de se rappeler même qui étaient ces gens qui composaient cet Exécutif. Brain, Fletcher, Clark — il y avait des hommes qui portaient ces noms, qui balbutiaient et tremblaient. Qui peut dire à présent qui ils étaient ? Le rapport fut soigneusement supprimé et toutes ses copies détruites ensuite ; — et cela n'est pas étonnant. L'ivrognerie et la maladie du président, la paresse de l'Exécutif, l'incapacité des administrateurs avaient produit de lamentables résultats ; les adhérents disparaissaient rapidement, la circulation du journal subissait le même sort. Aucun groupe n'avait tenté un effort quelconque d'activité communiste. Le parti faisait rapidement banqueroute et ne vivait que de subsides. L'argent avait été escroqué ou gâché pendant un temps considérable. Les sinécures, ou tout au moins les postes appointés inutiles abondaient. Il n'y avait plus trace d'énergie communiste ni de zèle non rétribué.

Effort de réorganisation.

L'Exécutif s'inclina sous la rafale et accepta humblement, à la conférence suivante, une énorme thèse sur la nouvelle organisation, préparée par la Commission sous l'influence d'une femme de laquelle il n'y a pas lieu de parler ni d'écrire (octobre 1922). Une grande partie de cette thèse montrait une véritable pensée : beaucoup aussi n'était que du battage. La base en était solide : la répartition de la besogne du Parti entre tous ses membres. Les moyens préconisés étaient la suppression des anciens groupes et leur réorganisation en cellules : cellules d'usines et cellules de résidence. Les dernières seules eurent une réelle vitalité dans la plupart des cas.

Un effort fut alors fait par beaucoup, qui espéraient que, maintenant que tout le mal avait été regardé bien en face, une réforme était possible. Dutt succéda à Jackson à la direction de l'organe du Parti. Il s'y montra incapable, et, d'ailleurs, tomba bientôt malade. Mais l'activité du Parti se bornait — aux dépens de toute autre occupation — presque exclusivement à la vente du journal. Quatre-vingt dix-neuf pour cent des adhérents, suivant les ordres des dirigeants, devaient se consacrer à la vente de ce journal, et tout fut mis en œuvre pour atteindre ce but. Bientôt une organisation efficace de vente fut mise sur pied et les ventes augmentèrent. Pollitt donna plus tard ses soins à l'organisation de ce qui est appelé le mouvement minoritaire, une organisation de groupes de gauche dans les trade-unions sur la base du programme de l'Internationale syndicale Rouge. L'intérêt aussitôt soulevé montra combien de chances on avait laissé perdre.

Mais l'application lente et lâche du rapport de la Commission, malgré les nombreuses fautes de celui-ci, détruisait les chances de réussite qui pouvaient subsister. Dans un certain district industriel (une forteresse communiste) dont j'ai pu contrôler les effectifs, ceux-ci tombèrent de 96 en mai à 9 en décembre. Et le secrétaire déclara que ce chiffre n'avait rien d'exceptionnel. Malgré tous les efforts, le Parti s'effondra dans l'insignifiance et le ridicule.

... Puis vint la bolchévisation.

Les chances qui pouvaient encore rester furent anéanties en 1924 par l'application intégrale de la « bolchévisation ». Le travail de constitution des noyaux ne fut pas poursuivi efficacement sur une vaste échelle : mais il le fut suffisamment et suffisamment mal pour donner naissance à la haine la plus profonde entre les membres du Parti et les travailleurs conscients qui les approchaient de plus près. Tous les membres du Parti qui ont passé par là connaissent des cas de tromperie et de duplicité qui ont causé l'extension des sentiments anticommunistes, non parmi la droite (car ce ne serait rien) mais parmi la gauche et la

(1) « Nemo », dans un récent *Bulletin Communiste*, a fait des déclarations aussi fausses que ridicules à ce sujet.

masse des travailleurs. On a assez écrit sur ces événements dans la *R. P.* Ils ont conduit en 1924 et 1925 à l'expulsion ou à la démission de certains des meilleurs éléments qui restaient dans le Parti. En outre, la nouvelle politique paralysa le développement escompté du mouvement minoritaire. La « clique » communiste gouvernante tenait en mains toutes les ficelles et excluait les non-communistes des postes importants. Les résolutions à faire voter aux conférences furent rédigées à l'avance dans les bureaux communistes et présentées par des orateurs choisis par le Parti communiste. La masse non-embrigadée n'eut plus qu'à accepter et toute participation à la direction lui fut refusée. Et maintenant le « Polburo » et l' « Orgburo » — car nous avons toutes les imitations de la Russie ici, sur le papier — se demandent pourquoi le mouvement est comme mort.

Le "Sunday Worker" et la gauche politique.

Un sort semblable risque d'atteindre le *Sunday Worker*, entreprise lancée il y a plus d'un an avec espoir de succès. Ce journal est le seul organe ouvrier paraissant le dimanche, jour où la quasi-totalité des Britanniques se reposent (1). Il partit avec un tirage de 200.000 (du moins il le prétend) qui est tombé graduellement à environ 70.000. Son principal défaut fut que le Parti communiste s'attribua le contrôle de sa politique, excluant tous autres de la direction, déléguant un des pires « bolchévisateurs » pour écrire les leaders, etc. Il se livra aussi, à l'égard des révolutionnaires non inféodés à sa clique, à quelques-unes de ces opérations malpropres que vous avez eu trop souvent l'occasion de dénoncer pour qu'il soit nécessaire d'insister. Aussi, sa prétention d'être un organe indépendant de l'aile gauche apparut-elle très vite comme peu justifiée.

Il y a quelques mois, son directeur, W. Paul, et sa rédaction, s'engagèrent dans la tentative dont le journal avait pour mission de préparer le terrain : la constitution d'une aile gauche politique « domestiquée », sous le contrôle du Parti communiste. Il s'efforça d'abord d'empêcher l'application de la résolution du Congrès de Liverpool du Labour Party, qui exclut les communistes. D'une manière générale, on peut dire qu'il a échoué sur ce point, bien que, dans quelques circonstances exceptionnelles, il ait pu marquer des succès. Dans d'autres, il n'a réussi qu'à provoquer des scissions.

Dans la grève générale.

Pendant la grève générale, la plupart des leaders du Parti communiste étaient en prison, ou si récemment libérés qu'ils n'avaient pas encore repris leurs postes. Des commentaires malicieux de communistes du rang suggèrent qu'il faut voir dans ce fait l'explication de la conduite raisonnable du Parti au cours de la grève. Le secrétaire intérimaire recommanda aux membres du Parti de se comporter comme de loyaux trade-unionistes et de se conformer aux instructions du Conseil général — ce qu'ils firent.

J'ai entendu dire que le Parti communiste prétend avoir lancé, durant la grève, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier. C'est possible. Mais personne, ici, n'en a rien su. Peut-être était-ce uniquement pour la consommation russe. Le Parti se conduisit plus sagement en agissant comme il le fit et il se peut qu'il en recueille le bénéfice sous la forme d'un accroissement temporaire de son effectif.

L'histoire finit ici pour le moment. Un mot encore. Il y a près de 50 millions d'habitants en Grande-Bretagne. D'après les déclarations de ses dirigeants, le Parti communiste compte 5.000 membres, dont 65 % paient régulièrement leurs cotisations — soit 3.000 membres réels. — UN COMMUNISTE ANGLAIS.

Londres, juin 1926.

(1) Le *Daily Herald*, de même que tous les quotidiens, ne paraît pas le dimanche, conformément à la coutume britannique. Mais on publie, à Londres, une dizaine d'hebdomadaires spéciaux du dimanche, du format des quotidiens, parmi lesquels le *Sunday Express* n'est que l'édition du dimanche du *Daily Express* et le *Weekly Dispatch*, celle du *Daily Mail*. (*N. Tr.*)

LETTRE D'ALLEMAGNE

Avant le referendum sur l'indemnité aux familles régnantes

Bien des fois déjà j'ai pensé à faire l'article que vous m'aviez demandé sur la situation actuelle du prolétariat allemand, mais à dire vrai, ce n'est pas une aussi petite affaire que cela paraît, et qu'il me paraissait à moi-même au début. Car pour pouvoir facilement laisser libre cours à sa pensée, il est nécessaire que les événements dont on a à parler ne soient pas pénibles, et qu'il y ait de la joie sur les visages de ceux qui vous entourent. Mais, voir toujours la même grise misère, c'est comme vivre au milieu d'un brouillard, et chaque fois qu'un événement heureux est de nature à ranimer l'espoir, celui-ci s'éteint tout de suite au contact de la misère ambiante. C'est là ce qui vous rend triste et vous déprime. Rien que pour faire dans ces conditions les besognes les plus urgentes et les plus faciles, il faut être doué d'un solide optimisme.

Ce qui vous donnera le tableau le plus vrai de la situation du prolétariat allemand c'est ceci : imaginez un grand chien, debout, doué d'une forte ossature, maigre, cependant encore fort, avec une très belle mâchoire. Il est battu par l'homme qui lui aussi est resté vigoureux, et qui en plus est mieux nourri et plus gras. Est-ce que sous les coups le chien va se rebeller et mordre son bourreau ? Nullement. Tout au contraire les coups qu'il a reçus le font se coucher à terre, il s'humilie, et même lèche les bottes à « Sa Majesté ». Tel est aujourd'hui le travailleur allemand.

Et en voici une preuve.

Vous êtes déjà au courant, par les journaux, de la question des indemnités aux anciens — et si nombreux — membres des familles régnantes, rois, ducs, empereurs ! Ceux-ci réclament trois milliards de marks-or (1). Cela signifie que chaque personne en Allemagne aurait à leur payer 47,6 marks-or (2), et que par conséquent le chef d'une famille de quatre personnes, par exemple, aurait à payer 238 marks-or (3). Eh bien, l'Allemand de bonne éducation auquel on demandait si, malgré sa misère, malgré le chômage, malgré le manque de logement et des choses les plus nécessaires à la vie, il voulait payer, répondit : « Non, ne me demandez rien ! ne m'obligez pas à répondre si

(1) 20 milliards de francs au cours actuel du change.
(2) Plus de 300 francs.
(3) 1.600 francs.

je veux ou non payer, je préfère payer plutôt que d'avoir à vous répondre. »

Vous aurez lu en effet dans les quotidiens que la demande de referendum sur la question de l'indemnité aux familles régnantes a recueilli 13 millions de voix. C'est un chiffre, certes, qui peut causer une certaine joie, donner l'espoir que le peuple allemand s'éveille et qu'il est prêt à défendre les quelques droits qu'il possède. Lorsqu'on lit le succès obtenu dans la capitale où la demande de referendum a été signée par 50 % des électeurs, ou bien les succès obtenus en tels ou tels endroits où le nombre des signataires a atteint 70, 80, 90 et même 93 %, presque 100 % des électeurs, on peut certes s'enthousiasmer, crier sa joie, délirer de bonheur. Mais lorsqu'on sait qu'il y a encore des pays où il a fallu témoigner d'un courage héroïque pour oser aller inscrire son nom sur les listes, que dans certains grands villages comprenant plus de cinq cents électeurs, il n'y eut qu'une ou même quelquefois pas du tout de voix, que dans d'autres de plus de mille électeurs, il n'y en eut que trois, que dans tel district de vingt-six mille électeurs 3 % seulement s'inscrivirent en faveur du referendum, et qu'enfin dans une ville de plus de dix-huit mille habitants où, lors des dernières élections législatives les social-démocrates et les communistes eurent ensemble un total de plus de deux mille voix, il n'y eut que sept cent-vingt-deux inscrits, on est bien obligé de se dire que le peuple allemand ne semble pas tellement désireux d'améliorer son sort.

Et cela est vrai pour une grande partie des ouvriers allemands, ainsi que pour les paysans. Eduqué pendant son enfance dans des écoles qui se trouvaient sous la haute direction de la caste militaire, préparé à la soumission par les enseignements du clergé, contraint à l'obéissance par les politiciens et par l'armée, trompé, épuisé, terrorisé, rendu presque fou par la guerre, l'inflation et les batailles de classes, soumis tour à tour par la Révolution à l'espoir et à la déception, remportant quelques avantages, mais s'en voyant finalement dépouillé, le travailleur allemand est maintenant fatigué, il est las et sans forces. « Qui a été tellement éprouvé par le sort devient lâche, et ne se risque plus au jeu du tout pour le tout », cette phrase que l'auteur n'appliquait qu'à une seule personne, exprime remarquablement bien l'état d'âme de toute la plus grande partie des travailleurs allemands.

Chaque ouvrier désire bien vivre le plus tôt possible des temps meilleurs, désire que cesse à brève échéance la misère actuelle. Mais ils sont peu, trop peu, ceux qui connaissent le seul moyen qui peut les conduire à ce but, et qui sont résolus à l'appliquer. Ils ne sont pas rares ceux qui se rendent compte, sans le vouloir et sans du tout que cela les réjouisse, que le remède consiste à transformer le système social, et dont la pensée est ainsi conduite à l'idée d'un renversement, d'une révolution, mais la sagesse des nations nous enseigne que « chat échaudé craint l'eau froide », et c'est ce qui se constate actuellement dans le mouvement ouvrier allemand. Au lieu d'extirper par la force la racine du mal, au lieu de prendre celui-ci à bras-le-corps et de l'étouffer, on le laisse vous imposer de petites douleurs successives, sans se rendre compte qu'en supportant celles-ci, on ne fait que se préparer de plus graves douleurs, comme celui qui par peur du dentiste attend que toutes ses dents soient gâtées avant d'aller le trouver.

Cela me rappelle ce que dit Marx, dans son *18 Brumaire* : « Les révolutions prolétariennes font elles-mêmes en tous temps leur propre critique; toujours elles s'interrompent de leur propre fait, revenant à ce qu'elles paraissaient avoir achevé, et le recommençant à nouveau, se moquant cruellement des faiblesses et des imperfections de leurs premiers essais, semblant ne renverser leur ennemi que pour qu'il reprenne des forces en touchant terre, et se dresser plus puissant contre elles, s'effrayant chaque fois de l'énormité de leurs buts, jusqu'à ce qu'enfin soit venu le moment où aucun retour en arrière n'est plus possible, où les faits crient : *Hic Rhodus, hic salta !* Les commandés, il faut danser ! »

C'est à ce point qu'en est maintenant la situation allemande. On peut dire que presque chaque travailleur le sait, mais quelques-uns seulement en ont la pleine conscience; les autres espèrent encore, comme on espère gagner le gros lot à la loterie, qu'ils seront épargnés par le mauvais sort. Mais bientôt, demain ou après-demain, il se peut que la tempête souffle. Il se peut aussi qu'elle tarde encore longtemps, trop longtemps pour ceux qui souffrent de la misère et de l'exploitation actuelles. Mais pour l'histoire que comptent les jours, les années ?

Après des périodes illimitées de résignation, la volonté ne réagit que lentement; il y a cependant un réveil certain du prolétariat allemand. Les faits le poussent. Les patrons veulent imposer une diminution des salaires, un allongement de la journée de travail, et pour cela, cyniquement, ils mettent un grand nombre de travailleurs sur le pavé. L'Etat a organisé pour ces chômeurs des travaux obligatoires, en contre-partie de la subvention dérisoire qu'il leur alloue.

Les chômeurs ont boycotté ces travaux au cours de quelques batailles partielles, réclamant le droit de pouvoir s'établir en ghildes pour les effectuer, et d'être payés à un tarif acceptable. Les travailleurs réclament à leurs syndicats d'agir davantage, et de mener l'action en liaison plus intime afin d'accroître son efficacité. Quel sera le résultat de tout cela ?

Déjà la demande du referendum contre la subvention aux anciens gouvernants s'achève en succès. Le Parlement a maintenant la parole. Acceptera-t-il la proposition de loi qui fut déposée d'accord par les partis de gauche ? Pour le moment c'est le silence. Le Reichstag est en vacances pour presque un mois. Quelle sera sa décision après ? Les partis bourgeois, qui savent bien quel est l'enjeu de la bataille, tendent toutes leurs forces, car ils flairent le danger. Depuis de longues années, il n'y eut pas de bataille plus importante pour l'ensemble de la classe ouvrière. Son issue aura une signification considérable pour les travailleurs. Comment se terminera-t-elle, dans quel sens vont se dérouler et se terminer toutes les petites batailles partielles engagées, dans quelle mesure prépareront-elles la bataille finale ? Est-ce l'aube de la victoire, ou la perspective d'un nouvel esclavage ?

C'est le printemps; demain Pâques. Un nouvel espoir renaît, ou tout au moins voudrait renaître. Est-il permis de se redresser, de remplir son cœur de joie ? C'est la question que nous nous posons tous. Ou de nouveau serons-nous vaincus ?

UN MANŒUVRE ALLEMAND SYNDIQUÉ.

Rosenheim (*Bavière*), 3 *avril* 1926.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

CE QU'EST - CE QUE VEUT

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'état;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5° De maintenir vivant le précepte de la 1re Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Composition.

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes.

Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales.

Elle coordonne l'action de ses membres par la formation de groupes locaux et fédéraux.

Groupes locaux et fédéraux créent entre eux une liaison nationale, distincte pour chacune des deux C. G. T. Le groupe de la C. G. T. Lafayette et le groupe de la C. G. T. U., ainsi que les représentants des groupes autonomes, se réunissent en commun pour l'examen des questions d'ensemble.

Ressources.

Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membres vendues **5 francs** et par des timbres vendus **1 franc.**

Le produit des cartes et des timbres servira uniquement à la propagande et aux menus frais d'administration, le travail de la Ligue étant assuré par ses militants sans création d'aucun poste permanent.

La force par l'unité.

Deux C. G. T., des organisations autonomes dispersées, sont autant d'aveux de notre impuissance. Réunies en une seule C. G. T., les organisations syndicales pourront affronter les plus dures batailles.

La consécration de la scission syndicale serait la consécration du syndicalisme de secte d'après lequel chaque tendance politique ou philosophique devrait posséder sa C. G. T.

En attendant le jour où la C. G. T. unique sera reconstruite dans un Congrès réunissant les syndicats existants, il est nécessaire de multiplier le contact et le travail en commun entre membres de diverses organisations, soit par les Comités d'entente, les Unions locales d'unité, les Bourses du Travail administrées en accord, etc.

La pratique du front unique syndical, sans bluff ni manœuvre, doit s'étendre à tous les degrés du mouvement syndical jusqu'à ce que l'idée du Congrès de reconstitution de l'unité ait triomphé.

L'action syndicale n'est le monopole d'aucune tendance; toutes ont le droit de participer à la gestion des syndicats, de collaborer à leur propagande, d'apporter leur part d'efforts et de dévouement. L'homogénéité des conseils syndicaux, fédéraux et confédéraux, loin de renforcer les organisations, ne peut que les affaiblir.

L'unité par l'indépendance.

L'unité sera réalisable lorsque les deux C. G. T. se délivreront, l'une de la duperie de l'intérêt général, l'autre de la duperie de l'intérêt de parti, lorsqu'elles attendront d'elles-mêmes, de leur action propre, de leur lutte directe, le succès de leurs revendications.

L'indépendance syndicale, c'est la C. G. T. maîtresse d'elle-même, agissant en dehors de toute tutelle, de tout mot d'ordre de l'extérieur.

La collaboration de l'organisation syndicale avec les groupements extérieurs peut être envisagée dans des circonstances graves, avec un but précis, pour une durée limitée; et sans que l'organisation syndicale se mette jamais à la remorque d'un parti ou d'une secte.

La Ligue Syndicaliste se déclare contre la solution qui consiste à se réfugier dans l'autonomie pour échapper à l'emprise des partis ou des sectes. C'est seulement de l'intérieur que les deux C. G. T. peuvent être ramenées au syndicalisme.

Voir clair.

La subordination de la C. G. T. soit à l'intérêt général, soit à un parti, consacre le manque de foi dans la capacité du syndicalisme.

L'insuffisance actuelle du syndicalisme provient pour une part de ce que les problèmes pratiques et théoriques ne sont pas examinés de près par les syndiqués eux-mêmes et que les solutions toutes mâchées sont plus que jamais à l'ordre du jour.

De toute nécessité, les ouvriers doivent voir

clair dans la situation économique; ils doivent se renseigner sur les forces et les desseins de l'adversaire, estimer à leur juste valeur leurs propres forces, enfin préparer, par un effort constant, les syndicats à la révolution et au lendemain de la révolution.

Toutes les expériences doivent être utilisées, mais il faut, par l'examen au sein des Cercles d'études syndicales, en dégager les enseignements.

Il faut, par l'éducation syndicale, former les cadres de la génération qui, vivifiant d'un sang neuf nos organisations, les emmènera à l'unité et à la victoire sur le capitalisme.

Le réalisme révolutionnaire.

La C. G. T. Lafayette mène sa lutte revendicative dans le cadre des promesses électorales du Bloc des Gauches. Les mots d'ordre de la C. G. T. U. varient tous les mois au gré du Parti communiste. Sous peine de stagnation et de dépérissement, toutes deux doivent revenir au réalisme révolutionnaire qu'exige l'intérêt ouvrier.

Un mot d'ordre irréalisable fait fuir les syndiqués. La conquête d'une promesse parlementaire les endort. L'esprit de classe doit animer le combat quotidien, les mots d'ordre doivent être offensifs sans, cependant, vouloir faire la révolution tous les quinze jours.

Le syndicalisme de masse commencera à se réaliser dans la mesure où, dans les syndicats, prédominera l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, le réalisme révolutionnaire sur le réformisme et sur le putschisme.

On ne peut pas encore parler de syndicalisme de masse dans un pays où sur dix ouvriers un seul est organisé.

La première tâche du syndicat, c'est la lutte revendicative quotidienne. Il faut la tirer du magasin des accessoires où les querelles de tendances l'ont fait remiser. Le syndicat retiendra les syndiqués en leur prouvant qu'il est le véritable outil de leur défense aujourd'hui, de leur émancipation demain.

Œuvre positive.

Loin de vouloir faire œuvre de critique systématique, la Ligue demande au contraire à ses membres de consacrer le plus gros de leur effort au travail positif. Elle entend remettre en valeur, à l'honneur, la besogne syndicale obscure mais féconde; elle entend que les luttes de tendances ne détournent pas les syndicats de leur travail de recrutement, de propagande, d'éducation et surtout du combat quotidien; elle entend rappeler que les ouvriers de toutes tendances, depuis le réformiste jusqu'au révolutionnaire, ont place au syndicat et que celui-ci doit être habitable pour tous.

Elle ne veut pas plus de la « direction unique » de la C. G. T. U. et du Parti communiste que de la participation ministérielle de la C. G. T. Une C. G. T. ne doit porter ni l'enseigne communiste, ni l'enseigne anarchiste, ni l'enseigne socialiste; elle doit être la maison de tous les travailleurs conscients de leur intérêt de classe.

La Ligue ne projette pas de constituer une troisième ou une quatrième C. G. T. Elle trouve qu'il y en a déjà trop de deux et que la tâche la plus urgente consiste à réaliser la C. G. T. unique.

Elle ne vise pas davantage à conquérir des postes pour ses militants. Elle déplore les mœurs nouvelles d'après lesquelles un militant ne saurait militer que contre rémunération.

Elle ne veut pas diriger le mouvement syndical; elle veut que le mouvement syndical réapprenne à se diriger lui-même.

Ayant foi dans la mission révolutionnaire du prolétariat, la Ligue Syndicaliste veut, selon la parole de Pelloutier, « poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres ».

LA LIGUE SYNDICALISTE.

P.-S. — Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, au camarade Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.

LA RÉVOCATION DE PIQUEMAL

En 1921, se posait chez les agents des Contributions indirectes, la question de savoir si le Syndicat resterait à la C. G. T. à laquelle il avait adhéré en 1918. Couderc, le secrétaire de l'époque, à la tête de l'organisation depuis de longues années, soutenait que devant les poursuites engagées contre la C. G. T. à la suite de la grève de mai 1920, le Syndicat ne pouvait maintenir son adhésion. Piquemal et Waroquier ne voulaient pas briser le lien, encore faible, qui réunissait le Syndicat à la classe ouvrière organisée. Toutes les sections départementales discutèrent la question, et bien qu'il ait affirmé sa certitude du succès, bien qu'il ait agité l'épouvantail révolutionnaire, Couderc fut battu. Le Syndicat maintint son adhésion, la politique de collaboration continue avec l'Administration fut écartée, et Piquemal prit avec Waroquier la direction du Syndicat.

L'Administration archaïque, confinée dans l'esprit des vieux textes, et où il n'y a pas tellement longtemps un employé ne pouvait se marier qu'avec le consentement de ses chefs, n'a pas pardonné à Piquemal cette victoire de l'esprit syndicaliste sur la tactique de collaboration permanente de Couderc.

Piquemal est révoqué pour avoir fait, dans son organisation, un « sondage » en vue de l'action revendicative par les moyens qui peuvent être utilisés dans les Indirectes. Les agents des Indirectes recouvrent une grosse partie des impôts : boissons, sucre, bicyclettes, spectacles, automobiles, chiffre d'affaires, taxe de luxe, etc. Il leur est possible de faire, non pas la grève des bras croisés, mais la grève des yeux fermés, c'est-à-dire de « laisser faire, laisser passer » la fraude de ces impôts, atteignant ainsi l'Etat au point sensible. Cette action demande évidemment beaucoup de résolution de la part du personnel — dont l'esprit n'est pas toujours aussi avancé que celui de Piquemal — et il est tout à fait naturel que le secrétaire du Syndicat se soit enquis des dispositions des adhérents.

Le gouvernement « démocratique », servi à la tête de l'Administration par un réactionnaire qui ne dédaigne pas certains profits, s'est senti menacé, et en faisant prononcer la révocation de Piquemal, il a pensé mettre fin à l'agitation dans les Indirectes. Il ne réussira qu'à l'amplifier. Sa cessation ne dépend pas de la révocation de Piquemal, qui reste aux yeux des agents des Indirectes, l'animateur du Syndicat. Elle dépend de la solution du problème des traitements, angoissant pour tous les fonctionnaires qui voient monter les prix à des chiffres fabuleux alors que leur rétribution n'augmente pas.

Ce que l'Administration n'a, non plus, pas pardonné à Piquemal, c'est d'avoir été dans la Fédération des Fonctionnaires, le partisan d'une action énergique de l'ensemble des fonctionnaires et, dans le mouvement ouvrier, un actif propagandiste de la reconstitution de l'unité syndicale.

MÉNARD EST RÉINTÉGRÉ

PREMIÈRE

VICTOIRE DE LA LIGUE SYNDICALISTE

L'affaire Ménard et sa solution — relatée ci-dessous par notre camarade — est un enseignement pour les camarades qui doutent encore de la nécessité de la Ligue Syndicaliste et, en général, de l'organisation des minorités.

Si la Ligue Syndicaliste n'avait pas existé, si la *Révolution Prolétarienne* n'avait été là pour donner à Ménard la possibilité de confondre les dirigeants de son Syndicat, si la minorité du Bois n'avait pas agi dans les syndicats de la Fédération, l'affaire se serait passée sans bruit et Ménard serait aujourd'hui en dehors de son organisation : simple fait-divers syndical, étouffé entre deux portes.

Au moment où dans la *Vie Ouvrière* Monmousseau conseillait à l'aile gauche anglaise de s'organiser pour lutter avec plus de vigueur dans les Trade-Unions contre les partisans de la collaboration des classes, il eut été scandaleux que dans la C. G. T. U. on interdise à la minorité de se grouper pour faire prévaloir ses conceptions !

N'oublions pas que le seul, l'unique motif de l'exclusion de Ménard a été donné par Vialaneix, au nom du Conseil syndical, quand il a déclaré à l'assemblée du Tonneau :

« *La minorité comptait trois membres, aujourd'hui ils sont une quinzaine. demain ils seront la majorité; cela nous ne le permettrons jamais.* »

— Vous voilà bien obligé de le permettre, camarade Vialaneix, et en demandant vous-même la réintégration de Ménard, vous avez consacré l'existence de l'organisation de la minorité non seulement dans le Tonneau, mais dans la Fédération du Bois et dans la C. G. T. U. tout entière.

Dans son article, Ménard explique dans quelles conditions il vient d'être réintégré. Que penser d'une assemblée générale qui, à deux mois d'intervalle, se déjuge avec docilité, avec la même docilité qu'en votant l'exclusion ? Que penser de syndiqués qui ne trouvent pas là matière à demander des explications à leurs dirigeants, dont la volte-face ne pouvait que surprendre ? A entendre les dirigeants du Syndicat, il y a deux mois, Ménard portait un grave préjudice à l'organisation syndicale, au point d'en faire fuir les syndiqués. En le réintégrant aujourd'hui, n'avoue-t-on pas que cette allégation était purement imaginée pour les besoins d'une mauvaise cause ? Les syndiqués unitaires se devaient d'en demander compte à leur Conseil. Ils ne l'ont pas fait, certainement parce qu'ils n'ont pas plus compris la réintégration que l'exclusion, parce qu'ils suivent les yeux fermés.

En excluant Ménard, on espérait effrayer les militants de la Ligue Syndicaliste. Le coup est raté. Devant l'émotion produite dans les syndicats on a été obligé de revenir sur cette décision.

Il est compréhensible qu'on cherche à faire le silence aujourd'hui sur cette tentative peu glorieuse et avortée. Mais il est non moins compréhensible que nous ne permettions pas ce silence. Ménard est réintégré, mais l'affaire Ménard reste un témoignage des méthodes communistes dans les syndicats. — M. CHAMBELLAND.

COMMENT JE FUS RÉINTÉGRÉ

J'écrivais dans le dernier numéro de la *Révolution Prolétarienne* qu'une Commission avait été désignée pour réglementer les débats de l'assemblée générale du Syndicat du Tonneau à qui le Conseil syndical avait décidé de proposer ma réintégration.

Cette Commission se réunit une première fois le mardi 25 mai, salle Pleyel. L'accord se réalisa facilement entre les membres de la Commission et ils décidèrent à l'unanimité que les deux parties, Bureau syndical et Ménard, s'expliqueraient sur les motifs de l'exclusion et qu'ils seraient accompagnés, le Bureau, d'un délégué de la Fédération du Bois, et Ménard, d'un délégué de la minorité de ladite Fédération.

L'assemblée générale fut définitivement fixée au dimanche 13 juin. Que se passa-t-il alors ? Personne de la minorité ne le sut. Mais les camarades de la Commission mixte furent à nouveau convoqués d'urgence le jeudi 10 juin et le secrétaire du Tonneau, Robert, leur déclara ceci : « La réintégration de Ménard se fera sans débat et nous le préviendrons du résultat du vote aussitôt qu'il sera acquis. » Les membres de la minorité protestèrent devant un aussi scandaleux étouffement des débats et devant l'irréductibilité du secrétaire, ils quittèrent la Commission, laissant toute la responsabilité aux délégués du Bureau syndical.

Le samedi 12 juin, veille de l'assemblée, je recevais la communication suivante :

Paris, 12 *juin* 1926.

Camarade Ménard,

Par décision du Conseil et de la Commission, ta réintégration au Syndicat sera posée à l'assemblée générale du 13 *juin.*

Tu voudras bien te tenir près de la salle en attendant le vote.

Pour le Syndicat et par ordre :
Le secrétaire, ROBERT.

Contrairement au désir exprimé par le secrétaire du Syndicat et vu le mauvais temps, je n'attendis pas à la porte, mais je me rendis à l'assemblée même. Mon cas fut abordé par Vialaneix en ces termes :

« Nous allons vous proposer la réintégration de Ménard pour deux raisons : nous avons commis deux fautes :

« 1° Nous n'avons pas convoqué Ménard au Conseil syndical avant de l'exclure;

« 2° Nous n'avions pas pensé aller aussi loin, nous ne voulions pas l'exclure de la C. G. T. U.

« C'est pourquoi nous vous demandons de voter la réintégration de Ménard. »

Je demandai la parole pour protester contre cet étouffement du débat. Je déclarai ne pas comprendre qu'après avoir fait voter l'exclusion sans débat ou presque, l'on ait le front de demander à l'assemblée de se déjuger deux mois après, et cela sans la moindre explication. Je demandai, étant donné que nos camarades de la majorité sont partisans du resserrement, que nous nous expliquions devant les Conseils syndicaux du Bois de la région parisienne, puisque au moment du resserrement syndical ces organismes devront assurer la gestion du Syndicat unique. Rien à faire. La vérité ne doit pas être connue sans doute parce qu'elle n'est pas très avantageuse pour mes accusateurs et leur coterie. Et ma réintégration fut votée par ceux-là mêmes qui m'avaient exclu avec la même incompréhension et sans la moindre explication ! — R. MÉNARD.

A L'AIDE DES MINEURS ANGLAIS

Pour surmonter l'obstacle du change

La proposition de la Ligue Syndicaliste en faveur des mineurs anglais avait été adressée aux deux fédérations françaises de mineurs ainsi qu'aux deux C. G. T.

Tandis que la C. G. T. Lafayette, la C. G. T. unitaire et la Fédération unitaire des mineurs restaient silencieuses, la Fédération confédérée nous a fait connaître, le 8 juin, qu'elle avait soumis notre proposition au Comité international des mineurs, réuni à Bruxelles le 4 juin

Elle ajoutait que les représentants des mineurs anglais à ce Comité, « n'avaient pas cru devoir la retenir ».

Nous lui avons demandé de nous faire connaître les raisons invoquées par les représentants des mineurs anglais.

A la date du 16 juin, René Bard, le secrétaire adjoint de la Fédération confédérée du Sous-Sol, nous informait, en réponse à notre demande, que « les délégués anglais avaient jugé notre proposition inapplicable et que, de ce fait, ils ne la discutèrent pas ».

Sans préjuger des raisons que peuvent avoir les représentants des mineurs anglais, et que nous ignorons, nous ne pensons pas que notre proposition soit inapplicable, et que les petites difficultés techniques que pourrait rencontrer sa réalisation ne puissent pas être surmontées. Les coopératives anglaises n'ont-elles pas des cargos en leur possession; n'est-ce pas là le moyen de transporter rapidement et à peu de frais en Angleterre les vivres achetés en France ?

En ce qui concerne la répartition, si elle ne peut s'effectuer directement, nous proposions que lesdites coopératives créditent l'organisation des mineurs du montant des marchandises reçues, libre aux mineurs d'en disposer comme ils l'entendraient, les coopératives ayant toujours la possibilité d'écouler nos marchandises qui seraient, bien entendu, non-périssables.

Alors que chaque souscription transmise en argent se voit amputée par le change des cinq sixièmes de sa valeur, il y avait là le moyen de venir en aide à nos camarades anglais un peu plus efficacement que ne peuvent le faire les trois ou quatre mille livres recueillies avec peine par les organisations syndicales françaises.

La prolongation du conflit nous fait d'autant plus regretter la fin de non-recevoir de Bruxelles et le silence inexplicable de l'organisation centrale lafayettiste et des organisations centrales unitaires.

Notre proposition doit-elle être abandonnée ?

Nous ne le pensons pas. Elle a été approuvée par le récent congrès de l'Union syndicale des Métaux de la Seine. Elle a, dans les Conseils d'autres organisations syndicales unitaires, été également retenue. Tous les militants à qui nous en avons parlé s'en sont déclarés partisans. Certains même y avaient pensé en même temps que nous.

Beaucoup de temps a été perdu déjà, mais si l'on veut que les ouvriers français apportent une aide efficace aux mineurs anglais, peut-être n'est-il pas encore trop tard.

La Ligue Syndicaliste.

UN AVEU

La Subordination du Syndicalisme

L'*Humanité* du 23 mai publie un projet de thèse syndicale, signé du Comité central du Parti communiste et dans lequel nous relevons le passage suivant : « La direction unique du mouvement ouvrier est réalisée à la tête. »

Pour réaliser cette direction unique il a fallu le consentement des deux parties. La C. G. T. U. a donc donné le sien. Mais les syndicats n'ont pas été consultés. Les dirigeants ont conclu l'accord de leur propre gré, sans en référer à leurs mandants. C'est un abus de pouvoir des plus graves. Une décision de cette importance, d'une importance primordiale puisqu'elle engage l'avenir de toute l'organisation, méritait qu'on en discute longuement dans tous les groupes. On ne l'a pas fait parce que l'heure n'était pas venue : la masse, encore pétrie de syndicalisme, n'aurait pas marché peut-être.

Aujourd'hui, après l'aveu du P. C., nous demandons que la question soit posée : les syndiqués unitaires doivent dire s'ils acceptent la direction unique, c'est-à-dire la subordination du syndicalisme par un parti politique.

Nous ne voulons pas reprendre dans cette courte note tous les arguments qui s'opposent à la subordination. Nous y reviendrons bientôt. Disons seulement que la direction unique c'est l'unité rendue impossible. Si le P. C. dirige la C. G. T. U., le parti S. F. I. O. dirigera la C. G. T. Lafayette. Nos pauvres groupes, déchirés, meurtris, ne seront plus que les annexes des partis politiques qui s'en serviront pour leurs campagnes électorales.

Les communistes parlent toujours de front unique, de syndicalisme de masse, d'unité. Leurs actes tendent à réaliser le contraire, c'est-à-dire le syndicalisme de secte dénoncé par Lénine lui-même.

Contre leurs prétentions tous les vrais syndicalistes doivent se dresser. — Jean et Josette Cornec.

Un ordre du jour du Syndicat de l'Enseignement laïque du Finistère.

Après avoir pris connaissance de la déclaration du Parti communiste (Humanité *du* 23 *mai* 1926) *disant :*

« La Direction unique du mouvement ouvrier (Parti communiste et C. G. T. U.) a été réalisée à la tête, mais une collaboration intime ne s'est pas établie à tous les échelons. »

Le Conseil syndical de l'Enseignement laïque du Finistère fait remarquer que les syndicats n'ont jamais été consultés sur cette question et que les dirigeants de la C. G. T. U. ont violé leur mandat en réalisant la direction unique qui est en opposition formelle avec la résolution de Bourges.

Il demande à la Fédération de l'Enseignement d'abord, à tous les syndicats ouvriers ensuite, de protester contre la décision confédérale et de demander sa mise à l'étude dans tous les groupements.

Il déclare que les secrétaires confédéraux qui ont abusé ainsi de la confiance de leurs mandants sont indignes de rester à la tête de la C. G. T. U.

Et dénonce la « Direction unique » comme étant la consécration définitive de la scission, puisqu'elle nous installe dans le syndicalisme de secte et qu'elle rend impossible la réalisation de l'unité.

A L'UNION RÉGIONALE PARISIENNE

Le plongeon dans le Syndicalisme de secte

Voilà qui est fait. Depuis le 1er juillet, les Unions départementales de Syndicats sont supprimées à la C. G. T. U. pour faire place aux Unions régionales groupant chacune plusieurs départements. Une des dernières, la XXe Union régionale est née au Congrès des 25 et 26 juin, sur les cendres des Unions départementales de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise et Loiret.

Il faut suivre la concentration patronale et y adapter l'organisation syndicale, ce n'est pas nous qui dirons le contraire. Mais les protagonistes parisiens des U. R. la suivent-ils tant que cela ? On peut penser qu'ils rabâchent simplement une formule nouvelle, nouvelle pour eux, sans s'inquiéter de sa signification, quand on les voit, de leur propre aveu, bâcler un projet en se basant sur un annuaire vieux de trente ans. C'est leur manière de suivre...

L'inutile leçon de Seine-et-Oise.

La *R. P.* a déjà mis en lumière les inconvénients de ce chambardement. Les délégués des Syndicats n'ont pas voulu en tenir compte; les uns parce qu'il faut être « dans la ligne », d'autres — des délégués des départements annexés — parce qu'ils espèrent ainsi renforcer leurs organisations, grâce au concours de militants parisiens, plus expérimentés (?) et à l'abri des coups du patronat local.

Si ces derniers connaissaient les résultats pour les Syndicats de Seine-et-Oise de leur fusion avec la Seine, peut-être se feraient-ils moins d'illusions. Un secrétaire de l'Union ne disait-il pas au Congrès que, en bien des cas, on n'a même plus pu trouver un correspondant ? De leur côté, des Syndicats se plaignent que l'Union les ait « laissés tomber ». Résultat : on aurait de la peine à retrouver les 9.000 cotisants que l'U. D. de Seine-et-Oise avait au moment de sa fusion.

Quant aux premiers, les « bolchévisés », qui votent toujours par discipline, patientons un peu, et dans quelques mois nous les verrons, eux et leurs chefs, « reconnaître » une fois de plus leurs erreurs. Mais le mal sera fait. Les U. D. seront détruites et les U. R. ne seront qu'une façade.

A l'enseigne communiste.

Les deux journées de débats de ce Congrès furent plutôt calmes. La première, un peu plus animée, consacrée aux nouveaux statuts; la deuxième à la propagande à entreprendre et où les divers rapports, y compris celui de Gaillard, plus substantiel et dénotant un effort dans la recherche de meilleurs moyens de propagande, tombèrent dans le vide.

C'est l'élaboration des statuts de la nouvelle Union régionale qui provoqua le plus de discussions.

Raynaud apprit aux délégués que c'est par oubli que l'article sur l'accord avec la C. G. T. U. pour la désignation des permanents régionaux ne figurait pas dans le projet. On ne renonçait donc pas, comme certains l'espéraient. à l'institution des archevêchés confédéraux. Une région ne peut être maîtresse de choisir tel secrétaire qu'il lui plaît. Il faut qu'il ait l'agrément du centre.

On rappela que c'était là le raisonnement de Jouhaux à la veille de la scission; on montra combien il serait dangereux de s'engager sur cette voie. Cela n'arrêta pas le Congrès. Les délégués, en grosse majorité, acceptèrent cette clause des statuts. Ils acceptèrent aussi la reconnaissance de la dictature du prolétariat.

Nous fûmes bien quelques-uns à faire remarquer qu'en imposant l'acceptation de cette formule à tous les Syndicats on aboutirait à interdire l'entrée des anarchistes et des réformistes dans nos organisations, et qu'au moment où l'on prétend travailler à réaliser un syndicalisme de masses, ce serait une sottise de donner à la C. G. T. U. une enseigne communiste. Nous avons rappelé à ce sujet l'opinion de Lénine. Nous avons cité aussi un passage du discours de Bouët au Congrès de Saint-Etienne, lorsque Bouët, d'accord avec toute la majorité confédérale actuelle, donnait une leçon de syndicalisme aux anarchistes qui voulaient accrocher l'enseigne anarchiste au fronton de la C. G. T. U.

Mais on se soucie peu de rester fidèle à ce qu'on disait hier. Bah ! une variation de plus ou de moins ! On a plein la bouche du syndicalisme de masses, mais tous les actes sont inspirés du syndicalisme de secte. On crie qu'on veut l'unité, mais tout ce que l'on fait en éloigne.

Raynaud a très bien traduit cet état d'esprit en s'écriant : « Je me fous des syndicats de masses s'ils doivent s'enliser dans le réformisme », et Métayer déclarait que s'il fallait choisir entre l'unité et la révolution, il serait contre l'unité.

Ces formules peuvent paraître séduisantes. N'empêche qu'elles révèlent chez leurs auteurs une conception anti-unitaire et une incompréhension des problèmes révolutionnaires. Se foutre des Syndicats de masses réformistes ou préférer la révolution à l'unité, c'est tourner le dos aussi bien à l'unité qu'à la révolution.

C'est exactement le point de vue que Treint soutint, à la conférence syndicale qui précéda le Congrès du Parti à Lyon, en 1924, pour légitimer une scission dans les syndicats allemands, et contre lequel Monatte s'éleva. C'est confondre syndicats et parti. C'est tomber dans le gauchisme infantile dénoncé par Lénine. Qu'on soit syndicaliste ou communiste, mais syndicaliste véritable ou communiste véritable, l'on est forcé de repousser de telles formules, de telles idées; elles éloignent de l'unité de classe; elles éloignent de la révolution.

Les délégués à ce Congrès ne l'ont pas compris. Ils ont permis le plongeon dans le syndicalisme de secte. Qu'ils y barbotent donc. Les résultats néfastes en apparaîtront vite et bien des syndiqués, qui sont aveuglés aujourd'hui ou qui laissent faire par découragement, se ressaisiront. Souhaitons que ce soit bientôt. — F. CHARBIT.

LA LIGUE SYNDICALISTE

Une permanence de la Ligue syndicaliste sera assurée chaque semaine au 96, quai Jemmapes (1er étage), comme suit :

Le lundi : de 17 h. 30 à 19 heures;

Le mercredi : de 17 h. 30 à 19 heures;

Le samedi : de 14 h. 30 à 19 heures.

Cartes et timbres seront tenus à la disposition des camarades, ainsi que des exemplaires tirés sur feuille volante du texte publié dans ce numéro.

Le Bureau de la Ligue est ainsi formé : secrétaire, Chambelland; secrétaires adjoints, Jehanne Stanko et R. Ménard; trésorier, Tauzin.

Noter que la Commission de la Ligue se réunira le jeudi 21 juillet, à 20 h. 30.

PETITE REMARQUE

Deux attitudes.

Prudhomme, membre de la Ligue Syndicaliste, est élu par le Congrès des Métaux parisiens à la Commission exécutive du Syndicat. Seul élu de la minorité, il accepte de siéger à la C. E. où, tout en défendant son point de vue particulier, il collaborera avec la majorité dans le travail quotidien.

Michard, membre du Parti communiste, est élu par les typos parisiens au Conseil du Syndicat. Seul élu de la liste communiste, il refuse, en accord avec toute la fraction communiste, de siéger au Conseil et, par suite de collaborer avec la majorité dans le travail quotidien.

...Goûtez et comparez !

A travers les Livres

UN AFRICAIN : *Manuel de Politique musulmane.* (Bossard, édit.)

C'est un livre qui date déjà de l'année dernière; il est peut-être utile néanmoins d'en parler étant donné la personnalité de l'auteur; celui-ci n'est autre, en effet, paraît-il, que le maréchal Lyautey. Personnalité ? Pas comme auteur en tous cas, car on ne peut rien imaginer de plus banal que ce livre. C'est la transcription exacte, phonographique de tout ce qui se débite depuis des dizaines d'années autour de chaque table de café de l'Afrique du Nord dès que deux Français s'y trouvent rassemblés. Que ce soit au Maroc, en Algérie ou en Tunisie, un Français ne peut pas causer cinq minutes sans donner son opinion sur les Arabes; et cette opinion, toujours la même, toujours exprimée dans les mêmes termes, absolument stéréotypée, est exactement celle que M. Lyautey veut bien prendre à son tour la peine de nous faire connaître, dans les mêmes termes, sous la même forme.

Cette opinion est fort simple; elle comprend trois points :

1° L'Arabe est incapable de se diriger lui-même; il faut donc que les Français le mènent, et le mènent... fermement. « Il lui faut l'étourdissement du coup de poing. »

2° La religion étant l'opium du peuple, il faut respecter rigoureusement les croyances religieuses des Arabes; marabouts, fanatiques Aissaouas, etc... doivent être tabous; il faut « augmenter sans ostentation l'éclat des grandes fêtes religieuses traditionnelles », ainsi qu'acquérir la bienveillance des personnages religieux « au moyen d'offrandes ou de sinécures adroitement distribuées »;

3° L'ennemi c'est l'instruction. Ah ! cela surtout est essentiel : pas d'instruction pour les indigènes. Dès qu'on parle d'instruire les indigènes, colons du bled et maréchal de France voient rouge. « Les catégories de l'entendement ne sont pas les mêmes » pour les Européens et les Arabes ose écrire sans rire le maréchal académicien, la preuve en est... que « c'est presque toujours parmi les anciens élèves des écoles primaires que l'Administration rencontre des « opposants » et des « réclameurs » *(sic)* ! Vouloir faire de « l'enseignement des indigènes la clef de voûte de notre œuvre » est donc une « bourde » à la « Homais ». Il faut absolument mettre fin à la « fureur scolaire ».

Et voila tout le livre. Le premier point est développé sous le titre prétentieux de *Memento tu regere* (1), (Souviens-toi que tu gouvernes); le second et le troisième sous les titres éloquents de *Bienfaits nécessaires*, pour la religion, et de *Bienfaits périlleux*, pour l'instruction.

Il y a cependant dans le livre de M. le Maréchal un passage précieux, c'est le suivant (page 73) : « Le conquérant ne sera admis, puis respecté et obéi qu'autant qu'il aura mieux témoigné de cette force mêlée d'équité et que l'indigène en aura davantage senti les effets et les aura jugés irrésistibles. On peut même aller plus loin et dire que toute occupation est éphémère si elle n'a pu débuter par des actes de force mesurée et dénuée d'inutiles violences. »

C'est l'aveu.

Ainsi que les criminologistes l'ont remarqué, les criminels éprouvent souvent le besoin d'avouer leurs crimes et de s'en glorifier. Nous avons déjà eu l'aveu du criminel Painlevé avouant que les incompréhensibles et sanguinaires combats (10.000 cadavres) qui ont suivi l'attaque du 17 avril n'eurent pour but que de sauvegarder « l'amour-propre » du général Nivelle; nous avons maintenant, l'aveu du criminel Lyautey — l'aveu que l'accusation si souvent portée contre lui, d'occuper à coups de canons des régions qu'il était très facile d'occuper pacifiquement, était fondée. Ce n'était même pas seulement, comme on le croyait, pour faire gagner croix et galons à ses protégés, c'était en application d'un plan systématique, que Lyautey suscitait la résistance des tribus : il fallait pour que l'occupation ne fût pas éphémère qu'elle « débute par des actes de force » ! — R. L.

(1) Et orné, d'ailleurs, si je ne me trompe, d'un superbe solécisme.

⁂

KNUT HAMSUN : *La Faim.* (Rieder, édit.)

« C'était au temps où j'errais, la faim au ventre dans Christiania, cette ville singulière que nul ne quitte avant qu'elle lui ait imprimé sa marque. »

Ainsi Knut Hamsun nous plonge dès la première ligne dans le drame poignant qui durant 300 pages va nous tenir en suspens. Drame élémentaire : un homme a faim. Aura-t-il sa croûte aujourd'hui ? Trouvera-t-il à gagner son pain et son fromage ?

Lentement, inexorablement, le jeune homme a été dépouillé de tout, plus rien à vendre, plus rien que son gilet ou la monture d'acier de ses lunettes, ou les boutons de son paletot usé. Des promenades machinales, de gigantesques rêves dignes d'un saoûl — avec le ventre creux — et pourtant encore de la fierté. Pauvre, lui ? Il vend son gilet pour faire l'aumône. Il crâne, photographie, dans la fièvre, ses rêves et court les salles de rédaction. Alors parfois une aubaine : cinq couronnes, dix couronnes... Une trêve dans la guerre de la faim, une accalmie avant la rechute. Et chaque fois que la faim reparaît dans le corps usé jusqu'aux cordes, c'est pour y être plus atroce. Alors, la fierté à son tour capitule.

Friser la mendicité et s'en échapper encore dans un sursaut.

Plus bas. Offrir à sa tante la vieille couverture dont on n'est pas propriétaire.

Plus bas. Empocher la monnaie qui ne vous est pas due. Sursaut : l'argent pèse dans la poche et l'affamé s'en déleste.

Misère dernière. Avec sa faim, l'homme est peut-être amoureux et aimé.

Et toujours comme un homme ivre, il peint des rêves immenses.

Enfin le misérable atteint son pain quotidien en allant trimer sur un bateau.

Un rare et beau livre. — B. GIAUFFRET.

Nous avons reçu :

André Baillon : *Chalet 1.* Prix : 9 fr. (Rieder.)

Les Savants américains devant le problème de la guerre. Prix : 4 fr. (Libr. du Travail.)

G. Valois : *Contre le mensonge et la calomnie.* Prix : 7 fr. (Nouvelle Librairie Nationale.)

Ferdinand Valentin : *L'Avènement d'une République. (Luttes intérieures de la Chine de* 1911 *à* 1923.) Prix : 9 fr. (Perrin.)

P. Daye : *Moscou dans le souffle d'Asie.* Prix : 9 fr. (Perrin.)

Les Carnets de Georges Louis. Deux vol. : chaque 9 fr. (Rieder.)

G. Dubarbier : *La Chine contemporaine politique et économique.* Prix : 40 fr. (Libr Paul Geuthner.)

J. Linnankoski : *Fugitifs.* Traduit du finnois par J.-L. Perret. Prix : 10 fr. (Rieder.)

Georges Renard : *Les Travailleurs du Livre et du Journal.* Tome III. Prix : 10 fr. (Libr. Doin.)

L. Launay : *Le Crédit Lyonnais.* Prix 1 fr. (Edit. de Bourse et République.)

Jules-L. Puech : *La Vie et l'Œuvre de Flora Tristan.* Prix : 25 fr. (Rivière.)

Marcel Paon : *L'immigration en France.* Préface d'Albert Thomas. Prix : 16 fr. (Payot.)

Bertram Austin et W. Francis Lloyd : *Le Secret des Hauts Salaires.* Préface de J. L. Duplan. Trad. de l'anglais par Paul Le Bailly. Prix : 10 fr. (Payot.)

Bakary Diallo : *Force-Bonté.* 9 fr. (Rieder).

L'Esprit. Premier cahier. 10 fr. (Rieder.)

A. Daudé-Bancel : *La Réforme agraire en Russie.* 15 fr. (Editions de la Bonne Idée.)

NOTES ÉCONOMIQUES

Un second chef d'orchestre du Change.

Nous avons indiqué dans le dernier numéro de la *Révolution Prolétarienne* où était vraisemblablement, à notre avis, l'origine principale de la pression qui se manifeste sur le franc. Il n'est pas contestable qu'à cette pression, au moins dans ces derniers temps, s'en est ajoutée une autre, secondaire : c'est celle exercée par le haut capitalisme français dans le but d'obtenir la suppression du carnet de coupons. Déjà, au début de l'an dernier, lorsque le bordereau de coupons, voté par la Chambre du Bloc National, allait commencer à entrer en application, une pression caractéristique avait été exercée sur le cours du franc, pression qui en quelques jours atteignit son but : le ministère Herriot fit supprimer le bordereau; aussitôt après la pression cessa, et le franc remonta. Les incidents qui entourèrent la démission de Péret ne laissent pas de doute qu'une manœuvre identique a été opérée pour obtenir la suppression du carnet, qui, lui, à son tour, devait être sur le point d'entrer en application.

Pourquoi cette lutte de la grande bourgeoisie française contre bordereau et carnet de coupons ? C'est bien simple; il s'agit pour la bourgeoisie d'échapper en fait aux impôts *progressifs*, c'est-à-dire aux impôts qui ont pour but de limiter l'accumulation des fortunes, parce qu'établis à un taux d'autant plus élevé que la fortune est plus grosse. Il y a en France deux impôts progressifs : l'impôt global sur le revenu, et l'impôt sur les successions. Les taux auxquels ces impôts frappent, théoriquement, les grosses fortunes sont très élevés : le possesseur d'un revenu de 1 million par exemple doit payer environ chaque année, comme impôt global sur le revenu, 50 0/0 de ce revenu, soit 500.000 francs; quant à l'impôt sur les successions il est constitué par une série de taxes progressives qui se superposent les unes aux autres de telle manière que dans certains cas l'impôt pourrait dépasser le montant total de l'héritage si on n'avait par ailleurs pris la précaution de stipuler qu'il ne pourrait au total dépasser 80 0/0. Mais 80 0/0 c'est déjà un taux formidable.

On comprend que dans ces conditions, les gros capitalistes, ceux dont la fortune est passible de ces taux d'impôts élevés, n'aient qu'une pensée : y échapper en dissimulant le plus possible de leur fortune. Or, les fortunes modernes se composent de deux parties. Une partie dite immobilière est celle qui comprend les terres, les maisons, les entreprises commerciales ou industrielles qui vous appartiennent personnellement, etc.; sur celle-là la fraude est difficile, car une maison, un magasin, une usine, ça se voit, on ne peut les dissimuler, tout au plus peut-on tricher quelque peu sur le chiffre du revenu qu'on en tire ou sur le prix auquel on l'a acheté, mais en cette matière on ne peut aller bien loin, car il est facile au fisc de savoir à peu près combien rapporte une maison de telles dimensions ou une usine de tant d'ouvriers; la fraude ne peut donc être que très limitée. L'autre forme de fortune est la fortune dite mobilière qui se présente surtout sous forme de titres de sociétés, actions, obligations, et de fonds d'Etats. Or ces titres, quand ils sont « au porteur », ne portent pas le nom de leur propriétaire. Ce nom ne figure nulle part, ni sur les titres, ni sur les registres de la société. Le fait seul d'être « porteur » du titre, c'est-à-dire de l'avoir en sa possession, vous en fait propriétaire; vous pouvez dès lors en encaisser les coupons, vendre le titre lui-même, sans qu'à aucun moment vous ne soyez obligé de donner votre nom. Il est donc impossible au fisc de contrôler combien vous avez de titres au porteur. Vous pouvez avoir une fortune de 10 millions en titres au porteur, le fisc est incapable de le savoir si vous ne le lui dites pas. Résultat : vous ne le lui dites pas; et ainsi, non seulement toute la partie de votre fortune que vous avez sous cette forme ne paie aucun des deux impôts progressifs, mais même l'autre partie de votre fortune, celle que vous ne pouvez dissimuler parce que sous forme immobilière paie moins qu'elle ne devrait payer puisque, la dissimulation que vous avez faite d'une partie de votre fortune vous fait tomber dans une catégorie moins fortunée, où le taux de l'impôt est plus faible. En fait la presque totalité de la fortune mobilière, soit celle qui représente la forme la plus moderne de la fortune, échappe entièrement à l'impôt global sur le revenu et à l'impôt sur les successions.

Bordereau de coupons et carnet de coupons avaient pour but de mettre fin à cette fraude colossale en obligeant les détenteurs de titres au porteur à se faire connaître lors de l'encaissement de leurs coupons. Si le bordereau ou le carnet de coupons ou toute autre mesure analogue étaient appliquées les taux de 50 0/0 pour les revenus et de 80 0/0 pour l'héritage risqueraient donc de devenir une réalité pour les grosses fortunes. L'application de pareils taux signifierait évidemment la fin prochaine des grosses fortunes. Car, sauf cas tout à fait exceptionnels, l'accumulation du capital ne se produit pas à une allure qui permette de compenser de tels prélèvements. L'héritier d'une fortune de 100 millions qui n'en toucherait que 20 (les 80 autres allant au fisc) aurait de fortes chances de mourir avant d'avoir pu reporter à 100 millions les 20 dont il a hérité. D'où la résistance acharnée apportée par « la fortune » à tout ce qui tend à « nominaliser » le titre au porteur.

⁂

P. S. — Au moment de mettre sous presse je prends connaissance de la Déclaration ministérielle. Non seulement celle-ci envisage la suppression du carnet de coupons en parlant de « substitution à des contrôles illusoires et compliqués », mais elle promet explicitement l'abaissement du taux de l'impôt global sur le revenu, et l'abaissement du droit de transmission sur les valeurs mobilières. Ce dernier abaissement est particulièrement important. Le droit de transmission ici visé est en effet avant tout celui qui s'applique aux titres au porteur. Durant les années dernières ce droit avait été porté à un taux très élevé de manière à compenser dans une certaine mesure la fraude en matière d'impôt global sur le revenu : ce droit frappe actuellement les revenus des titres au porteur (dividende, intérêts, etc.) d'une retenue égale à 0,84 0/0 du cours moyen du titre en Bourse durant l'année précédente; pour un titre qui rapporte 6 0/0 par exemple d'après son cours en Bourse, la retenue est donc de 0 fr. 84 pour chaque 6 francs d'intérêts qui vous sont versés, ce qui fait donc un impôt de 14 0/0. Pour éviter ce très lourd impôt supplémentaire il n'y a qu'à avoir, au lieu de titres au porteur, des titres « nominatifs », c'est-à-dire des titres qui portent le nom du propriétaire nom qui est enregistré au siège de la Société, mais il n'est guère plus possible de dissimuler ces titres que de dissimuler une maison ou une usine; il faut donc payer sur eux l'impôt global sur le revenu.

Cette lourde taxe, dite de transmission, sur les titres au porteur ne supprimait certes point les avantages du titre au porteur pour les fraudeurs possesseurs de gros revenus, mais elle les diminuait, et elle arrivait même à les supprimer presque totalement pour les possesseurs de faibles revenus, ceux pour lesquels l'impôt sur le revenu n'est qu'à un faible taux. En proposant la diminution de cette taxe, Caillaux supprime le seul frein qui existait à la fraude en matière d'impôt sur le revenu, cet impôt dont il se prétend le père !

« Rationalisation » et « Réorganisation »

« Rationalisation », tel est le grand mot d'ordre actuel, des industriels allemands; « réorganisation », tel est le grand mot d'ordre actuel des ouvriers mineurs britanniques. « Rationalisons » la production, disent les uns, « réorganisez » l'industrie charbonnière, disent les autres.

« Rationaliser », « réorganiser », deux mots pour la même chose. Pour les industriels allemands, « rationaliser » c'est fermer dans chaque industrie les entreprises les moins bien situées ou les moins bien outillées, toutes celles fabriquant avec un prix de revient élevé, afin de concentrer la production où les prix de revient sont les plus bas. Pour les mineurs britanniques, « réorganiser »

l'industrie houillère c'est, ainsi que vient encore récemment de le spécifier Cook, fermer les charbonnages les plus pauvres ou les moins bien outillés, afin de ne plus tirer du charbon que des mines où le prix de revient est le plus bas.

C'est donc une même mesure qu'Allemands et Anglais réclament; elle a d'ailleurs pour but de remédier au même mal : l'actuelle surabondance des moyens de production de l'Europe par rapport à la consommation; mais, différence essentielle, en Angleterre ce sont les ouvriers qui réclament la réorganisation, tandis qu'en Allemagne ce sont les industriels, les patrons qui mènent la campagne pour la rationalisation.

Cela est dû à des causes profondes.

En Allemagne où le capitalisme industriel est relativement jeune, où dès les débuts il a dû, pour pouvoir se faire sa place au soleil, agir plus ou moins collectivement, le sacrifice de certains intérêts particuliers qu'implique toute rationalisation ou réorganisation ne rencontre pas de grands obstacles: la collectivité patronale n'hésite pas à imposer elle-même de gré ou de force à certains de ses membres les renoncements nécessaires. Dès avant guerre d'ailleurs la « rationalisation » avait été pratiquée. Par exemple dans la Ruhr. La partie Sud des gisements houillers de la Ruhr est sensiblement moins riche que la partie Nord. Il s'y était cependant installé des mines qui marchaient tant bien que mal, mais un jour, afin d'augmenter leurs participations dans le syndicat rhénan-westphalien (1), les puissantes sociétés de la partie Nord imaginèrent d'acheter ces mines, de les fermer, et de reporter sur leurs riches puits du Nord la production à laquelle ces mines achetées avaient droit d'après les statuts du syndicat. C'était de la « rationalisation » avant la lettre. Ce même procédé est employé aujourd'hui à fond, systématiquement, dans toutes les branches d'industrie de toutes les parties de l'Allemagne. Pour préciser par exemple, l'industrie de la potasse, qui est cependant la seule industrie allemande qui ne soit pas en état de crise grâce au monopole naturel dont elle jouit de compte à demi avec l'Alsace, pour laquelle par suite la rationalisation est le moins nécessaire, a concentré son extraction en 1925 dans 85 mines au lieu de 93 en 1924 et 126 en 1923, tout en produisant en 1925 avec ses 85 mines 15 millions de quintaux de potasse au lieu de 12 millions en 1923 avec 126 mines.

Le patronat anglais se comporte de façon toute différente. Ancré dans son individualisme traditionnel, le capitalisme anglais entend qu'on ne touche, si peu que ce soit, aux intérêts, même mal entendus, d'aucun de ses membres : j'ai un charbonnage pauvre ou épuisé, à outillage antique ou défectueux, j'entends néanmoins continuer à l'exploiter, parce que mes ancêtres ont été les exploitants de ce charbonnage et que j'entends faire comme eux; il faut donc coûte que coûte que le salaire de l'ouvrier mineur ne dépasse pas le taux qui me permette d'exploiter avec bénéfice, malgré l'élévation considérable de mon prix de revient, et malgré la redevance (royalty) que je dois payer au propriétaire du terrain tant que je continuerai à exploiter. D'où le refus obstiné qu'opposent exploitants de mines, propriétaires fonciers, et d'une façon générale toute la classe bourgeoise britannique à la « réorganisation » de l'industrie minière.

Cette obstination du patronat britannique à refuser d'accepter ce au-devant de quoi le patronat allemand au contraire se précipite, prouve l'incapacité absolue dans laquelle se trouve désormais la bourgeoisie britannique de s'adapter aux conditions nouvelles de l'Economie.

Cette incapacité est un grand atout pour la classe ouvrière britannique. Quand une classe dominante, en effet, est devenue incapable de suivre l'évolution économique, elle ne peut qu'être rapidement balayée.

(1) On sait que ce syndicat qui groupait la presque totalité des charbonnages de la Ruhr réglait à chaque moment selon l'état du marché mondial la quantité de charbon que devait produire au total l'ensemble des charbonnages affiliés, puis cette production totale était répartie entre les différents charbonnages selon une proportion réglée une fois pour toutes qui constituait la « participation » de chaque charbonnage.

Une classe ne peut continuer à être la classe dirigeante que tant qu'elle est capable en fait de diriger. C'est pourquoi les perspectives révolutionnaires sont plus plus favorables actuellement en Angleterre qu'en Allemagne.

Les effets de la grève anglaise.

En mai la Grande-Bretagne n'a produit que 88.800 tonnes de fonte au lieu de 539.100 tonnes en avril, et 45.700 tonnes d'acier au lieu de 661.000 tonnes.

De bonnes concessions.

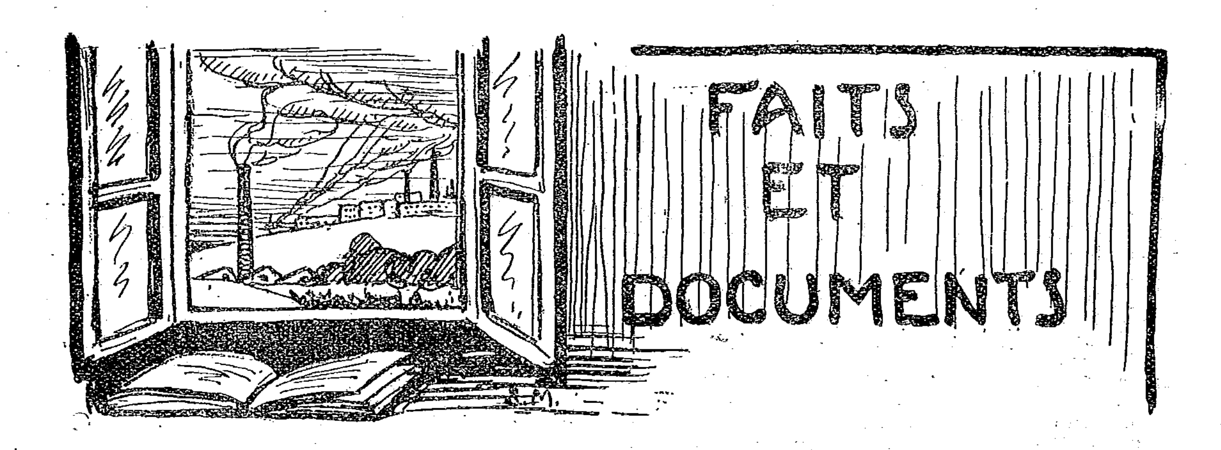
On a annoncé ces derniers temps l'octroi par les Soviets de nouvelles concessions dont certaines sont excellentes. La nature de ces concessions montre très bien, par contraste avec les concessions de la Lena et de Harriman, ce qui distingue une véritable concession de Nep d'une concession anti-Nep.

Les deux concessions auxquelles je fais allusion ont trait, l'une à la fabrication des gaz comprimés et à l'installation d'ateliers de soudure autogène, l'autre à la création d'une usine de soie artificielle. On voit la profonde différence de ces concessions avec celles d'Harriman et de la Léna. Quand les Soviets concèdent les gisements d'or de Sibérie ou ceux du manganèse du Caucase, les uns et les autres parfaitement connus, les uns et les autres exploités depuis longtemps, les une et les autres relevant d'une technique simple, bien connue, analogue à celle pratiquée par l'industrie soviétiste en maints endroits, partout où elle exploite des mines, l'U. R. S. S. n'acquiert nullement par là des secrets, des connaissances, des pratiques qu'elle ne possédait point, elle n'acquiert même pas, au moins dans le cas du manganèse, des matériaux pour son industrie puisque Harriman se réserve d'exporter la totalité du manganèse qu'il extrait, ils fournissent simplement, en fait, à l'Amérique le manganèse qui lui manque pour sa métallurgie, et au capitalisme anglo-saxon le contrôle sur la seule partie d'or exportable du monde, qu'il ne contrôlait point encore.

Avec la soudure autogène et la soie artificielle, c'est tout différent. Au lieu de mettre des richesses de l'U. R. S. S. à la disposition du capital étranger pour la satisfaction de ses propres besoins, les Soviets utilisent pour les besoins de l'U. R. S. S., par le moyen de ces concessions, les connaissances spéciales de capitalistes étrangers en des domaines où la technique est relativement récente, encore presque secrète en beaucoup de points, où le succès dépend en grande partie de tours de main et de détails, qu'il serait extrêmement coûteux et lent de retrouver et mettre au point à nouveau, comme cela serait nécessaire si les techniciens russes étaient livrés à eux-mêmes.

Certes les concessions quelles qu'elles soient sont dangereuses, puisqu'elles sont établies sur une base capitaliste, mais lorsqu'elles ne portent comme celles-là que sur des industries auxiliaires et non de base, qu'elles s'appliquent à des entreprises qui n'occuperont que quelques centaines ou quelques milliers d'ouvriers et non des dizaines de milliers, le danger est faible, et d'autre part ce danger est largement compensé par le fait que l'U. R. S. S. peut ainsi acquérir des techniques nouvelles, et non pas seulement obtenir quelques millions pour son budget

Ajoutons qu'en ce qui concerne la concession pour les gaz comprimés et la soudure autogène, concession donnée pour quinze ans, le Conseil d'administration, composé de quatre membres, a la moitié de ses membres, le Président et un membre, qui sont nommés par le syndicat soviétiste des métaux, que d'autre part la société concessionnaire est constituée selon la législation soviétiste, et enfin qu'elle devra établir non seulement des ateliers de soudure autogène mais également des écoles où seront enseignés les procédés de soudure, toutes mesures dont on chercherait en vain l'équivalent dans les concessions de la Léna et d'Harriman. En ce qui concerne la concession relative à la soie artificielle dont nous n'avons vu la nouvelle que dans la presse bourgeoise, nous n'en connaissons pas les conditions. — R. LOUZON.



LES FAITS DU MOIS

MARDI 1er JUIN. — Débat financier à la Chambre : le ministre des Finances déclare qu'il s'agit de « rassurer les possédants ».

MERCREDI 2. — A la Chambre, interpellation de Laporte sur les licenciements de chez Renault.

Etats-Unis : La Chambre des représentants ratifie l'accord relatif à la dette française.

JEUDI 3. — Rentrée, avec augmentation de salaire, des ouvriers de chez Farman à Billancourt.

— Aux assises de la Seine, procès Hans Bossard.

— Arrestation des deux secrétaires de la Bourse du Travail d'Halluin.

— A Nice, Congrès du Syndicat des Agents des Contributions Indirectes.

Suisse : La Conférence internationale du travail valide les pouvoirs du délégué fasciste Rossoni.

VENDREDI 4. — A Paris, Congrès des Cheminots unitaires du réseau Nord.

— Le Sénat ratifie les accords de Locarno.

Maroc : Transfert d'Abd el Krim à Fez.

SAMEDI 5. — Incendie à la Coopérative « La Bellevilloise ».

DIMANCHE 6. — *Suisse :* Inauguration du nouveau bâtiment du Bureau International du Travail.

LUNDI 7. — *Suisse :* Réunion du Conseil de la Société des Nations.

MARDI 8. — Aux assises de la Seine, acquittement de Hans Bossard.

— La Chambre repousse les 42.000.

Angleterre : Entrevue sans résultat entre les délégués des mineurs et les propriétaires.

MERCREDI 9. — Arrêtés au cours de la grève du textile de Laroque-d'Olmes, Claverie et Vandewattyne sont condamnés à quatre mois de prison.

— Nouveau lock-out dans la métallurgie parisienne : les 1.500 ouvriers des usines Ballot ont cessé le travail.

JEUDI 10. — A Paris, assassinat de Grégoire Veshapely, directeur du journal « la Géorgie Nouvelle ».

Suisse : Le comte Bethlen est giflé par un républicain hongrois dans les couloirs de la Société des Nations. — Le gouvernement du Brésil se retire du Conseil de cette Société, et l'Espagne déclare vouloir s'en désintéresser jusqu'à ce qu'elle ait obtenu un siège permanent.

VENDREDI 11. — Lock-out des dockers de Dunkerque.

— A la Chambre, interpellation de Doriot sur la guerre du Riff.

— Le Gouvernement ordonne des poursuites contre les signataires d'un manifeste autonomiste alsacien-lorrain

Angleterre : Note de Baldwin au gouvernement de Soviets pour « protester contre les envois de fond effectués par les mineurs russes aux mineurs anglais ».

DIMANCHE 13. — Congrès de l'Union syndicale des Métallurgistes de la région parisienne.

— Manifestation commémorative de la Commune au cimetière Montparnasse.

LUNDI 14. — Les fonctionnaires et agents des Services publics manifestent dans les rues de Paris Révocation de Piquemal, secrétaire du Syndicat des Agents des Contributions indirectes.

— A Paris, conférence gouvernementale franco-espagnole.

MARDI 15. — Démission du cabinet Briand.

VENDREDI 18. — Le prix du kilog. de pain est fixé à 2 fr. 30.

— Meeting du Secours Rouge pour la commémoration de l'assassinat de Matteoti.

— Echec d'une combinaison ministérielle Briand.

SAMEDI 19. — A Lille, 5e Congrès du Parti Communiste. Conférence d'organisation.

— Herriot essaie à son tour de constituer un cabinet.

DIMANCHE 20. — Election des délégués mineurs dans le Pas-de-Calais.

— Echec d'Herriot. Nouvel essai de Briand.

Allemagne : Sur 39 millions d'électeurs, 15 millions votent pour l'expropriation des anciennes familles régnantes.

Angleterre : Violent discours de Churchill contre les Soviets.

LUNDI 21. — Seizième lundi de grève des ouvriers du textile de Laroque-d'Olmes (Ariège).

MARDI 22. — Les fourreurs parisiens décident la grève.

Angleterre : A Londres, Congrès des migrations organisé par la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam. Le gouvernement anglais a refusé l'entrée à Oudegeest et à Fimmen.

MERCREDI 23. — Formation du cabinet Briand-Caillaux.

VENDREDI 25. — A Tours, Congrès de l'Union unitaire des Cheminots du P.-O.

SAMEDI 26. — Congrès constitutif de la XXe Union régionale unitaire.

— Mise à la retraite, par M. Caillaux, de M. Robineau, gouverneur de la Banque de France.

— Le roi d'Espagne est sifflé et conspué à son arrivée à Paris.

— Dernière journée du Congrès du Parti communiste à Lille

Dimanche 27. — Dans toute la France, manifestations des fonctionnaires contre la révocation de Piquemal.

U. R. S. S.: Tchitchérine répond à Churchill.

Lundi 28. — Lock-out aux usines Voisin.

— Congrès de la Fédération unitaire du Personnel civil des Etablissements militaires.

Angleterre: Discussion du projet Baldwin sur la journée de huit heure dans les mines.

Mardi 29. — Nombreuses arrestations et expulsions d'ouvriers espagnols réfugiés en France.

— A Paris, Congrès des cheminots unitaires des Compagnies secondaires.

— A Toul, Congrès du réseau Est.

Mercredi 30. — *Angleterre:* Vote de la loi des huit heures dans les mines. — Les mineurs résistent courageusement. — L'I. S. R. demande au Conseil général des Trade-Unions, la convocation du Comité anglo-russe.

Pour qui la grande pénitence ?

Les questions de finances relèvent-elles d'autre chose que du simple bon sens ?

Nous ne le pensons pas.

Le total des billets de banque représente les valeurs réelles qui sont en mains de la Banque émettrice. Avant guerre, la Banque possédait en encaisse d'or ou en valeurs de commerce une richesse sensiblement égale au montant de la circulation fiduciaire. Elle aurait donc pu rembourser en or tous les billets en circulation et cent francs papier valaient cent francs-or.

Actuellement la Banque a mis en circulation plus de 50 milliards de billets; sur ces 50 milliards de billets une partie va aux besoins du commerce et est gagée par des valeurs commerciales; le restant, dont le plafond est fixé à 38.500 millions avancés à l'Etat, est gagé par l'or de la Banque. Cet or s'élève a environ 3.700 millions dans les caisses de la Banque en France, et 1.800 millions déposés en Angleterre (mais peut-on faire état de cette dernière ressource) ?

La valeur or du billet français ressort donc à :

$$38.500 : 3.700 = \frac{1}{10}$$

de sa valeur papier; ou à :

$$38.500 : 5.500 = \frac{1}{7}$$

de sa valeur-papier, si l'on peut vraiment faire fond sur l'or déposé en Angleterre; ces chiffres mettent la livre entre 180 et 250.

La livre s'est maintenue au-dessous de sa valeur réelle aussi longtemps qu'en France et à l'étranger on a eu confiance au franc et qu'on a pensé que la France pouvait — par des moyens de droite ou de gauche — faire de la déflation.

La livre pourra s'élever au-dessus de ces cours si la panique s'en mêle et si le gouvernement ne décrète pas la stabilisation légale du franc

La seule panique irrémédiable pourrait se produire de la façon suivante : devant l'avilissement du franc, beaucoup de personnes peuvent exiger le remboursement de leurs bons de la Défense pour acheter des valeurs réelles (terrains, actions françaises ou étrangères) et acculer l'Etat à de nouvelles émissions; l'Etat ne pourra se sauver que par la consolidation forcée de sa dette flottante. A ce prix seul il évitera de laisser aller le franc au fond du gouffre et pourra le maintenir entre 2 et 3 sous.

Le prix de la vie continuera à bondir jusqu'à être de douze ou quinze fois ce qu'il était en 1914.

Quant au budget, il sera évidemment déséquilibré par le fait que l'Etat verra augmenter le prix de ses fournitures, le taux de ses pensions de guerre, de ses traitements civils et militaires, etc. Mais l'Etat verra augmenter ses ressources parce que l'Impôt sur le Revenu se traduira par des nombres plus grands et aussi presque toutes les taxes indirectes qui sont des pourcentages sur les valeurs des marchandises; il comprimera ses dépenses en laissant dévaloriser les pensions et les traitements (surtout pas d'échelle mobile !): ce sera l'ère de la grande pénitence... pour tous les créanciers de l'Etat : pensionnés, fonctionnaires et rentiers.

De là restriction dans la consommation, d'où chômage et ce sera la grande pénitence pour les ouvriers...

Quant à la grande pénitence nous ne la voyons guère poindre pour les grands profiteurs. A moins que... Mais ceci est une autre histoire, une invraisemblable histoire...

En résumé, le franc nous semble valoir de 2 à 3 sous; il a valu 5 et 6 sous... aussi longtemps que les gens ont marché; il pourrait valoir moins si les gens prenaient peur — exactement comme un titre en Bourse peut faire 800 francs puis dégringoler jusqu'à 50 francs, alors que liquidation de l'actif faite, on constatera qu'il valait réellement 200 francs. — B. G.

⁂

La faillite du Bureau international du Travail.

Hé ! oui, voilà Jouhaux lui-même dans l'obligation de reconnaître l'impuissance de l'organisation internationale du Travail, où les délégués ouvriers continuent de perdre un temps précieux et d'entretenir de dangereuses illusions. Quelles amères constatations renferme le discours prononcé par le secrétaire de la vieille C. G. T. à la dernière conférence du B. I. T. !

Il nous faut — a dit Jouhaux — tous les ans répéter les mêmes doléances, jeter les mêmes cris d'alarme, et je dois une fois de plus appuyer sur ce point, non qu'il constitue une menace, mais parce qu'il est l'expression de la vérité.

En 1919, on a voulu établir internationalement un mode de discussion des revendications sociales procédant de l'esprit pacifiste né de la guerre et qu'on voulait substituer aux pratiques de force, de violence, d'opposition systématique. En apportant notre adhésion à une telle procédure, nous pensions qu'elle devait être supérieure en résultats à celle à laquelle nous renoncions. Nous espérions que les Conférences internationales du travail, que les conventions internationales du travail qui en résultent allaient apaiser peu à peu les esprits et déterminer dans les relations sociales un esprit de discussions courtoises et pacifiques, de responsabilité partagée.

Hélas ! Il n'en a pas été ainsi. Militants ouvriers, nous commes aujourd'hui obligés, dans nos organisations syndicales, de défendre le Bureau international, de défendre les Conférences internationales du travail et de montrer à nos adhérents, aux masses ouvrières, que, malgré les défaillances constatées, l'organisation internationale du Travail est encore un organisme dans lequel ils doivent avoir des espérances.

Mais je suis bien obligé de le déclarer franchement : une telle situation ne saurait éternellement durer !

Il est certain que les ressentiments dans les masses profondes ouvrières montent chaque année toujours plus. Elles ne demandent pas que l'action du B. I. T. se substitue à l'action des organisations syndicales. Ce n'est pas son rôle. Nous savons très bien que c'est dans la puissance de nos organisations que réside en réalité le facteur le plus important du développement du progrès social, mais nous pensons cependant que le Bureau ne doit pas se montrer inférieur aux espérances qu'il avait fait naître dans les esprits ouvriers ; sinon, au lieu de grouper autour de lui les forces conscientes, les forces éclairées, il trouvera dressées contre lui les forces ignorantes, les forces de protestation.

S'adressant aux délégués des gouvernements, Jouhaux a ensuite déclaré :

Si vous voulez que l'organisation se développe, s'il est dans votre esprit que les signatures du traité de paix sont des signatures qui valent aujourd'hui comme elles valaient hier, si vous considérez que le traité de paix est un tout, qu'on ne peut pas faillir à l'une de ses parties sans

reconnaître implicitement le droit de faillir à certaines autres, il vous faut, gouvernements, remplir vos engagements.

Ce faisant vous donnerez une idée de la haute moralité qui vous guide, vous resserrerez les liens entre vous et la classe ouvrière, vous déterminerez l'atmosphère de paix que les uns et les autres nous appelons de tous nos vœux.

S'il en est autrement, nous retournerons aux anciennes pratiques. Peut-être n'y trouverons-nous pas plus de résultats que ceux que nous avons rencontrés dans les conférences. Mais au moins nous aurons la liberté complète de notre action, nous aurons en nous-mêmes le contentement de n'avoir rien abdiqué de notre idéal et de nos méthodes de lutte.

Je ne dis pas cela pour menacer, je le dis parce que je le sens, parce que c'est un sentiment qui est né des masses ouvrières, avec lesquelles nous sommes en contact journellement, parce que c'est l'expression d'un sentiment qui croît dans les organisations syndicales et qui peut avoir demain des conséquences dangereuses.

On a dit ici que l'Etat n'a pas à intervenir dans les rapports entre les employeurs et les employés. Je ne suis pas étonné d'entendre cette théorie quelque peu désuète et périmée, surtout dans notre milieu. Mais, moi qui ne suis pas un admirateur outrancier de l'Etat, qui ne considère pas que l'Etat peut remplir tous les offices, qui suis de ceux qui pensent que l'initiative privée est parfois supérieure à celle de l'Etat, je veux dire à ceux qui prônent cette théorie que sa reconnaissance serait la condamnation même de l'esprit des conférences internationales du travail et de la procédure qu'elles appellent.

Ils en appellent à la force. Si c'est leur volonté de ne voir le mouvement ouvrier se développer que dans l'opposition des forces ouvrières et des forces patronales, soit! Mais que cela soit dit d'une façon franche et catégorique, que l'on sache si l'on doit continuer ainsi à développer le progrès social dans le pacifisme ou si l'on doit, au contraire, retourner aux méthodes d'hier et confronter les forces des deux facteurs de la production!

⁂

La suppression des huit heures en Italie.

Le 2 juillet le *Journal Officiel* italien publiait un décret-loi concernant « les restrictions et l'augmentation des heures de travail » dont voici l'article concernant les heures de travail :

Article premier. — Jusqu'à nouvel ordre toutes les entreprises industrielles, commerciales et agricoles sont autorisées à augmenter d'une heure la journée de travail de leurs ouvriers et employés respectifs, par dérogation au décret-loi royal du 15 mars 1923 et aux contrats de travail existants.

⁂

La circulaire de Piquemal.

Piquemal a été révoqué pour avoir rempli un mandat que la Fédération des Fonctionnaires lui avait confié. Voici la circulaire incriminée, envoyée le 3 mai au nom du Syndicat national des Agents des Contributions indirectes :

CAMPAGNE DES TRAITEMENTS

Moyens d'action.

Les groupements du département des Finances, convoqués spécialement par la Fédération les 20 et 27 avril, ont envisagé les moyens à employer pour arracher l'indemnité mobile et dresser le barrage contre les prétentions postales. Ces moyens dépassent le stade des meetings et des négociations qui s'avère nettement insuffisant.

Parmi les mesures étudiées on a disjoint celles qui sont spéciales aux personnels des finances. Au nombre de ces dernières figure la grève du rendement *qui n'est qu'un succédané de* la grève des yeux fermés.

Sur la proposition du bureau fédéral, il a été décidé qu'une enquête sera faite immédiatement dans tous les services financiers, afin de totaliser le maximum de moyens pour réduire la rentrée des impôts. On compte ainsi toucher les dispensateurs de crédits au point sensible et les amener à céder.

Cette mesure dont la préparation va être annoncée par un communiqué fédéral de presse, aura un effet moral certain, tandis que l'effet matériel sera assez long à se manifester. Néanmoins, notre groupement sous réserve de conjuguer ce moyen avec d'autres plus rapides, a donné son adhésion entière.

La C. A. P. vous demande de répondre au questionnaire suivant dès que possible et dans un délai maximum de 15 jours :

1° Quels moyens envisage-t-on dans votre section pour retarder et, au besoin paralyser, un certain temps, la constatation et le recouvrement des impôts qui sont dévolus aux Indirectes? Quelles sont les modalités que vous prévoyez dans chaque service ?

2° Comment peut-on arriver à l'embouteillage dans chaque service ?

3° Dans combien de temps et dans quelle mesure se produira l'incidence ?

4° Dans quelle mesure le personnel est-il disposé à l'exécuter ?

5° Les esprits sont-ils préparés à cette éventualité ?

Indépendamment de cette mesure à retardement, d'autres moyens ont été envisagés, notamment la grève-avertissement d'une demi-journée ou d'une journée et la cessation générale du travail jusqu'à l'aboutissement des revendications essentielles.

Nous faire connaître le plus exactement possible le degré de préparation de la section pour cette éventualité.

Sur quels éléments pourrait-on compter ?

Dans quelle mesure serait-on suivi ?

Quelle est la mentalité générale des autres fonctionnaires du département ?

A-t-on fait des sondages ailleurs que chez nous ?

Paraît-on disposé à suivre ?

Prière de répondre avec précision, cette consultation des sections ayant une grande importance.

Nous répétons que les personnels des Finances n'entendent pas engager la lutte à eux seuls, pour toutes les catégories des fonctionnaires.

Le mouvement à lancer éventuellement sera général.

Pour la C. A. P. :
Le Secrétaire syndical,
Signé : PIQUEMAL.

⁂

A propos du Conseil paysan.

D'un camarade de province, qui s'intéresse tout particulièrement à la question paysanne :

Pourquoi n'avez-vous pas discuté la conception syndicale du Conseil Paysan ? Il me semble qu'on a eu beaucoup de dédain pour la Fédération de l'Agriculture et qu'on l'a présentement sacrifiée.

Pourquoi ? Mais parce que nous sommes effrayés par le nombre de choses que nous avons à discuter et... à critiquer.

Toujours critiquer! Eternels mécontents!

D'autant que l'on a réussi à faire partager ce dédain de la Fédération de l'Agriculture par les propres militants de cette Fédération.

Et c'est tellement dans la ligne!

Sur ce sujet comme sur les autres, on rabat sur le plan français ce qui se passe sur le plan russe; on transporte en France, où la révolution n'est pas faite,

hélas! les problèmes qui se posent en Russie, après la révolution, entre le prolétariat et la paysannerie.

On le fait d'autant plus facilement que l'esprit de classe est absent et que l'on ne voit pas qu'il existe plusieurs catégories de paysans, un prolétariat agricole qui demande à être organisé sous la forme habituelle du prolétariat, c'est-à-dire dans de véritables syndicats comme ceux qui existèrent chez les vignerons du Midi, dans les fermes de la Brie et de la Beauce, chez les horticulteurs de Paris, puis des métayers et des journaliers temporaires; enfin des petits paysans propriétaires de leur terre.

Evidemment, l'ancienne Fédération de l'Agriculture, comprenant des ouvriers agricoles et des journaliers temporaires, ne pouvait être réorganisée par des hommes qui ont l'esprit de parti mais n'ont pas l'esprit de classe.

⁂

Une démission de la Fédération postale unitaire. Le *Ralliement des P. T. T.*, l'organe du Syndicat confédéré des Employés et des Ouvriers des P. T. T., a publié la lettre suivante par laquelle Bouscary, un ouvrier des P. T. T., explique les raisons de sa démission. Ces raisons ne légitiment pas, à notre sens, la démission; le va-et-vient d'un syndicat à un autre est pernicieux; ce n'est pas ainsi qu'on redressera ce qui est à redresser ni qu'on aboutira à l'unité. Mais cette lettre est un symptôme de plus du malaise qui sévit :

Paris, le 29 *avril* 1926.

A la Fédération Postale unitaire.

Camarades,

Convaincu désormais de la subordination de la C. G. T. U. et des organismes la composant au Parti communiste, il m'apparaît nécessaire de rompre avec une organisation qui n'a pas su conserver son indépendance, c'est-à-dire l'autonomie syndicale, le syndicalisme étant, à mon avis, le seul organisme de combat et de défense d'intérêt corporatif.

Ce motif, hélas! n'est pas le seul qui m'amène à cette détermination; d'autres suivent, qui sont :

1° *L'incapacité et le mauvais vouloir du Bureau fédéral, qui a désorganisé le Syndicat;*

2° *Le bluff et non les actes; l'orgueil individuel, et non le travail de la majorité des membres du Bureau fédéral et de la Commission exécutive, ont dominé ces incapables, qui, au lieu de rapporter :* 1° *sur les salaires;* 2° *sur les indemnités diverses;* 3° *sur les retraites; ont entravé l'action des confédérés, et lorsque ces derniers, malgré la diversion de la F. P. U. arrivaient à une solution, cette dernière cherchait par des moyens déloyaux à s'en approprier indûment le bénéfice moral;*

3° *La mauvaise comptabilité et la mauvaise foi du Bureau fédéral dans la question des finances. En exemple, le rapport financier présenté au Conseil national fédéral d'octobre* 1925. *La Fédération accuse* 88.000 *francs de recettes contre* 128.000 *francs de dépenses, donc en chiffres ronds* 40.000 *francs de déficit. Or, j'ai pu contrôler une seule somme, se montant à* 3.405 *francs, somme accusée par le rapport comme ayant été versée à l'Orphelinat, et j'y ai trouvé une erreur de* 1.005 *francs, les versements se montant exactement à* 2.400 *francs.*

Si je calcule bien, à raison de 1.005 *francs d'erreur par* 3.405 *francs de dépenses on trouve pour* 128.000 *accusés en dépenses,* 37.777 fr. 95 *de surcharge sur* 40.000 *francs de déficit!!*

J'ai soumis la question à mon groupe. Ce dernier a chargé en réunion générale son secrétaire général « Lepage » de poser la question à la Commission exécutive fédérale, à défaut du Bureau.

La dictature de deux ou trois hommes inféodés au parti a été plus forte que deux cents camarades aveuglés par eux, et elle est restée sans réponse

Pourtant, il serait honnête, lorsqu'on ne fait jamais paraître de situation financière dans l'organe corporatif, qu'on en accepte toutes les critiques et on y réponde. Hélas! on aime mieux faire le silence, les finances apparaissant, dès maintenant, comme désastreuses et des plus louches;

4° *La pitoyable manœuvre du Bureau fédéral « F. P. U. » aux élections des Conseils de discipline, par l'alliance honteuse avec les organisations jaunes.*

Pour toutes ces raisons, je me retire de la F. P. U. en emportant le regret d'avoir vu naufrager l'organisation syndicale des P. T. T. par quelques individus, qui n'ont de syndicaliste, que celui d'être pour l'organisation des sangsues ou des nourrissons perpétuels.

Léon Bouscary.

:-: ENTRE NOUS :-:

Impossible de faire autrement, nous devons, nous aussi, augmenter nos prix d'abonnement et de vente au numéro.

A partir du 1er août, c'est-à-dire du numéro prochain, le prix de l'exemplaire sera porté de 2 francs à 2 fr. 50, pour la France, et de 2 fr. 50 à 3 francs pour l'extérieur.

Le tarif des abonnements sera le suivant : 25 francs pour l'année; 13 francs pour six mois. Extérieur : 35 francs pour l'année, 18 francs pour six mois.

Nous avons attendu longtemps pour procéder à cette augmentation indispensable, nous avons trop attendu peut-être. Alors que nos dépenses, c'est-à-dire les prix d'impression, de papier, les taxes de la poste, montaient sans arrêt, seules nos recettes ne montaient pas, le prix de l'abonnement restait au même point.

Notre petit budget était menacé d'un sérieux déséquilibre. Il fallait l'en préserver. Nos abonnés et nos acheteurs au numéro comprendront qu'il nous est impossible de leur fournir la *R. P.* à un prix inférieur à son prix de revient.

En vue d'octobre

Nous avons repris le système des « possibles » depuis quelques mois. Les résultats obtenus sont significatifs? Chaque fois qu'un camarade nous a fourni une liste de quelques noms soigneusement choisis, le rendement a été excellent et le pourcentage d'abonnés supérieur à 30 %; mais par contre, chaque fois qu'on nous a fourni de grandes listes, sans choix, en vrac, le rendement a été lamentable et le pourcentage inférieur à 5 %. Si l'on pense aux frais qu'entraîne ce système, surtout quand le « possible » ne retourne pas le second numéro et nous laisse envoyer un recouvrement qu'il ne paiera pas, on voit qu'il est indispensable que nos camarades s'en tiennent à des listes courtes et bonnes.

Mais il nous faut beaucoup de listes pour octobre. Nous voudrions faire un gros effort à ce moment-là. Deux cents ou trois cents de nos abonnés actuels, de nos camarades, ne peuvent-ils nous adresser une liste d'une dizaine de noms bien choisis dans leur corporation ou leur région?

Que ceux qui nous ont fourni des listes déjà ne se croient pas dégagés de répondre. Qu'ils n'hésitent pas, au contraire, à refournir des noms déjà donnés, en nous en indiquant des nouveaux, bien sûr; souvent, c'est à la deuxième tentative que le « possible » se décide à devenir abonné réel, quelque fois même à la troisième. C'est toute la vertu de la publicité de rappeler sans cesse, de revenir à la charge, de décider les hésitants.

Envoyez-nous des listes de « possibles » et ceux qui le pouvez n'oubliez pas la suggestion de Giauffret, de la souscription-propagande : un « possible » et 5 francs.

Téléphone
COMBAT 08-02
R. C. 251-310



Chèque Postal
Marcel HASFELD
N° 43-08

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

UNE CARTE MURALE

en couleurs

DE L'U. R. S. S.

La *Librairie du Travail* prépare l'édition d'une grande carte murale en couleurs de la Russie soviétique (U. R. S. S.).

Cette carte, d'un format 100 × 130, comprendra, *à une même échelle*, l'ensemble de toutes les Républiques soviétiques d'Europe et d'Asie. L'emploi d'une seule échelle a pour but de corriger les erreurs qu'engendre la fâcheuse habitude de toujours représenter à des échelles différentes l'Europe et l'Asie.

Ce sera une carte POLITIQUE et une carte ÉCONOMIQUE.

Au point de vue politique, la carte mettra particulièrement en valeur le *caractère profondément fédératif* de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Une couleur spéciale à chacune des Républiques indépendantes, employée également pour les différentes Républiques autonomes et Territoires autonomes qui en dépendent, permettra de saisir facilement, malgré sa complexité, l'organisation de l'Union. Les limites des différentes Républiques et Territoires ont été établies d'après les plus récents documents officiels. Il en a été de même pour la capitale de chacun d'eux. L'indication de ces divisions politiques, dont chacune est motivée par l'existence d'un peuple distinct, permet de présenter en même temps la CARTE ETHNOGRAPHIQUE de cet immense territoire où se côtoient les races les plus diverses.

Au point de vue économique, on s'est attaché à mettre en évidence d'une part les régions naturelles de la Russie, avec pour chacune son *produit agricole caractéristique*, et d'autre part les *bassins industriels* dans lesquels se trouvent concentrées mines et usines.

Le *réseau fluvial* et le *réseau ferré*, réduits volontairement aux voies qui ont une importance économique nationale ou internationale, font apparaître à première vue les grands courants que suit l'échange des marchandises.

Par une innovation qu'on trouvera intéressante, du moins, nous l'espérons, l'ordre de grandeur de la population *des différentes villes* ressort de la lecture même de la carte, la grosseur du caractère dans lequel le nom de la ville est inscrit dépendant uniquement de sa population et non de son rôle administratif. Cette population est celle qui découle des dernières statistiques, de même que tous les noms sont ceux qui ont été donnés *depuis le nouveau régime*.

Un *bref commentaire* en bas de carte fournit les indications complémentaires nécessaires à une pleine compréhension de la Constitution et de l'Economie de l'U. R. S. S.

Tout le travail a été mis au point avec la collaboration de *Pierre Pascal*. Celui-ci, ancien membre de la mission militaire française en Russie durant la guerre, participe depuis les premiers jours de la Révolution à l'édification du régime soviétique. Il est sans aucun doute le Français qui connaît le mieux la Russie nouvelle. Son nom est garant du souci d'exactitude apporté à l'établissement de ce travail.

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION

Une carte, prix franco	... ...	10 francs.
Six cartes —	... ...	50 —
Treize cartes —	... ...	100 —

Nous conseillons vivement le groupage des commandes par localité afin d'atténuer les frais de port. Cette économie dans les frais d'expédition, nous permet de réduire le prix à partir de 6 exemplaires et de 13 et assure, en outre, l'envoi des cartes roulées et non pliées.

Pour éviter des frais inutiles et simplifier notre travail, souscrivez par Chèque postal n° 43-08 Paris-X°

Le Gérant : V. GODONNÈCHE. Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 1270-7-26.